

**RAPPORT  
DU COMITÉ *AD HOC*  
POUR  
LA CONFÉRENCE MONDIALE  
DU DÉSARMEMENT**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-NEUVIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 28 (A/9628)



**NATIONS UNIES**

**RAPPORT  
DU COMITÉ *AD HOC*  
POUR  
LA CONFÉRENCE MONDIALE  
DU DÉSARMEMENT**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-NEUVIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 28 (A/9628)



**NATIONS UNIES**

New York, 1974

#### **NOTE**

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragrap</u> hes	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION .....	1 - 4	1
II. TRAVAUX DU COMITE .....	5 - 14	1
III. EXAMEN DES VUES ET SUGGESTIONS EXPRIMEES PAR LES GOUVERNEMENTS .....	15 - 20	2

ANNEXE

Résumé des vues et suggestions exprimées par les gouvernements au sujet de la convocation d'une conférence mondiale du désarmement et des problèmes connexes, y compris les conditions nécessaires à la tenue d'une telle conférence ..... 9



## I. INTRODUCTION

1. Par sa résolution 3183 (XXVIII) du 18 décembre 1973, l'Assemblée générale a décidé de créer un comité ad hoc pour la Conférence mondiale du désarmement, chargé d'examiner toutes les vues et suggestions exprimées par les gouvernements au sujet de la convocation d'une conférence mondiale du désarmement et des problèmes connexes, y compris les conditions nécessaires à la tenue d'une telle conférence, et de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-neuvième session, un rapport établi sur la base d'un consensus.
2. Elle a aussi décidé que le Comité ad hoc serait composé des 40 Etats Membres suivants, non dotés d'armes nucléaires, qui ont été nommés par le Président de l'Assemblée générale, après consultation de tous les groupes régionaux : Algérie, Argentine, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Burundi, Canada, Chili, Colombie, Egypte, Espagne, Ethiopie, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Italie, Japon, Liban, Libéria, Maroc, Mexique, Mongolie, Nigéria, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Roumanie, Sri Lanka, Suède, Tchécoslovaquie, Tunisie, Turquie, Venezuela, Yougoslavie, Zaïre et Zambie.
3. L'Assemblée a invité les Etats qui possèdent des armes nucléaires à coopérer ou à rester en contact avec le Comité ad hoc, étant entendu qu'ils jouiront des mêmes droits que les Etats nommés membres du Comité.
4. Elle a en outre invité tous les Etats à communiquer aussitôt que possible au Secrétaire général, afin qu'il les transmette au Comité ad hoc, toutes vues et suggestions qu'ils jugeraient bon de présenter aux fins déterminées au paragraphe 1 ci-dessus. Les réponses reçues figurent dans les documents A/AC.167/L.2 et Add.1 à 6, A/9590 et A/9636.

## II. TRAVAUX DU COMITE

5. Le Comité a tenu 16 séances au Siège de l'Organisation des Nations Unies, du 7 au 10 mai, du 24 au 27 juin et du 9 au 13 septembre 1974. La première séance a été ouverte par le Secrétaire général, qui a prononcé une déclaration.
6. Le Comité a élu les membres du Bureau, à savoir :  

Président :	M. Fereydoun Hoveyda (Iran)
Vice-Présidents :	M. Eugeniusz Kułaga (Pologne)
	M. Patrice Mikanagu (Burundi)
	M. Javier Pérez de Cuéllar (Pérou)
Rapporteur :	M. Antonio Elias (Espagne)

7. Outre les Etats nommés membres du Comité ad hoc, la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont participé aux travaux du Comité en vertu des dispositions du paragraphe 3 de la résolution 3183 (XXVIII). Comme le prévoit ce même paragraphe, la République populaire de Chine et les Etats-Unis d'Amérique sont restés en contact avec le Comité ad hoc par l'intermédiaire de son Président.

8. Pour examiner les vues des Etats, comme il en avait été prié par la résolution 3183 (XXVIII) de l'Assemblée générale, le Comité était saisi d'un résumé qu'il avait prié le Secrétariat d'établir et dans lequel sont citées, sous des titres proposés par le Bureau et acceptés par le Comité, les vues et suggestions exprimées par les gouvernements. Le projet de résumé a été distribué à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies pour qu'ils formulent des observations et suggestions complémentaires. Le Secrétaire général a adressé des communications aux Etats Membres, en les invitant à présenter par écrit toutes nouvelles suggestions qu'ils souhaiteraient formuler.

9. A sa 8ème séance, le 26 juin 1974, le Comité a créé un groupe de travail ouvert à tous les membres, composé des pays suivants : Burundi, Egypte, Espagne, Hongrie, Inde, Iran, Italie, Mexique, Pérou et Pologne, et chargé de rédiger un projet de rapport qui serait examiné par le Comité, avant d'être soumis à l'Assemblée générale. Les représentants de l'Argentine et de la Yougoslavie, membres du Comité ad hoc, ont participé aux délibérations du Groupe de travail. En outre, les représentants du Brésil, de l'Indonésie, du Pakistan, de la Roumanie, de la Suède, de la Tchécoslovaquie, de la Turquie et de la Zambie ont assisté aux réunions du Groupe de travail.

10. Celui-ci a tenu 37 séances entre le 27 juin et le 6 septembre 1974, sous la présidence du Rapporteur du Comité.

11. Le 9 septembre, le Président du Groupe de travail a présenté au Comité ad hoc, dans un exposé oral (A/AC.167/L.6), le projet de rapport établi par le Groupe de travail (A/AC.167/L.5).

12. Sur la proposition de son président, le Comité ad hoc a pris note d'une suggestion tendant à continuer d'appliquer les méthodes et les moyens utilisés jusqu'ici pour contribuer à ouvrir la voie à la préparation de la convocation d'une conférence mondiale du désarmement, et en particulier à poursuivre les contacts personnels entre le Président et les membres du Comité ad hoc d'une part et les puissances nucléaires d'autre part afin d'étudier la possibilité de parvenir à un accord sur la solution de certains au moins des problèmes de désarmement les plus fréquemment mentionnés au cours des débats et afin d'aboutir à un accord sur la question de la convocation d'une conférence.

13. Le Groupe de travail et le Comité ont examiné le texte définitif du "Résumé des vues et suggestions exprimées par les gouvernements au sujet de la convocation d'une conférence mondiale du désarmement et des problèmes connexes, y compris les conditions nécessaires à la tenue d'une telle conférence" (A/AC.167/L.4), qui incorpore les vues reçues au 5 août 1974, et ont estimé qu'il reflétait correctement les positions adoptées par les gouvernements. Plusieurs délégations ont remercié le Secrétariat du concours qu'il a apporté pour l'établissement de ce document.

14. Il a été décidé que le résumé serait joint en annexe au rapport du Comité (voir ci-dessous).

### III. EXAMEN DES VUES ET SUGGESTIONS EXPRIMEES PAR LES GOUVERNEMENTS

15. D'après les diverses opinions exprimées par les gouvernements, telles qu'elles sont résumées à l'annexe au présent document, les points de vue suivants semblent se dégager :

a) Un important groupe d'Etats recommande vivement qu'une conférence mondiale du désarmement soit convoquée aussitôt que possible, après avoir été préparée comme il convient. On souligne l'importance que revêt la participation de tous les Etats sur un pied d'égalité, mais la participation des puissances nucléaires est jugée essentielle.

b) D'autres Etats soutiennent que la participation active de tous les Etats dotés d'armes nucléaires est une condition sine qua non du succès de la conférence, qui devra par ailleurs être soigneusement préparée. Si toutes les puissances nucléaires s'intéressent activement à la préparation et à la convocation d'une conférence mondiale du désarmement, celle-ci pourrait avoir des résultats positifs.

c) Un autre groupe d'Etats est convaincu que les conditions politiques nécessaires à la convocation d'une conférence sont réunies, en raison notamment de la détente et de l'importance croissante de la question du désarmement. La conférence devrait être convoquée dès que possible, et les mesures préparatoires être prises sans délai. Tous les pays devraient y prendre part sur un pied d'égalité. La participation de toutes les puissances nucléaires revêt une grande importance.

d) Selon d'autres Etats, une conférence mondiale du désarmement ne peut être convoquée que si certaines conditions préalables à la création d'une situation propice à un désarmement authentique sont remplies. La convocation d'une conférence ne pourra être acceptable que si les puissances nucléaires s'engagent nettement i) à ne pas faire usage des premières des armes nucléaires, en particulier contre des Etats non dotés d'armes nucléaires, et ii) à mettre fin à la présence militaire des parties intéressées sur le territoire d'autres pays, quelle qu'en soit la forme.

e) D'après un autre point de vue, une conférence mondiale du désarmement ne saurait contribuer à l'heure actuelle à la conclusion d'accords concrets sur la limitation des armements. De tels accords ne peuvent être réalisés que progressivement, grâce à des négociations menées soigneusement, patiemment et sérieusement, dans une atmosphère relativement libre de polémique. L'Assemblée générale pourrait noter, par consensus, l'utilité éventuelle d'une conférence mondiale du désarmement qui serait convoquée en temps utile.

f) Enfin, plusieurs Etats acceptent et appuient en principe la convocation d'une conférence mondiale du désarmement, mais considèrent qu'il faut absolument éliminer les difficultés que suscite cette convocation. Ils en appellent donc à toutes les parties en cause et leur demandent de résoudre leurs divergences afin que puisse avoir lieu cette conférence qu'attendent depuis si longtemps les peuples épris de paix.

16. Les vues et suggestions exprimées par les gouvernements au sujet de la convocation d'une conférence mondiale du désarmement peuvent, dans l'ensemble, se résumer comme suit :

a) Une telle conférence pourrait constituer une instance nouvelle et universelle où se dérouleraient d'utiles négociations multilatérales sur le désarmement et qui donnerait un sens et une réalité à la Décennie du désarmement

et aux efforts déployés pour réaliser un désarmement général et complet sous contrôle international efficace.

b) Une conférence mondiale du désarmement pourrait donner une nouvelle impulsion ou marquer un tournant dans les efforts de désarmement. Elle pourrait répondre à la nécessité de disposer d'une instance universelle pour les discussions sur le désarmement; les idées et les principes qui se dégageraient de ses débats pourraient renforcer les organismes de négociation et leur permettre de conclure des accords concrets.

c) La tenue d'une conférence mondiale du désarmement ne devrait ni compromettre ni, en fin de compte, ralentir ou gêner les efforts déjà déployés dans le domaine du désarmement et de la limitation des armements par les voies de négociation existantes.

d) Une conférence mondiale du désarmement pourrait envisager le désarmement dans l'optique de la sécurité collective internationale, mondiale et régionale, et du développement économique, en particulier de celui des pays en voie de développement.

e) Si tous les pays participaient aux entretiens sur le désarmement, il serait éventuellement possible d'activer les négociations sur le désarmement et de faciliter l'adoption de mesures de désarmement.

f) Une conférence mondiale du désarmement pourrait assurer la diplomatie ouverte, la participation sur un pied d'égalité et la responsabilité devant l'opinion publique qui pourraient encourager une action efficace.

g) La convocation prématurée d'une conférence mondiale du désarmement ou d'une commission préparatoire conduirait sans doute à des joutes oratoires nuisibles et non à des négociations valables et sérieuses, qui seules peuvent aboutir à des résultats concrets.

h) La Première Commission de l'Assemblée générale, où sont représentées toutes les puissances nucléaires, s'emploie à définir les principaux objectifs de négociation sur le désarmement, et il serait inutile, pour l'instant, de confier cette même tâche à un autre organisme.

17. Les vues suivantes ont été exprimées au sujet des conditions nécessaires à la tenue d'une conférence mondiale du désarmement :

a) La conférence devrait être bien préparée. (Pour plus de renseignements, voir les vues exprimées par les pays suivants : Afghanistan, Allemagne, République fédérale d', Argentine, Australie, Belgique, Bhoutan, Brésil, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Danemark, Equateur, Egypte, El Salvador, Ethiopie, Finlande, France, Ghana, Grèce, Inde, Iran, Irlande, Italie, Japon, Mali, Maroc, Mauritanie, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Philippines, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Venezuela, qui figurent dans l'annexe au présent rapport.)

b) La participation à la conférence devrait être universelle. Tous les Etats devraient être assurés de pouvoir participer à la conférence sur un pied d'égalité. (Pour plus de renseignements, voir les vues exprimées par les pays suivants : Afghanistan, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Bhoutan, Brésil, Bulgarie, Cameroun, Chili, Chypre, Colombie, Equateur, Espagne, Finlande, Ghana, Grèce, Guinée, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Koweït, Laos, Libéria, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Ouganda, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, République démocratique allemande, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Sierra Leone, Somalie, Sri Lanka, Soudan, Suède, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yémen démocratique, Yougoslavie et Zambie, qui figurent dans l'annexe au présent rapport.)

c) La participation à une conférence mondiale du désarmement de toutes les puissances nucléaires et des principales puissances militaires devrait être assurée; les puissances nucléaires devraient se montrer disposées à souscrire à l'idée très répandue que les questions de désarmement doivent être examinées d'urgence et avec la participation de tous les Etats, grands et petits. (Pour plus de renseignements, voir les vues exprimées par les pays suivants : Afghanistan, Algérie, Allemagne, République fédérale d', Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bhoutan, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Egypte, Equateur, Espagne, Ethiopie, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guinée, Guyane, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irlande, Italie, Jamaïque, Japon, Koweït, Laos, Libéria, Luxembourg, Malaisie, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Népal, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, République arabe syrienne, République démocratique allemande, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, République-Unie du Cameroun, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Sri Lanka, Soudan, Suède, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yémen démocratique, Yougoslavie et Zambie qui figurent dans l'annexe au présent rapport.)

d) La détente qui se manifeste dans les relations internationales est une des conditions essentielles du succès d'une conférence mondiale du désarmement. (Pour plus de renseignements, voir les vues exprimées par la Finlande, la Hongrie, la Mongolie, la Nouvelle-Zélande, la Pologne, la République démocratique allemande et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, qui figurent dans l'annexe au présent rapport.)

e) Une conférence mondiale du désarmement ne pourrait être couronnée de succès que dans une atmosphère de détente, de coopération internationale et de confiance mutuelle. (Pour plus de renseignements, voir les vues exprimées par l'Autriche, la Norvège et la Sierra Leone, qui figurent dans l'annexe au présent rapport.)

f) Une conférence mondiale du désarmement devrait pouvoir offrir de véritables perspectives d'accord sur des mesures pratiques de limitation des armements. (Pour plus de renseignements, voir les vues exprimées par les Etats-Unis d'Amérique, qui figurent dans l'annexe au présent rapport.)

g) Tous les pays devraient avoir le droit de participer sur un pied d'égalité à la prise des décisions et au contrôle de leur application. (Pour plus de renseignements, voir les vues exprimées par les pays suivants : Algérie, Argentine, Brésil, Bulgarie, Ghana, Hongrie, Népal, Ouganda, République démocratique allemande, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Tunisie, Yougoslavie et Zambie, qui figurent dans l'annexe au présent rapport.)

h) Tous les pays nucléaires, au premier chef l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique, qui possèdent le plus grand nombre d'armes nucléaires, doivent d'abord s'engager sans équivoque à ne jamais, en aucune circonstance, utiliser les premiers des armes nucléaires, non seulement contre une autre puissance nucléaire mais, ce qui est plus important, contre des pays non dotés d'armes nucléaires; ils doivent rapatrier toutes leurs forces armées qui se trouvent à l'étranger, y compris celles qui sont équipées de missiles nucléaires, et démanteler toutes leurs bases militaires, en particulier les bases nucléaires, établies en territoire étranger. (Pour plus de renseignements, voir les vues exprimées par la Chine, qui figurent dans l'annexe au présent rapport.)

i) Il est indispensable de faire en sorte que l'idée de convoquer une conférence mondiale du désarmement recueille un appui général. (Pour plus de renseignements, voir les vues exprimées par les pays suivants : Algérie, Australie, Belgique, Autriche, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, Ghana, Italie, Japon, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Tunisie, qui figurent dans l'annexe au présent rapport.)

18. Certains gouvernements ont également formulé, au sujet des principaux objectifs de la conférence mondiale du désarmement, des suggestions qui peuvent dans l'ensemble se résumer comme suit :

a) Une conférence mondiale du désarmement devrait avoir un objectif précis, à savoir l'examen de l'interdiction totale et de la destruction complète des armes nucléaires et des autres armes de destruction massive;

b) Une conférence mondiale du désarmement pourrait aider les Etats à déterminer, d'un commun accord, les aspects les plus urgents des problèmes du désarmement et à définir des moyens pratiques, convenus et mutuellement acceptables, de limiter et de faire cesser la course aux armements;

c) Une conférence mondiale du désarmement pourrait évaluer et encourager les efforts de désarmement en formulant des principes directeurs et en établissant des priorités, compte tenu du but final à atteindre, à savoir le désarmement général et complet sous contrôle international efficace, en donnant la priorité au désarmement nucléaire; elle pourrait également signaler des mesures de désarmement qui seraient pratiques et mutuellement acceptables;

d) Une conférence mondiale du désarmement qui rassemblerait tous les Etats, et surtout les puissances nucléaires et les pays qui ont une importance militaire, pourrait aborder la question du désarmement sous une optique globale et rechercher les moyens de résoudre les problèmes du désarmement;

e) Une conférence mondiale du désarmement pourrait examiner les aspects politiques, économiques et militaires du désarmement et formuler des recommandations à ce sujet;

f) Une conférence mondiale du désarmement devrait accorder une place importante à la question des conséquences économiques et sociales négatives de la course aux armements pour la communauté mondiale et, en particulier, pour les pays en voie de développement;

g) Une conférence mondiale du désarmement pourrait renforcer les liens entre le désarmement et le développement économique en suggérant les moyens d'affecter les fonds économisés grâce aux mesures de désarmement à l'accélération du développement économique et social de l'ensemble des pays, et, en particulier, des pays en voie de développement;

h) Une conférence mondiale du désarmement pourrait évaluer les résultats obtenus dans le cadre des négociations sur le désarmement ainsi que la portée et le degré d'application des accords internationaux conclus jusqu'à présent;

i) Une conférence mondiale du désarmement pourrait appeler l'attention de la collectivité internationale sur l'ampleur et la gravité de la course aux armements et définir, dans ses grandes lignes, l'action à engager pour y mettre un terme et en renverser le cours.

19. Certains gouvernements ont présenté, au sujet de la préparation, de l'ordre du jour et de l'organisation d'une conférence mondiale du désarmement, les vues et suggestions suivantes :

a) Préparation adéquate :

La préparation nécessaire devrait se faire par étapes, par voie de consultations bilatérales et multilatérales, et être confiée soit à des organismes existants s'occupant de désarmement, soit éventuellement à un organisme préparatoire préalablement établi (dont le calendrier, le nombre de membres, la composition et le mandat devraient être déterminés d'un commun accord). La participation de toutes les puissances nucléaires et des principales puissances militaires à la préparation d'une conférence mondiale du désarmement a été considérée par certains gouvernements comme utile, par d'autres comme extrêmement souhaitable, et par d'autres encore comme indispensable.

b) Ordre du jour :

i) L'ordre du jour d'une conférence mondiale du désarmement devrait être exhaustif et viser à promouvoir un accord sur les grandes lignes d'un désarmement général et complet sous contrôle international efficace;

ii) Il devrait prévoir l'examen prioritaire de mesures précises de désarmement, notamment le désarmement nucléaire et l'élimination des autres armes de destruction massive;

iii) Il faudrait convenir de l'ordre du jour de la conférence au stade préparatoire.

c) Date, durée et lieu éventuel :

Une conférence mondiale du désarmement devrait être convoquée à une date rapprochée, et de préférence au cours des deux prochaines années ou aussitôt que

possible; elle devrait avoir lieu en temps opportun; la date devrait être fixée compte tenu des travaux préparatoires. La conférence pourrait durer de un à trois mois ou tout le temps voulu pour qu'elle puisse s'acquitter de sa tâche; elle pourrait se tenir à Genève, à New York, à Vienne ou dans tout autre lieu où pourrait être assurée la participation de tous les Etats.

d) L'opinion a également été exprimée qu'en l'état actuel des choses, il n'était pas indiqué de convoquer une conférence mondiale du désarmement, d'en fixer la date ou d'en commencer les préparatifs.

20. Des vues ont également été formulées sur les questions de procédure soulevées par une conférence mondiale du désarmement (niveau de représentation, caractère des décisions et modalités de leur adoption), sur l'action consécutive à envisager et sur les rapports de la conférence avec l'Organisation des Nations Unies.



## ANNEXE

### RESUME DES VUES ET SUGGESTIONS EXPRIMEES PAR LES GOUVERNEMENTS AU SUJET DE LA CONVOCATION D'UNE CONFERENCE MONDIALE DU DESARMEMENT ET DES PROBLEMES CONNEXES, Y COMPRIS LES CONDITIONS NECESSAIRES A LA TENUE D'UNE TELLE CONFERENCE\*

#### TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
Abréviations .....	10
Note d'introduction .....	10
I. Vues et suggestions générales concernant la convocation d'une conférence mondiale du désarmement et problèmes connexes : conditions nécessaires à la tenue d'une telle conférence .....	11
II. Principaux objectifs de la conférence .....	73
III. Préparatifs adéquats en vue de la conférence .....	92
IV. Ordre du jour de la conférence .....	115
V. Organisation de la conférence .....	127
1. Questions administratives (date, durée envisagée, lieu souhaité, etc.) .....	127
2. Structures, fonctions et procédures .....	136
3. Rapports avec l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes s'occupant du désarmement .....	142
VI. Questions diverses .....	159

#### Appendices

I. Index des déclarations relatives à la conférence mondiale du désarmement .....	167
II. Déclarations relatives à la conférence mondiale du désarmement adoptées par les conférences des pays non alignés .....	171

---

x Précédemment publié sous la cote A/AC.167/L.4.

### Abréviations

CCD : Conférence du Comité du désarmement

CMD : Conférence mondiale du désarmement

### Note d'introduction

A sa cinquième séance, le 3 mai 1974, le Comité ad hoc pour la Conférence mondiale du désarmement a prié le Secrétariat d'établir un résumé des vues et suggestions exprimées par les gouvernements au sujet de la convocation d'une conférence mondiale du désarmement et des problèmes connexes, y compris les conditions nécessaires à la tenue d'une telle conférence.

Un projet daté du 5 juin 1974 a été communiqué à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies, auxquels il était demandé de faire parvenir leurs observations et suggestions à la Division des affaires concernant le désarmement, au plus tard le 5 août 1974.

Le présent document contient les observations et suggestions reçues des Etats Membres au sujet du projet.

I. Vues et suggestions générales concernant la convocation d'une conférence mondiale du désarmement et problèmes connexes : conditions nécessaires à la tenue d'une telle conférence

Afghanistan

La délégation de l'Afghanistan s'est déclarée en faveur d'une prompte convocation de la CMD. "Il pourrait être mis fin à la stagnation" à laquelle se heurte la CCD "si les débats concernant le désarmement étaient ouverts à tous au sein d'une tribune", telle que la CMD, "où les négociations entre tous les pays, y compris tous ceux qui sont dotés d'armes nucléaires, pourraient faire naître des idées et des approches nouvelles et aboutir à fixer de nouvelles priorités dans le domaine du désarmement". L'Afghanistan déplore "la lenteur des progrès" accomplis par la CCD. La CMD devrait "passer en revue et évaluer toute la gamme des efforts et des réalisations entrepris sur le plan international au sujet d'un désarmement général et complet" (A/C.1/PV.1950, p. 48; A/C.1/PV.1883, p. 83).

L'Afghanistan "n'est pas convaincu" que la convocation d'une CMD "risque d'entraîner un double emploi des efforts déjà entrepris par les Nations Unies. Elle pourra renforcer et compléter les autres efforts déjà faits en ce domaine". L'Afghanistan "n'a pas d'opinion déterminée quant aux méthodes et aux moyens à utiliser pour résoudre les problèmes liés à la convocation de la conférence et à sa préparation adéquate" (A/C.1/PV.1883, p. 83; A/C.1/PV.1950, p. 48).

Le succès de la CMD dépendra de deux facteurs; tout d'abord, "tous les Etats devront y participer, y compris les cinq Etats dotés d'armes nucléaires et, en second lieu, elle devra être préparée soigneusement" (A/C.1/PV.1950, p. 48).

"Il va sans dire que la participation de la République populaire de Chine et d'autres pays qui ne sont pas représentés aux négociations déjà entreprises en vue du désarmement revêt une extrême importance pour une telle conférence" (A/PV.1961, p. 43).

Albanie

"Nous comprenons bien et nous partageons pleinement la préoccupation légitime des Etats Membres épris de paix, due aux proportions énormes de la course aux armements des puissances impérialistes, et nous comprenons par conséquent leur sincère désir de trouver une issue au problème du désarmement. ... La vérité est que l'armement est une condition de l'existence de l'impérialisme et du social-impérialisme, et que par conséquent, le désarmement ne se fera jamais dans le monde tant qu'existeront les Etats impérialistes et social-impérialistes" (A/PV.2022, p. 37).

"Dans les circonstances actuelles, il serait utopique d'espérer que cette conférence pourrait apporter des résultats positifs concernant le désarmement. Il est clair que la proposition de convocation d'une telle conférence a simplement des buts démagogiques et sert non pas le désarmement véritable, mais le camouflage de la course aux armements" (A/C.1/PV.1952, p. 29 et 30).

"La convocation d'une telle conférence, sans créer à cet effet les conditions préalables nécessaires, n'aurait pour résultat que d'accroître les illusions, d'augmenter les promesses et la quantité des résolutions inefficaces". Rappel d'une déclaration faite au cours du débat général : "Il faut que les deux super-puissances ... mettent fin à leur politique de guerre et d'agression; qu'elles s'engagent à ne pas se servir les premières des armes nucléaires et à en interdire la production et l'utilisation, ainsi qu'à les détruire totalement selon les propositions connues, formulées par le Gouvernement de la République populaire de Chine; qu'elles s'engagent effectivement dans la voie de la destruction des armes d'extermination en masse; qu'elles réduisent leurs forces armées jusqu'au niveau exigé par les intérêts de leur défense nationale et qu'elles retirent à l'intérieur de leurs frontières nationales toutes les troupes et les flottes de guerre qu'elles maintiennent à l'étranger; qu'elles mettent un terme à leur pratique de l'extension de bases militaires sur le territoire des autres pays et qu'elles liquident les bases militaires existantes dans les pays étrangers; qu'elles démantèlent leurs blocs agressifs et mettent fin à la course aux armements sous quelque forme que ce soit" (A/C.1/PV.1881, p. 44 à 46).

"La nature agressive de l'impérialisme américain et du social-impérialisme soviétique reste inchangée et l'armement est une condition de l'existence même de leur système. C'est pourquoi la convocation de la conférence mondiale du désarmement que propose l'Union soviétique n'est qu'une manoeuvre de propagande tendant à faire passer le temps en vains discours, à leurrer le monde avec des rêves, pour qu'elle puisse agir contre les peuples et la paix" (A/PV.2048, p. 68; A/PV.1881, p. 44 à 46).

### Algérie

"En vérité, toute démarche en vue du désarmement restera illusoire et vaine tant que ne seront pas résolus les problèmes politiques qui sont à l'origine des tensions graves en diverses régions du globe..." (A/C.1/PV.1880, p. 6).

"Le règlement définitif des conflits locaux, l'arrêt des interventions étrangères, politiques, économiques et militaires, la suppression des bases militaires, le renoncement à la politique des zones d'influence et des hégémonies sont autant de conditions préliminaires à une entreprise véritable de désarmement, et sans lesquelles nos efforts risquent de rester inévitablement voués à un échec certain" (A/C.1/PV.1880, p. 6).

"... Le but recherché par les pays non alignés en vue d'assurer les conditions d'une sécurité véritable à l'échelle planétaire, c'est de parvenir, dans le cadre d'une conférence mondiale, à un désarmement général et complet qui implique, outre l'interdiction des essais et la destruction des stocks nucléaires, le démantèlement des bases militaires et le retrait des troupes étrangères de toutes les régions du monde" (A/PV.2208, p. 8).

"... c'est seulement par la participation de tous les pays que l'on peut véritablement aboutir à des mesures réelles de désarmement véritable. ... des négociations faisant intervenir uniquement les puissances ayant le plus haut niveau d'armement ne peuvent aboutir qu'à la recherche de l'équilibre des armements, qui ne "peut en aucun cas se confondre avec le désarmement". C'est pour cela que l'idée d'une conférence mondiale du désarmement "s'est progressivement imposée" pour être finalement adoptée par l'Assemblée générale à sa vingt-sixième session.

La convocation d'une CMD est également "une revendication constante du groupe des pays non alignés. Une telle conférence devrait associer tous les pays sans exception et leur donner un égal accès aux discussions et aux décisions, de même qu'une égale participation au contrôle de leur exécution". Tous les pays "devraient être placés sur un même pied d'égalité et être en mesure d'aborder le problème dans son ensemble, en vue d'un désarmement général et complet".

"La difficulté réelle que rencontre la réunion de la conférence mondiale du désarmement réside dans l'opposition de certains pays à sa tenue. Les objections qu'ils avancent sont certainement à prendre en considération" et, pour sa part, l'Algérie "partage certaines d'entre elles". Elle "reste cependant convaincue" que la convocation de la CMD serait utile et "que la participation de tous est une condition essentielle de l'efficacité d'une telle conférence et de son succès".

"... il est indispensable que l'on s'assure au préalable de l'adhésion unanime de tous les pays à l'idée de la conférence mondiale" (A/C.1/PV.1880, p. 7 à 10).

#### Argentine

"En principe, nous appuyons l'initiative tendant à la convocation d'une CMD ouverte à tous les Etats, et à laquelle assisteraient les cinq puissances dotées d'armes nucléaires, car nous sommes convaincus qu'elle pourrait avoir pour effet de relancer ... des négociations en vue d'aboutir à un désarmement général et complet, sous contrôle international efficace" (CCD/PV.600).

"La délégation argentine n'a cessé d'affirmer qu'il était essentiel que toutes les puissances dotées d'armes nucléaires et tous les pays militairement importants participent /aux négociations relatives au désarmement/; cette participation importe plus que le cadre où auront lieu les négociations... Une conférence de cet ordre /CMD/ pourrait être un bon moyen de rassembler les cinq membres du "cercle nucléaire" en vue d'un effort conjoint de désarmement ... une fois assurée la participation de ces puissances, tous les Etats pourraient travailler ensemble à déterminer les priorités de désarmement, en commençant par le désarmement nucléaire, et à instituer des méthodes pour coordonner les travaux des divers organes de négociation. La délégation argentine a toutefois fixé deux préalables à la convocation de cette conférence : d'abord, il convient de bien la préparer; ensuite, tous les Etats, Membres ou non de l'Organisation des Nations Unies, doivent pouvoir y participer" (A/AC.167/SR.2, p. 4 et 5).

L'Argentine "appuie cette initiative /la convocation d'une CMD/ depuis le premier instant; elle estime, en effet, qu'il serait utile d'évaluer tout ce qui a été fait dans le domaine du désarmement, de corriger les erreurs et de mettre au point, pour les futures négociations, des directives susceptibles d'être généralement acceptées". Toutefois ... certaines conditions essentielles seront requises pour garantir le succès de cette conférence ... en particulier : une préparation minutieuse et adéquate qui permette de déterminer suffisamment à l'avance le programme de la conférence, ses objectifs, ses attributions et les procédures à suivre, ainsi que les relations qui devront s'établir entre la conférence et les autres organismes qui s'occupent de désarmement, notamment ceux qui sont chargés des négociations ... pour que la conférence atteigne ses objectifs et ne devienne pas une simple tribune de propagande, il est essentiel ... que toutes les puissances

dotées d'armes nucléaires y soient admises sur un pied d'absolue égalité, et que tous les pays disposant de forces militaires importantes puissent y participer ... la conférence doit être ouverte à tous les Etats sans exception" (A/C.1/PV.1938, p. 46 et 47).

### Australie

La "présence des cinq puissances dotées d'armes nucléaires - ainsi, bien entendu, que celle d'autres Etats représentant des forces militaires et politiques d'importance majeure - est une des conditions préalables essentielles du succès d'une telle conférence".

On peut présumer que les différents points de vue exprimés seraient examinés et "passés au crible avant que les travaux préparatoires proprement dits soient entrepris et que la décision de convoquer la conférence soit prise définitivement" (A/C.1/PV.1886, p. 31).

"Nous serions aussi, sans aucun doute, en faveur de la convocation, au moment propice et après une préparation complète et minutieuse, d'une CMD qui puisse réunir tous les pays et particulièrement les plus puissants, dont le consensus sera décisif" si "l'on veut que les générations futures soient préservées du fléau de la guerre" (A/PV.2042, p. 54; A/C.1/PV.1940).

Une CMD "ne devrait évidemment être réunie que s'il est raisonnable de penser qu'elle facilitera la négociation, dans le cadre des mécanismes existants de désarmement, tels que la CCD, d'accords équilibrés et vérifiables portant sur la limitation des armements et le désarmement, au lieu de retarder cette négociation et de la compromettre" (A/8817, annexe I, p. 3).

"Au nombre des participants devraient figurer les cinq puissances dotées d'armes nucléaires ainsi que d'autres Etats ayant une importance notable sur le plan militaire et politique" à la CMD (A/8817, annexe I, p. 3).

### Autriche

L'Autriche envisage favorablement l'idée de convoquer une conférence mondiale du désarmement (A/C.1/PV.1888, p. 56; A/8817, annexe I).

Il faudra au Comité ad hoc "beaucoup de précautions et de patience pour arriver à une solution", en raison des divergences de vues concernant les conditions de convocation de la conférence. "La majorité des Etats sont d'accord sur un point : il faut convoquer une CMD, mais celle-ci ne sera une réussite que si toutes les puissances nucléaires y participent. Cependant, les puissances nucléaires ne sont pas unanimes à reconnaître l'opportunité d'une telle conférence à l'heure actuelle". "La CMD pourrait imprimer un élan vigoureux à toutes les négociations sur le désarmement ... elle stimulerait l'élaboration de propositions nouvelles et ... elle constituerait un poste d'observation à partir duquel toutes les activités entreprises dans le domaine du désarmement pourraient être examinées et évaluées" (A/AC.1/167/SR.4, p. 2 et 3; A/C.1/PV.1949, p. 23).

La CMD "devrait avoir un champ d'action aussi complet que possible afin d'offrir une base de travail très large" aux autres organes qui ont été saisis des questions

de désarmement. Elle "devrait éviter de s'ingérer dans l'oeuvre déjà amorcée au sein d'organes plus restreints" (A/PV.1990, p. 17).

"La CMD, lorsqu'elle deviendra politiquement possible - et ceci semble la condition préalable indispensable à sa convocation - pourrait s'appuyer sur les données, les idées, le personnel et les réalisations des différents organes et institutions qui se sont jusqu'ici occupés du désarmement" (A/C.1/PV.1888, p. 57).

"Tous les Etats devraient participer à une CMD. L'intérêt que revêt la participation des grandes puissances et, en fait, de tous les Etats ayant une importance notable sur le plan militaire, découle logiquement du thème essentiel de la conférence. L'effort de désarmement ne peut être réel que s'il est universel ... La CMD devrait donc être ouverte elle aussi aux pays qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies" (A/8817, annexe I, p. 5).

La participation de tous les Etats dotés d'armes nucléaires à la CMD est indispensable (A/C.1/PV.1949, p. 23).

"... une conférence de ce genre ne peut réussir que dans une atmosphère de détente, de coopération internationale et de confiance réciproque. S'il devenait évident qu'à la date prévue pour la conférence ces conditions ne sont pas réalisées, il pourrait être opportun d'en remettre la convocation" (A/8817, annexe I, p. 4).

#### Belgique

La Belgique ne conçoit pas "pareille réunion /CMD/ sans la présence des principales puissances militaires. La non-participation de l'une de ces puissances - nucléaires ou non - enlèverait évidemment une part considérable de l'intérêt de ces assises internationales. Il faudrait donc, avant d'ordonner la convocation d'une conférence, s'assurer, au moyen de consultations, que ces Etats pourront accepter les modalités d'organisation proposées et seront présents" (A/PV.1992, p. 3).

"Une conférence mondiale du désarmement ne pourrait être utile qu'à condition qu'elle soit minutieusement préparée et que toutes les puissances militaires y participent" (A/8817, annexe I, p. 6).

"... la Belgique a suivi avec sympathie les efforts déployés par les pays non alignés dans la recherche de modalités devant permettre l'amorce d'un dialogue entre les puissances nucléaires" (A/C.1/PV.1899, p. 13).

#### Bhoutan

Le Bhoutan appuie la convocation de la CMD, "avec la participation de tous les pays" (A/PV.2146, p. 8; A/PV.2053, p. 11).

#### Brésil

La CMD "devrait être conçue compte tenu de la nécessité de prendre en considération les intérêts des Etats dotés d'armes nucléaires et ceux des moyennes et petites puissances qui, par définition, ne sont pas des Etats nucléaires. Ceci a été et demeure la position de la délégation brésilienne. Nous sommes convaincus que la conférence ne doit être convoquée que dans le contexte d'un esprit de compromis

général et d'une détente internationale. Sinon ... l'initiative prise par la communauté internationale, qui pourrait être constructive, offrirait simplement une plate-forme politique pour un pays ou un autre ou pour un groupe donné de pays" (A/C.1/PV.1962, p. 12).

La CMD "pourrait offrir une excellente tribune où l'on évaluerait en commun l'utilité des mesures collatérales et des mesures ne concernant pas les armements qui ont déjà fait l'objet d'une entente, et où l'on s'efforcerait d'accélérer le rythme trop lent des négociations sur le désarmement en ouvrant à la communauté internationale une nouvelle voie plus productive qui conduirait à un désarmement général et complet sous contrôle international efficace. En outre, une conférence mondiale pourrait mettre au point des directives pour les travaux futurs de la CCD. En même temps, il ne faut pas exclure à priori la possibilité que la conférence arrive à des résultats concrets, sous la forme d'accords ou de conventions" (A/PV.1995, p. 51).

"Il faut envisager la CMD en tenant compte de la nécessité urgente de concilier les intérêts des puissances nucléaires et non nucléaires. Il ne faut pas permettre qu'elle devienne une tribune politique, qui ne servirait que les intérêts d'un pays ou d'un groupe de pays" (A/AC.167/SR.5, p. 14).

L'un "des aspects attrayants de cette proposition... est que les Etats participeraient à cette conférence mondiale sur un pied d'égalité ... les puissances nucléaires "devraient être traitées en tant que telles, c'est-à-dire comme des Etats possédant des armes nucléaires", et non "comme des membres permanents du Conseil de sécurité, ce qui pourrait poser des problèmes quant à leurs droits et à leurs prérogatives vis-à-vis des autres Etats participants" (A/PV.1995, p. 53).

"Le succès de la conférence dépendra d'une préparation politique et technique très soignée, de la participation de toutes les puissances nucléaires et de l'établissement de relations nettes avec l'Assemblée générale, afin qu'il n'y ait pas de doute en ce qui concerne son statut juridique et politique" (A/AC.167/SR.5, p. 15).

"Il faut de toute évidence poursuivre les négociations à tous les niveaux. Il convient de ne pas taire l'existence d'obstacles à la convocation de cette conférence et il est indispensable de savoir exactement quels sont ces obstacles" (A/AC.167/SR.2, p. 13).

Les résolutions 2734 (XXV) et 2880 (XXVI) relatives à la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale, "énumèrent un certain nombre de directives pertinentes pour nos délibérations sur l'opportunité de convoquer une CMD : la relation étroite qui unit le renforcement de la sécurité internationale, le désarmement et le progrès économique des pays en voie de développement; la nécessité, en particulier pour les Etats dotés d'armes nucléaires, de faire d'urgence des efforts concertés pour faire cesser rapidement la course aux armements, pour éliminer les armes nucléaires et les autres armes de destruction massive et pour conclure un traité de désarmement général et complet; la nécessité de faire en sorte que les avantages des techniques d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire soient mis à la disposition de tous les Etats, ainsi que l'a recommandé aussi la Conférence d'Etats non dotés d'armes nucléaires; et la nécessité de consacrer une part substantielle des économies résultant des mesures prises dans le domaine du désarmement à favoriser le développement économique et social, en particulier dans les pays en voie de développement" (A/C.1/PV.1878, p. 41; A/C.1/PV.1898; A/C.1/PV.1882).



La décision de tenir une CMD sous les auspices des Nations Unies "ne préjugerait pas nécessairement une autre question importante, celle de savoir si tous les Etats pourraient ou non participer à une telle conférence". Le Brésil "estime que la participation des Etats à cette conférence ainsi qu'à d'autres instances du désarmement devrait dépendre des exigences des négociations. /Il serait/ disposé à examiner de nouveau cette question lorsqu'on aura une idée plus précise de l'ordre du jour de la conférence projetée" (A/PV.1995, p. 54 et 55).

Voir aussi : VI.

### Bulgarie

Le Gouvernement bulgare est favorable à l'idée de la convocation d'une CMD "où tous les pays sans exception pourraient, sur un pied d'égalité, exposer leur point de vue sur tous les aspects de ce problème complexe et pourraient, en associant leurs efforts, rechercher le meilleur moyen de freiner et d'arrêter la course aux armements et d'apporter une solution radicale aux questions du désarmement" (A/8817, annexe I, p. 7; CCD/PV.580).

"... tous les Etats nucléaires doivent être représentés à la CMD. ... Les décisions de toute instance ou de tout organisme de cette sorte sont toujours des recommandations aux Etats qui possèdent des armes nucléaires, et c'est des désirs de ces Etats que dépendront en dernière analyse les mesures pratiques de désarmement nucléaire" (A/C.1/PV.1874, p. 21).

"Nous sommes profondément convaincus que la solution du problème complexe du désarmement recevrait une impulsion considérable si l'on convoquait une conférence mondiale du désarmement à laquelle participeraient, sur un pied d'égalité, tous les Etats, petits et grands, dotés ou non d'armes nucléaires. Les Etats qui entravent l'application des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et les préparatifs de cette conférence portent une lourde responsabilité. C'est pourquoi nous pensons qu'il faut prendre à la présente session des décisions qui permettent de commencer immédiatement les préparatifs concrets d'une conférence mondiale afin que celle-ci puisse être convoquée le plus tôt possible" (A/PV.2130, p. 68).

"A ses vingt-sixième et vingt-septième sessions, l'Assemblée générale a adopté deux résolutions très importantes : la résolution 2833 (XXVI) confirmait l'idée de convoquer une conférence mondiale du désarmement et la résolution 2930 (XXVII) prévoyait la première étape des préparatifs pratiques de cette conférence. L'analyse des longues discussions qui ont abouti à l'adoption de ces deux résolutions et l'examen des réponses des gouvernements au questionnaire du Secrétaire général, ainsi que l'analyse des résolutions elles-mêmes, montrent que les gouvernements de l'immense majorité des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies reconnaissent l'impérieuse nécessité de convoquer le plus tôt possible une réunion mondiale afin d'examiner complètement et à fond tous les aspects du désarmement. Ces analyses montrent également que l'opinion publique mondiale entend fermement

donner la priorité au désarmement et que la convocation et la tenue de cette conférence avec la participation de tous les Etats ne sauraient manquer de stimuler les entretiens sur le désarmement et d'ouvrir de vastes possibilités pour réaliser d'importants progrès sur la voie d'un désarmement effectif" (A/C.1/PV.1938, p. 57).

#### Burundi

Le Gouvernement burundais "salue la proposition courageuse tendant à convoquer une CMD" (A/PV.2061, p. 11; A/PV.1965).

#### République socialiste soviétique de Biélorussie

"Un moyen efficace d'intensifier les négociations serait peut-être de réunir une CMD."

"Comme le problème du désarmement touche les intérêts de tous les Etats sans exception, ils doivent tous être représentés à la conférence sur une base d'égalité, indépendamment de leur structure sociale et politique, de leur potentiel militaire et économique, qu'ils soient grands ou petits, développés ou en voie de développement, Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou non" (A/8817, annexe I, p. 66, A/C.1/PV.1951; A/C.1/PV.1876; A/PV.1995, A/PV.2059).

"Attachant une importance particulière au problème du désarmement nucléaire, la République socialiste soviétique de Biélorussie a soutenu et continue de soutenir activement la proposition de l'Union soviétique concernant la convocation d'une réunion des cinq puissances nucléaires en vue d'examiner tout l'ensemble des questions relatives au désarmement nucléaire... En même temps, la tenue de cette réunion et la convocation d'une conférence du désarmement ne dépendent aucunement l'une de l'autre" (A/8817, annexe I, p. 66).

#### Canada

"... nous serions prêts à soutenir la réunion d'une CMD s'il y avait de bonnes raisons de penser qu'elle pourrait contribuer réellement à la conclusion d'accords en matière de limitation des armements" (A/C.1/PV.1875, p. 28 à 30).

Il faudrait que "l'Assemblée considère avec attention les trois questions suivantes : l'opportunité de réunir une nouvelle instance internationale pour examiner les effets et les conséquences générales des problèmes du désarmement alors que l'Assemblée générale en est saisie et que des négociations sur des aspects précis du désarmement ont lieu à Genève; deuxièmement, la nécessité d'associer toutes les principales puissances militaires aux négociations sur le désarmement; troisièmement, l'importance de bien préparer toute conférence mondiale du

désarmement qui pourrait se tenir en procédant à des consultations préalables, si l'on veut qu'au lieu d'ajouter à la confusion actuelle, elle permette de nouveaux progrès dans la voie du désarmement".

"... il est important qu'avant de décider de réunir une telle conférence, l'Assemblée générale soit saisie d'une étude dans laquelle les mesures préparatoires qu'il serait nécessaire de prendre en vue de la conférence et les considérations qui en détermineraient le succès seraient dûment examinées; il faut aussi que toutes les principales puissances militaires, y compris les membres permanents du Conseil de sécurité, indiquent fermement leur intention de participer à la conférence et que l'on ait l'assurance que la convocation d'une telle conférence ne provoquerait pas de retards dans la limitation de certaines armes ou dans les négociations sur le désarmement qui se tiennent ailleurs" (A/8817, annexe I, p. 10; A/PV.1977).

"Il est certes difficile d'imaginer qu'une vaste conférence soit propice à des négociations véritables, mais elle pourrait néanmoins, si elle avait lieu en temps utile et si elle était correctement préparée, donner l'élan nécessaire au progrès de telles négociations" (CCD/PV.571).

"... Quand bien même des offres de désarmement recevraient l'appui de plus d'une centaine de pays, elles seraient néanmoins dénuées de valeur si elles ne bénéficiaient pas du soutien des puissances nucléaires. On peut même affirmer que de telles offres auraient un effet négatif si elles rendaient l'appui des puissances nucléaires plus difficile à obtenir; c'est pour cette raison que la délégation canadienne juge actuellement préférable de réserver son jugement quant au moment de la convocation d'une CMD ou de tout autre équivalent et de ne se prononcer que lorsque les perspectives de progrès seront devenues plus encourageantes qu'elles ne le sont à l'heure actuelle. Dans l'intervalle, nous devons continuer à tirer parti chaque année de l'Assemblée générale pour réexaminer la situation dans le domaine du contrôle des armements et dans celui du désarmement, énoncer vigoureusement les mesures que nous estimons souhaitables et dénoncer énergiquement les obstacles au progrès. Même si nos discussions annuelles à l'Assemblée générale paraissent parfois fastidieuses, même si l'organe de l'ONU où se déroulent les négociations - le CCD - ne paraît guère progresser, nous devons maintenir la pression" (A/C.1/PV.1935, p. 32; A/C.1/PV.1985).

## Chili

Le Chili "a toujours appuyé l'idée de la réunion d'une CMD, idée qui a pris naissance parmi les pays non alignés" (A/AC.167/SR.5, p. 15).

Le Chili "est résolument favorable à l'idée de tenir une CMD ... Le moment est favorable à la participation de tous les peuples du monde à une discussion correctement préparée et organisée en vue de clarifier certains problèmes, de répandre des idées, de soumettre des propositions, de se mettre d'accord sur des principes et des méthodes et de donner l'impulsion qui accélérera les progrès du monde vers ... un désarmement général et complet sous un contrôle international strict".

"... la condition nécessaire à la tenue de cette conférence est la présence des /cinq puissances nucléaires puisqu'elles/ portent une responsabilité particulière et ne pourraient certainement pas faire la sourde oreille aux appels d'une centaine de pays" (A/C.1/PV.1880, p. 17 et 18-20; A/C.1/PV.1949; A/PV.2050).

"... il faut que la CMD soit vaste et universelle ... et nous souhaitons que tous les pays, grands et petits, qu'ils soient ou non Membres de l'ONU, soient invités à la Conférence" (A/PV.1990, p. 41).

"Une CMD contribuerait à organiser les relations internationales sur des bases nouvelles qui permettraient aux pays du tiers monde et aux pays non alignés de jouer un rôle important" (A/PV.1990, p. 46).

## Chine

La Chine "comprend parfaitement le désir de nombreux pays épris de paix et respectueux de la justice qui sont hostiles à la course aux armements des superpuissances et exigent qu'elles désarment. Nous sommes prêts à joindre nos efforts aux leurs pour déterminer clairement les objectifs et créer les conditions de la convocation d'une conférence mondiale sur un désarmement authentique" (A/C.1/PV.1985, p. 19-20).

"Le Gouvernement chinois est favorable à la tenue d'une conférence mondiale sur un désarmement authentique. Il faut toutefois réunir certaines conditions préalables et déterminer clairement les buts assignés à la conférence" (A/PV.2137, p. 36).

La Chine "a toujours considéré que dans la situation mondiale actuelle, la clef de la question du désarmement réside dans le désarmement nucléaire des deux superpuissances. Si l'on veut réunir une CMD, il faut poser des objectifs clairement définis et créer les conditions nécessaires pour mettre un terme à la menace nucléaire des superpuissances et s'assurer que la conférence permettra d'aboutir réellement à un désarmement nucléaire. Sinon ... mieux vaut ne pas réunir une telle conférence" (A/C.1/PV.1985, p. 17).

"... les conditions nécessaires à la réunion d'une CMD sont : que tous les pays nucléaires, et en particulier l'Union soviétique et les Etats-Unis, qui possèdent le stock d'armes nucléaires le plus important, s'engagent, en premier lieu et sans ambiguïté, à ne pas recourir les premiers à l'utilisation d'armes nucléaires à aucun moment et en aucun cas, et à ne pas faire usage d'armes nucléaires l'un contre l'autre, et, plus important encore, à ne pas en faire usage contre des pays non nucléaires; qu'ils retirent de l'étranger toutes leurs forces armées, y compris les forces dotées de missiles nucléaires, et qu'ils démantèlent toutes leurs bases militaires, y compris les bases nucléaires, situées sur le territoire d'autres pays. Ce n'est qu'à ce prix qu'il sera possible de créer les conditions nécessaires pour que tous les pays, grands ou petits, examinent et résolvent, sur un pied d'égalité et à l'abri de toute menace, les importantes questions de l'interdiction complète et de la destruction totale des armes nucléaires et de la réduction des armements classiques" (A/C.1/PV.1985, p. 17-18).

"Tous les pays nucléaires, et en particulier les deux superpuissances nucléaires, ... doivent avant tout s'engager à ne pas faire usage les premiers des armes nucléaires, à aucun moment et en aucun cas, en particulier contre des pays non nucléaires et dans des zones dépourvues d'armes nucléaires. L'Union soviétique devrait, par exemple, prendre des engagements à l'égard des zones dépourvues d'armes nucléaires de l'Amérique latine" (A/PV.2137, p. 36).

"Plus encore que la question de la réduction des armements, le problème qu'il faut régler aujourd'hui de toute urgence est celui du retrait des forces armées étrangères. Que les deux superpuissances retirent toutes leurs forces armées, tant classiques que nucléaires, et leur fassent réintégrer leur propre pays. Si elles n'acceptent même pas d'effectuer un tel retrait, comment pourrait-on croire à leur volonté de procéder à une réduction des armements?" (A/PV.2051, p. 87).

"Si l'on réunit une CMD, il faut qu'elle contribue à favoriser la lutte des peuples de divers pays contre les politiques impérialistes d'agression et de guerre, qu'elle puisse réellement déboucher sur la paix mondiale et qu'elle ne permette pas à une ou deux superpuissances de développer leurs armements et de mener des préparatifs de guerre sous couvert de désarmement ... /Rappelant ses conditions préalables, la Chine a déclaré que/ "si les deux superpuissances n'ont pas même l'intention de faire ces deux choses élémentaires, alors qu'elles continuent à parler de la réunion d'une CMD et de faire des préparatifs en vue de sa tenue, leurs paroles ne valent pas un sou et leur attitude prouve qu'elles nourrissent des arrière-pensées."

"La délégation chinoise ne peut absolument pas donner son accord et ne participera jamais à une telle CMD ni à ses travaux préparatoires" (A/C.1/PV.1899, p. 27-30).

"Dès le 31 juillet 1963, le Gouvernement chinois a publié une déclaration par laquelle il réclamait l'interdiction et la destruction complètes, totales, absolues et délibérées des armes nucléaires et proposait la réunion d'une conférence des chefs de gouvernement de tous les pays du monde pour examiner cette question" (A/PV.1995, p. 22-25).

## Colombie

"... la réunion d'une telle conférence n'est pas seulement nécessaire mais également urgente. Il faut examiner très soigneusement les opinions concernant le type de conférence dont il doit s'agir et le programme de travail que l'on doit lui prévoir de manière à donner à tous les Etats la certitude qu'ils peuvent y participer" (A/C.1/PV.1950, p. 58).

"... les pays en voie de développement qui réclament depuis 1961 la tenue d'une CMD à laquelle participeraient tous les Etats sans exception se montrent en cela fondés et raisonnables ... Il serait extrêmement grave que des puissances nucléaires, quelles qu'elles soient, en soient absentes" (A/C.1/PV.1885, p. 16).

## Costa Rica

"... un accord sur le désarmement ou sur la CMD ne saurait être efficace sans le consensus des cinq puissances nucléaires." La confiance "est la condition sine qua non de toute action efficace en vue du désarmement" (A/C.1/PV.1887, p. 71).

## Cuba

"... réitère son soutien à la tenue d'une CMD ouverte à la participation de tous les Etats" (A/PV.2148; A/PV.1994; A/PV.2063, p. 21).

"... a souligné qu'il était nécessaire de réunir une CMD à laquelle participeraient tous les pays du monde en vue de réaliser les aspirations des peuples à un désarmement général et complet" (A/C.1/PV.1883, p. 62; A/PV.2022).

"Nous ne pouvons permettre à aucun Etat ou groupe d'Etats, quels que soient le volume ou la qualité de ses armes, de disposer du droit de paralyser la mise en oeuvre de décisions adoptées par une large majorité des Membres de l'Organisation des Nations Unies" (A/C.1/PV.1950, p. 16).

"... approuve la position arrêtée par les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés lors de leur récente conférence tenue à Alger, à savoir qu'il faut réunir la CMD aussitôt que possible" (A/C.1/PV.1950, p. 16; A/C.1/PV.1883).

"Cette conférence pourrait fournir un cadre dans lequel tous les pays du monde, qu'ils soient ou non membres de la plus grande organisation mondiale, pourraient exposer leurs vues sur les problèmes du désarmement sous tous leurs aspects ... nous vivons actuellement la décennie du désarmement; comment y pourrions-nous mieux contribuer qu'en réunissant cette conférence qui permettrait de procéder à une étude approfondie, de discuter sérieusement et de prendre des mesures politiques dans ce domaine."

"Cette conférence pourrait aider les peuples à se tenir au fait de l'évolution de la course aux armements et de toutes ses graves conséquences et à les informer pleinement du stade actuel du désarmement" (A/C.1/PV.1883, p. 63-65).

"... la CMD serait l'enceinte adéquate pour examiner des questions d'une importance capitale dans des conditions qui permettraient à tous les Etats d'en débattre sur un pied d'égalité... l'étude de la question du désarmement a besoin d'un nouvel élan et d'une approche plus dynamique. Rien ne répondrait mieux à cette fin que la canalisation de nos efforts en vue de l'organisation de cette conférence."

Cuba "est prête à donner son appui à toute initiative tendant à cette fin" (A/C.1/PV.1950, p. 16).

"Il nous semble que l'examen de ces problèmes /le désarmement général et complet, la destruction totale des armes de destruction massive, la liquidation des stocks d'armes de ce type et la cessation de leur production/ intéressent tous les peuples du monde et qu'il n'est donc pas de lieu plus approprié pour les examiner qu'une conférence universelle à laquelle participeraient des représentants de tous les Etats sans exception" (A/PV.2022, p. 48).

#### Chypre

"Il faut de toute évidence trouver une enceinte nouvelle où traiter plus efficacement de la question du désarmement. En conséquence, nous sommes fondamentalement favorables à une telle conférence ... sous réserve, bien entendu, que les cinq puissances nucléaires y participent. La réunion d'une CMD est tout aussi indispensable pour la négociation, en son sein, de nouvelles mesures de désarmement que pour provoquer l'apparition d'une nouvelle volonté politique par la stimulation de l'opinion publique et par la création de mécanismes permettant de négocier véritablement" (A/C.1/PV.1949, p. 51; A/C.1/PV.1882).

"/La CMD est/ utile et souhaitable, à condition qu'elle soit ouverte à tous les Etats et que toutes les grandes puissances y participent. Bien entendu, une telle conférence ne pourra réussir que si elle est soigneusement préparée tant sur le plan des procédures que sur le plan psychologique. De grands espoirs s'y attacheront, car elle sera l'ultime recours dans l'effort pour le désarmement. Elle ne peut donc et ne doit pas manquer ses principaux objectifs" (A/PV.2057, p. 52; A/AC.167/L.2).

#### Tchécoslovaquie

La Tchécoslovaquie a appuyé "la réunion d'une CMD. Nous souhaitons qu'elle soit l'enceinte dans laquelle tous les Etats - et en particulier les puissances nucléaires - pourront apporter une contribution à la mise en oeuvre d'un programme de désarmement efficace qui soit à la mesure de leurs responsabilités" (A/PV.1947, p. 38-40).

"... il est indispensable que tous les Etats du monde, qu'ils soient ou non Membres de l'Organisation des Nations Unies ou d'autres organisations internationales, participent aux négociations sur le désarmement et au règlement immédiat des questions liées au désarmement."

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, "les représentants de tous les Etats ne se sont pas rencontrés une seule fois pour exposer leurs vues sur le problème le plus important de l'époque actuelle, celui du désarmement" (A/8817, annexe I, p. 16; A/AC.167/SR.3).

"Une conférence mondiale du désarmement, ouverte à tous les Etats, en offrirait l'occasion. Elle permettrait certainement de coordonner et d'intensifier les efforts que déploie la collectivité mondiale pour réaliser le désarmement ... il est indispensable que tous les Etats déploient de nouveaux efforts en vue de l'adoption de mesures efficaces de désarmement et, plus particulièrement, de désarmement nucléaire."

Pour la Tchécoslovaquie, "de véritables conditions préalables existent à l'heure actuelle pour que l'on puisse également atteindre des résultats plus concrets en matière de désarmement si tous les Etats du monde participent à des négociations sur le désarmement et à la solution de questions connexes" (A/C.1/PV.1935; A/PV.1987).

"L'opinion mondiale ... s'attend que la CMD contribue à déterminer les solutions politiques fondamentales qui sont indispensables pour faire effectivement progresser les discussions sur le désarmement" (A/AC.167/L.2, annexe, p. 2).

Une CMD "répondrait aux besoins des pays non alignés en matière de politique internationale", comme l'a confirmé leur réunion à Georgetown (A/C.1/PV.1873, p. 23-25).

"Il nous faut examiner les problèmes du désarmement dans toute leur ampleur au sein d'une instance où ne se retrouve pas la routine annuelle de l'Assemblée générale" (A/C.1/PV.1873, p. 22).

"... il serait logique de s'attendre à ce que toutes les puissances disposant des plus importants moyens militaires et des armes nucléaires participent à la conférence mondiale sur le désarmement et à ses préparatifs" (A/C.1/PV.1935, p. 38).

La Tchécoslovaquie "attachait une importance essentielle au désarmement nucléaire et estimait que toutes les puissances nucléaires devraient participer aux préparatifs de la conférence et à la conférence elle-même" (A/AC.167/SR.3, p. 3).

"... par les résultats concrets sur lesquels elle débouche, une conférence de ce type peut exercer une influence sur le climat international et ... l'améliorer. Il s'agit là d'un aspect que l'on ne doit pas oublier lorsqu'on examine la question de la réunion de la conférence" (A/PV.1987, p. 18-20).

"Nous ne pouvons cependant pas admettre que l'on pose l'inscription de certains points à l'ordre du jour de la conférence comme une condition préalable à sa réunion, surtout si l'on soulève des questions dont il est évident que la solution exigera beaucoup d'efforts et de négociations. En fait, cette attitude revient presque à empêcher la tenue de la conférence" (A/C.1/PV.1873, p. 26).



## Yémen démocratique

"La tenue d'une conférence ouverte à tous les Etats, y compris ceux qui ne sont pas membres de notre organisation, serait une tentative concrète et sincère vers l'instauration de la paix et de la sécurité. A cette conférence, tous les Etats auraient la possibilité d'exprimer leurs points de vue et dès lors, si quelques grandes puissances essayaient d'imposer leur domination aux autres sous couvert de paix, leurs intentions apparaîtraient clairement au reste du monde."

Le Yémen démocratique était fermement convaincu que "toute nouvelle discussion d'une conférence sur le désarmement devrait commencer par la discussion d'un accord sur certains principes".

"... les premiers pas vers le désarmement doivent se borner à la recherche de l'abolition des armes nucléaires, bactériologiques et autres armes meurtrières ... le Yémen démocratique soutient toute proposition en vue de la réunion d'une CMD dans l'avenir" (A/C.1/PV.1882, p. 81).

## Danemark

Le Danemark "se félicite à l'idée de la réunion d'une CMD dont il est persuadé qu'elle peut servir à favoriser le progrès et à apporter des résultats concrets. De toute évidence, pour parvenir à cette fin la Conférence devra être soigneusement préparée et bénéficier d'un large soutien au sein de la communauté internationale et en particulier de la part de toutes les puissances nucléaires. Nous espérons donc que l'Assemblée générale pourra prendre une décision sur les préparatifs d'une telle conférence. Mon gouvernement serait désireux de participer activement à de tels préparatifs" (A/PV.2040, p. 7; A/C.1/PV.1884).

"... il est essentiel que toutes les puissances dotées d'armes nucléaires soient prêtes à participer à la conférence ainsi qu'aux travaux préparatoires, la bonne marche de ces travaux étant indispensable pour assurer le succès de la conférence" (A/3817, annexe I, p. 13).

"... si elle est correctement préparée et organisée, ... une telle conférence peut répondre à de nombreux buts utiles. Elle soulignerait, au moment où l'on constate un mouvement prometteur d'une évolution favorable de la situation internationale, que la responsabilité en matière de désarmement est indivisible. Elle permettrait aux participants de mettre leurs idées et leurs politiques en commun dans le cadre même dans lequel ils pourraient consacrer exclusivement leur attention au désarmement; de cet exercice pourraient peut-être jaillir des idées et des initiatives nouvelles et utiles" (A/C.1/PV.1829, p. 13).

Equateur

"... indispensable qu'ait lieu la CMD" (A/PV.2038).

"Ce n'est certainement pas là une idée nouvelle. Par sa résolution 2030 (XX) du 29 novembre 1965, l'Assemblée générale a fait sienne la proposition adoptée à la deuxième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue au Caire en 1964, au sujet de la réunion d'une conférence mondiale du désarmement à laquelle tous les pays seraient invités; et cette idée avait été auparavant recommandée par le Comité du désarmement sous réserve de certaines conditions, à savoir : des préparatifs appropriés; un accord quant aux pays à inviter à la conférence; une décision quant au moment approprié pour la tenue de cette conférence, compte tenu de la situation internationale; un accord préliminaire de la part des puissances nucléaires; la participation de toutes les puissances nucléaires; un accord sur l'ordre du jour; et l'établissement de relations appropriées avec l'Organisation des Nations Unies. Ma délégation se demande maintenant pourquoi nous ne suivons pas certaines de ces suggestions fort censées" (A/C.1/PV.1883, p. 22).

## Egypte

"Depuis quelque temps déjà, un certain nombre d'indications laissent penser que les négociations multilatérales au sujet du désarmement sont au bord de l'impasse. Il est apparu que de telles négociations ne pourraient désormais aboutir à des résultats utiles que si toutes les puissances dotées d'armes nucléaires y participaient activement. ... le moment est désormais propice à la rencontre, dans le cadre d'une réunion internationale ayant spécialement pour objet de traiter des questions intéressant le désarmement, de tous les pays du monde, et plus particulièrement de toutes les puissances dotées d'armes nucléaires" (A/8817, annexe I, p. 16).

"Même si l'Organisation des Nations Unies se rapproche de l'universalité, la convocation d'une CMD est toujours justifiée ... et devrait ... faire naître le sentiment d'urgence nécessaire et donner l'impulsion voulue aux efforts actuellement insatisfaisants qui sont déployés dans le domaine du désarmement."

"... des participants qui consacrerait tout leur temps et leurs efforts à une conférence de ce genre devraient pouvoir mettre au point et étudier des propositions précises et concrètes en vue de réaliser les objectifs du désarmement. ... la participation active et efficace des pays en voie de développement, en tant que parties intéressées, à une conférence de ce genre devrait permettre d'examiner les relations qui existent entre les graves problèmes du développement et les questions relatives au désarmement."

"... la convocation d'une CMD serait en soi un grand événement international - le premier du genre depuis que la Société des Nations a décidé de créer un comité chargé de ... préparer une conférence sur la réduction et la limitation des armements" (A/PV.1985, p. 12).

"Les pays non alignés ont constamment recommandé et demandé avec insistance qu'une CMD soit organisée" (A/PV.1985, p. 6).

## El Salvador

"Il serait bon que l'Organisation des Nations Unies envisage de traiter des problèmes de désarmement dans un cadre institutionnalisé et donc de créer une institution mondiale permanente, comparable à ce que représente la CNUCED pour les problèmes du commerce et du développement. La Décennie du désarmement justifie l'institutionnalisation des efforts internationaux déployés en la matière; et dans le cadre de cette institutionnalisation, pour montrer la voie, l'organisation d'une conférence mondiale est indiquée. Mais la convocation d'une conférence mondiale ne doit pas s'assortir de certaines conditions; une conférence mondiale doit être convoquée, purement et simplement, mais la date devra en être fixée ultérieurement, et des mesures préparatoires adéquates s'imposeront. ... tout le monde est partisan d'une conférence mondiale qui traiterait de questions soigneusement étudiées, compte tenu desquelles une stratégie mondiale parallèle

à la Stratégie mondiale du développement pourrait être définie. En outre, il faudrait examiner, dans le cadre général de cette conférence mondiale, les éléments fondamentaux qui devraient inspirer les accords régionaux et sous-régionaux."

"Il faut espérer que cette conférence mondiale traiterait du désarmement non pas comme une question isolée mais compte tenu des principaux facteurs qui l'influencent et même le déterminent. Nous espérons donc que le désarmement serait examiné à la lumière du système de sécurité collective, et que la coexistence compétitive et exclusive du principe de la sécurité collective posé dans la Charte des Nations Unies et de la sécurité fondée sur l'équilibre de la puissance qu'ont pratiquée jusqu'à présent les grandes puissances, serait aussi examinée; en d'autres termes, que le désarmement serait étudié comme une fonction du développement et que le transfert de ressources du domaine de l'armement à celui de la production serait examiné sur une base quantitative, en ce qui concerne aussi bien l'expansion des programmes internationaux grâce aux fonds libérés par les grandes puissances, que l'impulsion qui pourrait être donnée au développement par chaque pays, grâce à l'institution de systèmes de sécurité régionaux et sous-régionaux permettant la libération de fonds à des fins productives. Ce dernier aspect du désarmement n'a pas été examiné en termes concrets et quantitatifs, et une étude de ce genre serait l'une des contributions importantes de la CMD" (A/C.1/PV.1883, p. 7-10; A/PV.1994).

"... mon pays pense que le moment est venu pour la communauté internationale d'agir dans le cadre d'une vaste enceinte où les problèmes de désarmement pourront être examinés en détail, où nous pourrions comparer les relations entre les objectifs de désarmement et de développement, le premier objectif n'étant qu'un moyen de réaliser le second, où nous évaluerons les critères permettant la mise au point d'arrangements régionaux et sous-régionaux de caractère limité, et où nous fixerons les principales directives qui régiront une série de mesures liées au désarmement, qui devront être exécutées de façon continue au cours des 10 ou 20 prochaines années" (A/PV.1994, p. 17).

"... la conférence mondiale aurait bien plus de chances de réussir si les puissances qui ont choisi de ne pas participer à la Conférence du Comité du désarmement et celles qui au cours du présent débat ont exprimé des réserves ou des doutes y participaient" (A/C.1/PV.1883, p. 11).

### Ethiopie

"... une conférence mondiale du désarmement soigneusement préparée et correctement convoquée pourrait être une opération utile. ... la compréhension et la coopération de tous les Etats dotés d'armes nucléaires sont indispensables si l'effort visant à arrêter et renverser la course aux armements doit faire quelque progrès" (A/PV.2127, p. 61).

"... continue d'appuyer la convocation d'une CMD et espère que ... il sera possible d'arriver à un accord sous une forme ou sous une autre afin d'assurer la plus large participation possible, au cas où nous déciderions de tenir la conférence dans un avenir rapproché" (A/C.1/PV.1953, p. 61).

Esperait que "la CMD aiderait à concentrer l'intérêt, l'attention et les efforts sur l'un des problèmes les plus importants qui se posent à l'humanité" (A/PV.2063, p. 73-75).

### Finlande

"... appuie fermement toutes les mesures susceptibles de promouvoir la cause du désarmement; aussi est-il tout à fait partisan de la convocation d'une conférence mondiale du désarmement ... estime que le moment est particulièrement propice au succès de négociations sur le désarmement" (A/8817, annexe I, p. 5; A/AC.167/L.2, annexe).

"L'avènement d'une détente dans les relations internationales ouvre de nouvelles perspectives de progrès dans le domaine du désarmement et de la limitation des armements."

La CMD "offrirait à la communauté internationale une nouvelle occasion de se consacrer à la poursuite de ce qui demeure le but ultime de toutes les tentatives de désarmement : le désarmement général et complet sous un contrôle international efficace. Dans le cadre des efforts entrepris sur le plan international en vue du désarmement, il faudrait porter une attention particulière aux armes de destruction de masse, notamment aux armes nucléaires, et à la possibilité de ramener les forces armées et les armements de type classique au niveau nécessaire au maintien de l'ordre et de la paix dans le monde. La conférence devrait également accorder à ces questions la priorité voulue".

"Parallèlement aux objectifs généraux du désarmement, le Gouvernement finlandais considère que toutes les mesures visant à limiter, à l'échelon régional, les forces armées et les armements seraient favorables à la promotion et à la réalisation du désarmement. /il a rappelé/ l'idée lancée en 1963 par le président Kekkonen en vue de l'établissement d'une zone dénucléarisée comprenant l'ensemble des pays nordiques. ... les faits récemment intervenus en Europe ont donné un regain d'actualité à cette conception, dont il faudrait également tenir compte dans le contexte de la conférence mondiale du désarmement. ... la participation de tous les membres permanents du Conseil de sécurité et de toutes les principales puissances militaires est la condition du succès de la CMD. ... elle devra avoir un caractère universel" (A/AC.167/L.2, annexe, p. 5).

"... une CMD, à condition de bénéficier d'une bonne préparation ainsi que de la participation de toutes les puissances nucléaires, permettrait d'universaliser l'examen de la question. Une nouvelle impulsion et de nouvelles idées pourraient naître d'une conférence de ce genre, pour le plus grand bien de tous" (A/PV.2149, p. 23-25).

"... a souligné à maintes reprises l'importance que nous attachons à la participation à la conférence de tous les membres permanents du Conseil de sécurité ainsi qu'à celle de tous les pays qui disposent d'une puissance militaire appréciable. Nous considérons que nous ne pouvons poursuivre avec succès cette idée que sur la base de préparatifs appropriés auxquels collaboreraient les Etats intéressés" (A/C.1/PV.1943, p. 27).

"Le succès de la conférence du désarmement envisagée présuppose la participation de tous les membres permanents du Conseil de sécurité ainsi que celle de tous les pays qui disposent d'une puissance militaire appréciable. En outre, la conférence devrait être universelle et inclure également les Etats divisés" (A/8817, annexe I, p. 24).

"... la conférence et les décisions que pourront prendre en la matière la présente Assemblée devront partir d'un large accord entre les Etats Membres, pour ce qui est en particulier des opinions des membres permanents du Conseil de sécurité, dont la participation reste essentielle à la poursuite réaliste d'une telle idée" (A/PV.1882, p. 23-25).

"La question du cadre dans lequel se déroulera une conférence de ce genre et toutes les nombreuses autres questions relatives à l'organisation de ladite conférence devront être réglées par voie de consultations entre tous les gouvernements intéressés. La Finlande ... est disposée à contribuer au mieux de ses possibilités à ces consultations en vue d'arriver à un accord général sur la question de la convocation d'une CMD" (A/PV.1969, p. 6).

#### France

"... le problème du désarmement, et notamment le problème du désarmement nucléaire, est d'importance essentielle. La France est désireuse de contribuer à son étude et à la mise en oeuvre de tout accord qui pourrait intervenir, dès lors qu'il s'agirait de rechercher de véritables mesures de désarmement assorties d'un contrôle international efficace et portant notamment sur la destruction et l'interdiction de fabrication des armes nucléaires. La méthode la plus appropriée pour atteindre un tel résultat serait la concertation entre les puissances qui disposent d'armes nucléaires. A défaut, le Gouvernement français a donné son approbation au projet de résolution pour une conférence mondiale du désarmement."

"Une telle réunion lui paraît de nature à contribuer à une relance des travaux sur le désarmement et à fournir, en particulier, aux pays nucléaires un cadre pour discuter ensemble de leurs problèmes communs dans l'intérêt de tous."

Le Gouvernement français "n'entend soumettre sa participation à aucune condition et à aucun préalable et estime qu'une telle règle devrait être admise par tous les participants. Il considère cependant qu'une conférence mondiale qui ne réunirait pas la totalité des puissances ayant en ce domaine des responsabilités particulières ne répondrait pas à son objet" (A/8817, annexe I, p. 26; A/C.1/PV.1838).

"... le projet de conférence mondiale peut contribuer à une relance des travaux sur le désarmement et fournir en particulier aux pays nucléaires un cadre pour discuter ensemble de leurs problèmes communs dans l'intérêt de tous. ... Les espoirs qui peuvent être fondés sur le succès d'une conférence mondiale n'ont de sens que si la participation de toutes les puissances nucléaires est assurée" (A/PV.1989, p. 13-15).

"Une telle conférence contribuerait sans doute à une relance des travaux sur le désarmement et aiderait à les faire sortir de la stagnation ... Elle peut aussi raviver l'intérêt ... pour les problèmes du désarmement et, par-là même, favoriser l'ébauche de solutions constructives. Elle devrait, par les études qu'elle provoquera au sein des divers gouvernements, susciter des idées nouvelles, des approches originales et, on peut l'espérer, fructueuses de ces problèmes ... Les pays pourraient discuter ensemble de leurs problèmes communs dans l'intérêt de tous ... nous aborderons cette conférence dans un esprit de disponibilité totale. Nous ne prononçons aucune exclusive; pour nous, la conférence doit être ouverte à tous ... et nous n'entendons soumettre notre participation à aucune condition et à aucun préalable quel qu'il soit."

"Nous devons cependant considérer que la réunion effective d'une telle conférence n'a de signification que si certaines participations sont assurées."

Si l'une des puissances nucléaires ne participait pas à la CMD "nous nous demanderions si, dans une telle hypothèse, il ne serait pas préférable de renoncer momentanément à la conférence prévue, plutôt que de la voir se tenir sans chances sérieuses de succès et sans possibilité de déboucher sur des mesures concrètes, compromettant ainsi les chances d'une telle réunion dans l'avenir" (A/C.1/PV.1882, p. 63-66).

#### Republique démocratique allemande

"L'Assemblée générale des Nations Unies, lors de sa sixième session extraordinaire, a clairement indiqué une fois de plus que des ressources financières importantes étaient nécessaires pour accélérer le progrès économique et social des pays en voie de développement. Le Gouvernement de la République démocratique allemande est d'avis qu'une conférence mondiale du désarmement pourrait également adopter des mesures efficaces afin de s'acquitter, dans ce domaine et dans d'autres, des tâches déterminées par l'Assemblée générale lors de sa sixième session extraordinaire.

... les succès obtenus sur le plan de la détente au cours de ces dernières années mettent en évidence la nécessité urgente de convoquer une conférence mondiale du désarmement, car, malgré ces succès, il n'a pas encore été possible d'enrayer de manière décisive l'accélération de la course aux armements. Or, la détente ne peut se stabiliser que s'il est possible de faire cesser la course aux armements, avec la participation de tous les Etats. Etant donné le caractère complexe des problèmes de la limitation des armements et du désarmement, le Gouvernement de la République démocratique allemande estime qu'une conférence mondiale du désarmement serait une tribune appropriée pour enrayer la course aux armements par l'adoption de mesures universelles; elle donnerait ainsi un élan décisif aux efforts déployés par tous les peuples en vue d'une paix durable et du progrès économique et social.

Le Gouvernement de la République démocratique allemande a ... exprimé l'espoir que tous les Etats, y compris les deux puissances nucléaires qui ne participent pas jusqu'à présent aux travaux du Comité ad hoc, contribueront à la préparation et à la tenue de la conférence mondiale du désarmement. La République démocratique allemande donne l'assurance que, par sa participation constructive aux conversations de Vienne sur la réduction des forces armées et des armements en Europe centrale et par les activités qu'elle déploie à l'Organisation des Nations Unies et dans d'autres organes internationaux, elle contribuera à l'instauration des conditions les plus favorables à la convocation et au succès d'une conférence mondiale du désarmement." (A/AC.167/L.2/Add.2, p. 3)

Le Gouvernement de la République démocratique allemande "renouvelle son appui pour la proposition tendant à convoquer une conférence mondiale du désarmement. Il donne l'assurance qu'il est disposé à faire tout ce qui est en son pouvoir pour aider à donner suite à cette proposition dans un proche avenir. Une CMD, à laquelle tous les pays du monde pourraient participer et exposer, sur un pied d'égalité, leurs idées sur tous les problèmes du désarmement, servirait non seulement à unir mais aussi à intensifier les efforts déployés par tous les Etats en vue de la limitation des armements et du désarmement. Elle aiderait à introduire des mesures concrètes à cette fin et à rapprocher l'humanité de la réalisation d'un désarmement général et complet. De plus, elle améliorerait probablement les conditions propres à assurer l'application universelle ... des traités internationaux sur la limitation des armements et le désarmement conclus jusqu'ici" (A/8017, annexe II, p. 1).

"... est convaincu que la situation se prête maintenant à la convocation d'une conférence mondiale du désarmement dans un ou deux ans" (A/8817, annexe II, p. 2).

"... l'idée tendant à organiser une CMD ... ouvre de nouvelles perspectives et donne une nouvelle impulsion aux efforts déjà amorcés en vue d'obtenir le désarmement sur une base multilatérale, régionale et bilatérale, et elle a acquis une force considérable, grâce à ... la diminution des tensions et à ... la lutte pour l'avènement de la paix."

... les représentants des pays en voie de développement sont pleinement habilités à lier leur appui à la CMD à l'espoir que l'achèvement de la course aux armements libérera des ressources importantes qui pourront également être utilisées pour résoudre les problèmes urgents de développement qui se posent à ces pays."

S'est déclarée opposée à l'opinion selon laquelle une CMD "serait dépourvue d'utilité tant que les différends en la matière ne seraient pas résolus" (A/C.1/PV.1941, p. 6-10).

"... la conférence, à laquelle les représentants de tous les Etats, grands comme petits - qu'ils possèdent ou non des armes nucléaires, ou qu'ils aient ou non un potentiel militaire et économique très développé - participeront sur un pied d'égalité, constitue un cadre approprié pour l'examen des problèmes fondamentaux du désarmement" (A/C.1/PV.1941, p. 11).

"Le principe selon lequel il n'est possible de progresser dans le domaine du désarmement que si la sécurité est garantie à tous les Etats dans des conditions égales peut servir de point de départ à la réussite de la conférence."



"... le fait qu'il a été possible de conclure, dans le domaine du désarmement, un certain nombre d'accords d'une importance mondiale est une bonne base pour la réussite de la conférence."

"Les efforts entrepris sur une base bilatérale et régionale dans le domaine du désarmement constituent également une bonne base pour la réussite d'une CMD" (A/C.1/PV.1941, p. 12-15).

#### République fédérale d'Allemagne

Une CMD "pourrait fournir le cadre voulu pour stimuler les efforts faits dans le monde entier en vue d'assurer le désarmement et le contrôle des armements grâce à des échanges d'opinions et un réexamen général des problèmes y relatifs" (A/AC.167/L.2, annexe, p. 1).

"... une conférence de ce genre n'aurait de sens que si elle était soigneusement préparée et que si toutes les puissances nucléaires y prenaient part" (A/C.1/PV.1944, p. 17).

"Etant donné que les mesures de désarmement applicables aux armes nucléaires seront probablement l'un des sujets les plus importants de la conférence, il semble nécessaire que les cinq puissances nucléaires participent ... aux préparatifs de la conférence" (A/AC.167/L.2, annexe, p. 1).

## Ghana

"Si l'on part de l'hypothèse que les pays nucléaires veulent réellement traduire dans les faits leurs proclamations pacifiques, la Conférence du désarmement envisagée sera, grâce à leur participation, un facteur important de diminution de la tension qui règne actuellement dans la communauté internationale, événement qui serait particulièrement bien accueilli par les membres non nucléaires de l'Organisation des Nations Unies, notamment les pays en voie de développement. Une conférence comme celle qui est envisagée contribuera sans aucun doute à convaincre l'humanité du caractère universel des préoccupations que nous inspirent la paix et la sécurité.

Telles sont les raisons pour lesquelles le Ghana se félicite de la création du Comité ad hoc conformément à la résolution 3183 (XXVIII) de l'Assemblée générale. Le Ghana appuie énergiquement la réunion de la Conférence mondiale du désarmement qui est envisagée". (A/AC.167/L.2/Add.5)

Une CMD "mettrait en évidence l'intérêt mondial généralement porté à la question du désarmement" (A/PV.2148, p. 38-40).

Le Ghana "est favorable à la convocation de la CMD envisagée. Le désarmement est une question d'un intérêt universel ... la /CMD/ devrait être ouverte à tous les Etats" (A/PV.2040, p. 72; A/PV.1958; A/C.1/PV.1883).

"... il est encore certains Etats importants qui ne sont pas Membres de l'Organisation des Nations Unies mais dont la participation à toutes négociations sérieuses en matière de désarmement est indispensable vu leur rôle et leur position fondamentaux dans ce domaine. Les deux Allemagnes, les deux Viet-Nams, les deux Corées, la Suisse et autres viennent immédiatement à l'esprit. ... tant que l'Organisation des Nations Unies ne parviendra pas à cette universalité tellement souhaitable et nécessaire, il n'y aura aucune raison de s'opposer à la réunion de la CMD envisagée.

L'argument en faveur d'une CMD est ... inattaquable. Nous devons cesser de mettre au point de nouvelles armes de plus en plus perfectionnées avant qu'il ne devienne trop facile de provoquer une guerre suicidaire.

L'examen des conséquences sociales et économiques de la course aux armements ... renforce l'argument en faveur de l'organisation d'une conférence mondiale du désarmement.

Il est fort possible ... que les responsables du mécanisme actuel réglementant les discussions en matière de désarmement soient pour quelque chose dans la stagnation des progrès vers un désarmement réel. N'est-ce pas là une raison suffisante d'utiliser un nouveau mécanisme et de nouvelles procédures capables d'attaquer le problème à sa racine?

Seule une CMD peut faire prendre brutalement conscience à l'humanité de cette tendance psychologique et donner le sens d'urgence sans lequel aucun nouveau mécanisme ne sera mis sur pied en vue d'éliminer le cancer de la course aux armements.

Malgré cette résolution /2030 (XX)/, les préparatifs en vue de l'organisation (d'une CMD) ne se sont pas matérialisés surtout en raison de difficultés qui, pour l'instant, ne peuvent être réglées que par les grandes puissances militaires du monde.

... les petits et moyens pays du monde, en particulier les pays non alignés, ont recommandé la réunion d'une conférence de ce genre avec le plus de continuité et de ferveur, tandis que les grandes puissances, en particulier les super-puissances, ont montré peu d'enthousiasme à son égard. Il ne faut pas chercher trop loin les motifs de ce manque d'enthousiasme. ... actuellement, l'organisation des discussions relatives au désarmement est dominée par les superpuissances.

Tant que cette atmosphère d'exclusivisme et de souveraineté des grandes puissances ne sera pas brisée et que tous les entretiens relatifs au désarmement ne seront pas confrontés à l'opinion mondiale et aux principes universellement acceptés, le fossé existant entre les actes de foi et les faits dans ce domaine continuera de s'élargir. Seule une CMD peut assurer des tractations diplomatiques ouvertes, une égalité de participation et la confrontation au jugement du public, qui seules peuvent aboutir à une action réelle.

Pas plus la richesse que la dimension du territoire, la population ou le niveau technique atteint, ne confèrent de supériorité à un Etat ou à un groupe d'Etats pour ce qui est de traiter du très grave problème mondial que constitue le désarmement. Notre aspiration universelle à la paix et au développement face au danger de plus en plus effrayant que constitue la course aux armements doit et peut trouver une expression concrète et réaliste dans une conférence mondiale du désarmement telle que celle que j'ai décrite. En conséquence, nous devons tous non seulement appuyer la proposition tendant à tenir une CMD véritablement universelle, mais aussi veiller à ce qu'elle soit organisée en respectant les principes de liberté d'expression et d'égalité de participation, étant entendu que ses conclusions devront être universellement acceptées" (A/PV.1985, p. 26-40).

"Le Ghana exprime l'espoir que les pays qui ont actuellement des réserves concernant la réunion d'une CMD finiront par se rallier à la majorité et par appuyer l'organisation de cette conférence" (A/C.1/PV.1683, p. 58).

"Nous sommes donc convaincus que toute conférence des puissances nucléaires doit s'appuyer fermement sur les résultats de la CMD, être organisée dans le cadre de la CMD et suivre l'orientation donnée par celle-ci" (A/PV.1985, p. 36).

## Grèce

"Il nous semble que certains points ... méritent notre attention : tout d'abord, nous espérons que pas plus la CMD proprement dite que la perspective de convoquer une conférence de ce genre ne porteront préjudice aux travaux précieux de la CCD ou aux efforts bilatéraux et autres dans le domaine du désarmement. Nous souhaitons que les chances de réussite des efforts actuels restent bonnes et même s'améliorent. Nous ne voulons pas voir ces procédures se relâcher mais au contraire s'intensifier. Deuxièmement, les espoirs que les peuples du monde seraient à bon droit de placer dans une CMD seraient tels que ce serait notre devoir élémentaire vis-à-vis d'eux de veiller à ce que les débats d'une conférence de ce genre soient positifs et constructifs, et donc que la conférence soit préparée avec l'attention voulue. Troisièmement, un facteur très important ... pour la réalisation de ce que nous aurions nous aussi le droit d'attendre d'une conférence de ce genre, est la participation à cette conférence de toutes les puissances nucléaires" (A/C.1/PV.1878, p. 46).

"... une préparation méticuleuse de la CMD est de toute importance" (A/PV.1900, p. 38).

## Guatemala

Le Gouvernement guatémaltèque "considère comme important ce qui suit :

a) La politique de non-prolifération des armes nucléaires doit rester en vigueur;

b) Le désarmement général et complet est une nécessité qui s'impose dans le monde d'aujourd'hui, d'autant plus que l'on est arrivé à la conclusion que la course aux armements n'a pas contribué à la solution des problèmes mondiaux les plus graves.

D'autre part, le Gouvernement guatémaltèque appuiera les résolutions que pourra adopter l'Assemblée générale à propos de la question considérée, et il réitère son fervent désir de voir résolues les difficultés existant entre les pays grâce à l'intervention des organismes internationaux créés d'un commun accord" (A/AC.167/L.2, annexe, p. 6).

## Guinée

"La nécessité d'une conférence mondiale sur le désarmement s'impose de plus en plus, mais pour éviter l'échec de l'objectif à atteindre bien des étapes restent à parcourir et des conditions multiples à réaliser."

"... tous les pays doivent être associés aux diverses discussions relatives au désarmement" (A/C.1/PV.1945, p. 18).

"... les documents adoptés par le dernier sommet de l'OUA, à Addis-Abeba, complétés et actualisés par la Conférence des pays non alignés d'Alger, sur le problème du désarmement ainsi que des résultats d'autres organes internationaux, des résolutions de négociations tenues à des niveaux bilatéraux ou multilatéraux constituent déjà des éléments qui pourraient contribuer à l'élaboration des grandes lignes d'une convention susceptible de recevoir l'approbation de la future conférence mondiale comme étant un résumé de l'opinion publique internationale" (A/C.1/PV.1945, p. 18-20).

"Puisque nous devons examiner les conditions propres à créer une bonne atmosphère pour la convocation de la conférence mondiale, ma délégation se plaît à souligner une fois de plus le caractère essentiellement universel d'une telle conférence dont l'objectif primordial doit être de réunir tous les pays du monde pour que chacun puisse donner son point de vue. Une telle condition est nécessaire si l'on veut aborder le problème dans une optique réaliste et si l'on veut connaître tous les problèmes du désarmement en vue d'arriver à la destruction totale des armes nucléaires et à la cessation de la course aux armements, car il faut prévoir l'obligation pour tous les Etats de respecter et de garantir l'indépendance, la sécurité et l'intégrité territoriale de tous les pays" (A/C.1/PV.1945, p. 21).

#### Guyane

"Si nous ne pouvons et ne devons exclure les négociations directes et les petits groupes de travail sur le désarmement, il n'en faut pas moins mettre l'accent désormais sur la nécessité de faire participer toutes les nations à la recherche de solutions."

La Guyane s'est prononcée "pour des discussions aussi vastes que possible en vue de clarifier les problèmes du désarmement et de mobiliser l'opinion internationale, soit comme prélude à la négociation, soit comme seule autre solution de rechange lorsque les négociations ne permettent pas d'obtenir les résultats souhaités" (A/C.1/PV.1832, p. 42-45).

"... il faudrait appuyer la proposition tendant à convoquer une CMD au cours de laquelle le problème pourrait être envisagé pour la première fois sous un angle véritablement mondial" (A/C.1/PV.1832, p. 51).

## Hongrie

"La Hongrie est convaincue que l'instauration d'un climat de détente et de paix authentique et durable exige la fin de la course aux armements. Il faut affermir la tendance actuelle à la détente politique; il faut la rendre irréversible et la renforcer par une détente militaire. Il faut profiter du climat favorable qui règne actuellement pour promouvoir l'arrêt de la course aux armements, la réduction des forces armées et des armements et l'adoption de mesures susceptibles de mener à la longue à un désarmement général et complet ..." (A/AC.167/L.2/Add.3, p. 2)

Le Ministre des affaires étrangères de la Hongrie a déclaré, à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale :

"Le renforcement de la paix et de la sécurité internationales et la cessation de la course aux armements libéreraient des moyens considérables qui pourraient être utilisés pour résoudre les problèmes économiques et sociaux des pays en voie de développement ..." (A/PV.2213, p. 27)

La Hongrie "partage l'opinion de la majorité des Etats Membres, à savoir que pour évaluer les possibilités que présentent diverses mesures de désarmement, pour mieux connaître et comprendre les vues et les aspirations des autres, il est nécessaire que s'instaure entre tous les Etats un dialogue aussi ouvert que possible. C'est pourquoi nous sommes partisans d'une coopération internationale fondée sur le principe d'une égale sécurité pour tous et de l'inadmissibilité d'avantages unilatéraux, à laquelle une conférence mondiale du désarmement pourrait fournir le cadre idéal".

A la vingt-huitième session de l'Assemblée générale, "le représentant de la Hongrie, comme ceux de nombreux autres pays, ne pouvait qu'exprimer son mécontentement devant l'absence de progrès dans la préparation d'une telle conférence. En fait, il n'est pour ainsi dire pas de pays qui puisse nier maintenant que l'heure soit venue d'organiser une tribune véritablement universelle où pourront être débattus tous les problèmes urgents du désarmement." (A/AC.167/L.2/Add.3, p. 2)

La nécessité de convoquer une CMD trouve son entière confirmation dans l'augmentation constante des dépenses en armements, dans la mise au point d'armes et de systèmes d'armes toujours nouveaux, de plus en plus complexes et destructeurs et dans la menace d'une catastrophe nucléaire mondiale. ..." (A/PV.1985, p. 61-65).

"... il ne peut y avoir aucun doute quant à l'opportunité de convoquer une conférence mondiale. Nous estimons qu'une CMD serait digne de la Décennie du désarmement en ce sens qu'elle donnerait une nouvelle impulsion aux efforts de désarmement, en permettant une discussion aussi large que possible des problèmes du désarmement, en se prêtant à l'élaboration de nouvelles propositions, de nouvelles idées et de nouveaux plans et en permettant de prendre des mesures concertées pour les mettre en pratique" (A/PV.1985, p. 61-65).

"... dans l'examen des problèmes relatifs à la CMD, il faut prendre en considération les expériences les plus importantes liées aux propositions faites jusqu'ici concernant les diverses commissions du désarmement et les leçons fort instructives tirées des activités de ces commissions.

... d'une part, il est possible de préparer la réunion d'une CMD et, d'autre part, la convocation de la conférence peut exercer une influence favorable sur la limitation de la course aux armements et sur le règlement des problèmes du désarmement qui sont mûrs pour une solution" (A/8817, annexe I, p. 29-30).

"... la conférence ne peut se réunir tout de suite et la situation doit encore évoluer" (A/8817, annexe I, p. 30).

"Toute condition préalable posée par tel ou tel pays pourrait nuire à la cause de la conférence. Par conséquent ... il ne doit y avoir aucune condition préalable en ce qui concerne la participation à la conférence et ses préparatifs" (A/C.1/PV.1875, p. 38-40).

"Nous estimons très importante et nécessaire ... la participation de tous les Etats à la CMD et à ses travaux préparatoires, qu'ils soient ou non Membres de l'Organisation des Nations Unies" (CCD/PV.554, p. 16).

## Inde

S'est prononcée en faveur d'une CMD "pour que tous les pays sans exception puissent avoir la possibilité d'exprimer leurs vues sur le problème du désarmement" (A/C.1/PV.1953, p. 43; A/PV.2136; A/PV.2051).

"... il était absolument indispensable que tous les Etats, en particulier les puissances nucléaires, participent à la conférence" (A/AC.167/SR.5, p. 8).

L'Inde était convaincue que la CMD "favoriserait la cause du désarmement général et complet, pourvu qu'elle soit préparée comme il convenait, avec la participation de tous les Etats" (A/AC.167/SR.5, p. 8).

Diverses réponses indiquaient clairement que "la grande majorité des Etats Membres était favorable à cette conférence" (A/AC.167/SR.5, p. 9).

A moins d'un changement dans l'"attitude de soupçon et de méfiance qui est profondément enracinée dans les nations - chacune essayant de préserver ce qu'elle estime être ses intérêts vitaux sur le plan de la sécurité ... et ce changement doit s'opérer d'abord dans les Etats militairement avancés et dotés d'armes nucléaires et autres armes de destruction de masse - les négociations ne progresseront pas. C'est là l'une des principales raisons qui ont amené les diverses conférences des Etats non alignés à demander la convocation d'une CMD" (A/C.1/PV.1953, p. 43; A/PV.1990, p. 32, CCD/600).

A rappelé que l'Assemblée générale avait "approuvé la proposition des Etats non alignés" dans sa résolution 2030 (XX) (A/C.1/PV.1880, p. 11).

Les deux conditions préalables posées à la participation d'une puissance nucléaire étaient "extrêmement valides et vitales" et "ne devaient pas être considérées comme des conditions préalables, mais plutôt comme l'une des questions les plus importantes dont la conférence envisagée serait saisie" (A/C.1/PV.1880, p. 13-15).

Voir également la section V.3.

### Indonésie

"La convocation d'une telle conférence, au stade actuel des négociations pour le désarmement, créerait un nouvel élan qui favoriserait l'adoption de mesures efficaces" (A/AC.167/SR.5, p. 10).

"Il est en fait extrêmement nécessaire de réunir une telle conférence" (A/PV.1989, p. 43-45).

"La CMD devrait être ouverte à tous les Etats, qu'ils soient ou non Membres de l'Organisation des Nations Unies. ... les puissances nucléaires devraient participer aux travaux préparatoires. ... Ce sont les puissances nucléaires - qui fabriquent des armes classiques perfectionnées dotées d'un grand pouvoir destructeur et des armes chimiques mortelles - qui sont les premières visées par le désarmement. Il faut donc qu'elles participent aux préparatifs, étant donné que leurs vues permettront à l'organe chargé des travaux préparatoires de déterminer s'il est ou non possible de réunir la conférence" (A/C.1/PV.1884, p. 17-18).



## Iran

"Si une réunion de cette nature se soldait par un échec, la confiance déjà précaire dont jouit l'Organisation des Nations Unies serait irrémédiablement ébranlée. En conséquence, nous pensons comme de nombreuses autres délégations qu'il est nécessaire de la préparer très soigneusement... Nous ne devons pas perdre de vue le fait que la conférence devra porter sur toutes les catégories d'armements, y compris les armes nucléaires."

"... toutes les puissances nucléaires devraient y prendre part activement de façon à épargner au monde les dangers d'une escalade dans la course aux armes nucléaires. Mais il est clair que tous les pays, grands et petits, devraient coopérer en vue de parvenir à un désarmement général et contrôlé... et de mettre fin à la course aux armements, qu'ils soient nucléaires ou de type classique."

"... nous appuyons tous les efforts, si minimes qu'en soient les résultats, dans la voie du désarmement. Mais ce qu'il faut viser au premier chef, c'est à faire disparaître les causes de conflit. C'est là que réside le coeur du problème" (A/C.1/PV.1934, p. 56).

"Nous ne voulons pas croire que la conférence perdra quelque chose des promesses qu'elle contient faute de l'intérêt des grandes puissances ou faute de préparatifs suffisants. Nous ne voulons pas être trop optimistes, mais une attitude défaitiste est tout aussi indéfendable. Si la conférence nous rapproche ne serait-ce que d'un pas de notre but, elle mérite d'avoir lieu. Toutefois, la chose n'est possible que si tous les Etats, y compris les puissances nucléaires et celles qui sont sur le point de l'être, participent aux travaux après des préparatifs appropriés et suffisants. C'est dans ce sens que nous espérons la convocation de la conférence" (A/C.1/PV.1881, p. 16-17; A/C.1/PV.1934).

## Irak

"... est en faveur de la convocation d'une CMD" (A/PV.2055, p. 18-20; A/PV.1956).

## Irlande

"Nous sommes disposés à appuyer une conférence qui sera soigneusement préparée et pour laquelle sera assurée la participation active de toutes les puissances dotées d'armes nucléaires. En fait, l'un des avantages, et non des moindres, d'une conférence organisée sur ces bases, serait de permettre la réunion de ces cinq Etats... Nous savons tous que l'absence de deux d'entre eux nuit à l'efficacité de la CCD" (A/C.1/PV.1952, p. 8).

"La décision de réunir une CMD serait ... une mesure appropriée au cours de la Décennie du désarmement proclamée par l'Assemblée générale en 1969..." (A/C.1/PV.1883, p. 37).

"... Une telle conférence ferait naître de gros espoirs parmi les peuples du monde entier et ... l'opinion publique mondiale ne se contenterait pas d'une pléthore de discours sans aucun résultat positif et concret. Il faudrait donc procéder à des préparatifs minutieux et approfondis - ce qui risquerait de retarder la conférence. Mais surtout ... il faudrait avoir l'assurance que les cinq puissances nucléaires, ainsi que d'autres pays importants sur le plan militaire, seraient disposés à participer à la conférence de façon active et positive avec la détermination de mener à bien ses travaux."

"Il reste le problème complexe de parvenir à un accord sur la question de la représentation, dans une conférence mondiale, des Etats divisés de Corée et du Viet-Nam. Il faut espérer qu'en temps voulu des solutions acceptables pourront être négociées en la matière" (A/PV.1987, p. 43).

### Italie

Une CMD "pourrait devenir l'instrument le plus utile pour aboutir à un désarmement général et complet" (A/PV.2147, p. 33-35).

Une CMD contribuera "sur le plan psychologique, à stimuler et à accélérer le mouvement vers le désarmement, à condition : a) de bénéficier de l'appui de l'ensemble des Membres de l'ONU, y compris de toutes les puissances nucléaires, b) d'être convenablement préparée par un organe qualifié et représentatif où tous les participants auraient les mêmes droits et les mêmes responsabilités..." (A/8817, annexe I, p. 37).

"En fait, il est essentiel d'aborder le problème du désarmement sous un angle global, avec la participation active de toutes les grandes puissances. Nous ne pouvons concevoir de désarmement général et complet sans désarmement nucléaire et nous ne pouvons parler de désarmement nucléaire sans la présence de toutes les puissances directement intéressées et en cause."

"Nous espérons que lorsque les conditions nécessaires à la convocation d'une CMD seront réunies, la conférence pourra donner une nouvelle impulsion à la solution du problème du désarmement sous tous ses aspects et définir le programme de désarmement général et complet que nous nous efforçons activement d'établir" (A/C.1/PV.1944, p. 28; CCD/PV.621, p. 15; A/PV.1954; A/C.1/PV.1985; A/PV.2044).

"La nécessité de maintenir un lien entre le désarmement nucléaire et classique, d'une part, et le désarmement mondial et régional, d'autre part, suffit en soi à justifier l'adoption d'une approche globale de tous les problèmes de désarmement selon les principes que nous avons suggérés... Seule cette approche globale permettrait à une conférence mondiale de définir le cadre d'une action visant à assurer une coordination systématique des activités en cours dans diverses instances internationales" (A/PV.1995, p. 46).

## Côte d'Ivoire

"... nous accueillons avec intérêt l'initiative soviétique tendant à la convocation d'une CMD, à condition, bien sûr, que la conférence soit minutieusement préparée et que des objectifs précis mais non limités lui soient assignés" (A/C.1/PV.1899, p. 8).

"La réussite d'une telle conférence suppose, tout d'abord, la participation de tous les Etats et, notamment, de toutes les puissances nucléaires, nonobstant les divergences éventuelles qui peuvent subsister entre elles quant à la façon d'aborder tel ou tel aspect du problème du désarmement. Le refus d'une seule de ces dernières puissances de participer à une telle conférence enlèverait à celle-ci une grande partie de sa signification et limiterait dans une large mesure la portée de ses résultats éventuels. Compte tenu de la position adoptée à cet égard par certaines puissances, nous estimons que nous devons agir avec prudence et réalisme et éviter autant que possible de prendre des décisions hâtives qui risqueraient de nous priver de la participation de ces puissances" (A/C.1/PV.1899, p. 8-10).

"... nous pensons que nous avons tout à gagner et rien à perdre en prenant le temps qu'il faudra pour tenter de concilier, à travers des travaux préparatoires, des points de vue apparemment inconciliables, afin d'assurer la participation effective de tous les Etats, y compris les puissances dotées d'armes nucléaires" (A/C.1/PV.1899, p. 11).

"... ces premiers progrès /réalisés dans le domaine du désarmement/ peuvent ouvrir la voie à de fructueux débats qui permettront d'aboutir à des accords généraux dans le cadre d'une CMD" (A/PV.2053, p. 47).

## Jamaïque

"Lorsque nous examinons la question de la CMD, nous nous trouvons en réalité dans une double impasse... Il y a impasse entre les puissances nucléaires sur la question même du désarmement général et complet et ... il y a impasse entre les puissances nucléaires sur la question de savoir s'il faut ou non entamer la préparation d'une CMD" (A/C.1/PV.1953, p. 28-30).

"... Il faudrait procéder à des préparatifs minutieux et détaillés avant la convocation d'une CMD et ... prévoir une représentation aussi large que possible à une telle conférence" (A/C.1/PV.1953, p. 31).

"La convocation d'une CMD est une proposition saine en soi dans la mesure où la menace que posent les armes de destruction de masse, bien qu'elle émane d'un petit nombre de puissances, plane sur l'ensemble de l'humanité. L'universalité du danger n'est que trop claire et il faut faire en sorte que rien ne puisse différer indéfiniment la réunion de la conférence."

"Nous reconnaissons ici la nécessité et l'opportunité d'assurer la participation des cinq Etats dotés d'armes nucléaires, qui sont également membres permanents du Conseil de sécurité. Leur présence à la conférence est indispensable" (A/C.1/PV.1883, p. 71 et 72).

## Japon

"... la réunion d'une conférence mondiale du désarmement pourrait utilement servir à relancer les négociations sur le désarmement, sous réserve que la participation de tous les Etats dotés d'armes nucléaires et de tous ceux qui ont une importance sur le plan militaire soit assurée et qu'il ressorte des travaux préparatoires qu'une telle conférence a de bonnes chances d'aboutir" (A/6017, annexe I, p. 39; A/PV.1990; A/C.1/PV.1877; A/C.1/PV.1899).

"... nous devons examiner tous ces problèmes de la façon la plus attentive, au stade de la préparation de la conférence mondiale du désarmement, afin que celle-ci contribue réellement à faire progresser les négociations sur le désarmement et ne soit pas utilisée uniquement à des fins de propagande politique par tel ou tel pays" (CCD/PV.562, p. 8).

## Kenya

"Nous appuyons pleinement la convocation d'une telle conférence" (A/C.1/PV.1881, p. 3-5).

## Koweït

"... la proposition tendant à convoquer une CMD était un signe prometteur de désarmement, car elle pourrait éliminer l'impasse dans laquelle la question d'un désarmement complet et général se trouvait depuis de nombreuses années" (A/PV.2082, p. 49 et 50).

"... Le Koweït a soutenu la proposition visant à organiser une CMD. L'une des conditions essentielles au succès de la conférence serait d'obtenir la participation universelle à cette conférence. Nous espérons que la CMD prévue constituera le cadre voulu pour un effort universel visant à atteindre l'objectif commun d'un désarmement général et complet. Toutefois, la conférence devrait adopter comme l'un de ses principes fondamentaux qu'il est nécessaire de consacrer la plus grande partie des ressources libérées par la réduction des budgets militaires au développement économique et social des pays en voie de développement" (A/PV.2057, p. 58).

"... toutes les puissances nucléaires, qu'elles consacrent leur arsenal nucléaire à des fins défensives ou offensives, devraient participer à la conférence" (A/C.1/PV.1875, p. 47).

## Laos

Une CMD "relèverait davantage de la compétence des puissances nucléaires que de celle des pays non nucléaires; cependant /le Laos n'hésite/ pas à y apporter sa modeste participation, encouragé en cela par l'idée admise ici que la cause en question concerne au plus haut point tous les Etats Membres de notre Organisation... nous souhaitons vivement qu'un forum international, plus large que la Conférence

du Comité du désarmement, puisse être, en dépit des signes d'hésitation et d'opposition qui se manifestent encore au sein de notre Organisation, réuni en temps opportun et avec une généreuse et active participation de tous" (A/C.1/PV.1945, p. 2-6).

### Liban

Le Liban "a soutenu la proposition visant à tenir une CMD" (A/PV.1995, p. 67).

"L'Organisation des Nations Unies ne doit pas hésiter à saisir l'occasion qui lui est offerte d'entreprendre, grâce à la CMD, un programme complet de désarmement total" (A/PV.1995, p. 68-70, A/C.1/PV.1809).

### Libéria

Le Libéria a soutenu la proposition visant à tenir la CMD (A/C.1/PV.1879, p. 11).

"... il est temps ... de convoquer une CMD, car les représentants de tous les peuples doivent prendre en considération le sort de l'humanité dans son ensemble. Il faut permettre aux puissances non dotées d'armes nucléaires de participer à l'élaboration des idées concernant le désarmement, car ce sont elles qui, en dernier lieu, seront le plus touchées" (A/PV.1937, p. 48-50).

"Il serait regrettable que l'une quelconque des puissances nucléaires refuse de participer. Je suis convaincu que les puissances non alignées ne ménageront aucun effort pour encourager leurs alliés à participer à la conférence" (A/C.1/PV.1946, p. 52).

"... il serait souhaitable de maintenir l'organe qui existe et de créer un autre organe qui remplacerait la Commission du désarmement chargée à l'heure actuelle des problèmes du désarmement, le premier étant l'Assemblée générale et le second, la conférence mondiale du désarmement qui serait ouverte à 'tous les Etats' pour qu'ils participent à ses travaux" (A/8817, annexe I, p. 40).

### Luxembourg

"Le Gouvernement luxembourgeois s'est prononcé itérativement pour le désarmement et il est favorable à la convocation d'une Conférence mondiale tendant à poursuivre ce but. Afin de permettre à une telle conférence de se dérouler avec le maximum de chances de succès, il est nécessaire de procéder à une préparation adéquate et il est indispensable que les principales puissances militaires et notamment celles qui possèdent des armes nucléaires y participent." (Note datée du 1er juillet 1974, adressée au Secrétaire général.)

### Madagascar

Madagascar a préconisé "la convocation d'une conférence mondiale sur le désarmement, qui aurait pour objectif prioritaire l'élimination et la destruction totales de toutes les armes nucléaires et de toutes les armes d'anéantissement massif" (A/PV.2055, p. 41).

## Malaisie

La Malaisie "accueille avec satisfaction l'initiative de convoquer une CMD. Une conférence de ce genre ... offrirait à l'ensemble de la communauté mondiale un cadre approprié pour l'examen complet et systématique de ce problème vital. ... Pour assurer le succès de la conférence proposée, il est important que toutes les puissances nucléaires, qui manifestement portent en commun la responsabilité du désarmement, y participent. Il est tout aussi important que la conférence proposée soit précédée d'une préparation appropriée, complète et détaillée, sans laquelle elle serait manifestement inutile" (A/C.1/PV.1884, p. 76).

## Mali

"Aujourd'hui plus que jamais, la nécessité d'une conférence mondiale sur le désarmement se fait sentir. Pour arriver à quelques résultats, il nous faut la préparer avec soin en y conviant tous les Etats" (A/PV.2045, p. 14 et 15).

## Malte

"Il faut renouveler les efforts dans la recherche de cet objectif désarmement général et complet et la convocation d'une CMD au cours de la présente Décennie du désarmement semble être un pas dans la bonne direction" (A/C.1/PV.1833, p. 18; A/PV.1965; A/PV.2061).

## Mauritanie

La Mauritanie "a favorablement accueilli la proposition tendant à la convocation d'une CMD ... Cette conférence doit être distincte des rencontres internationales auxquelles nous sommes maintenant habitués, en ce sens qu'elle doit nécessairement, étant donné la situation que nous vivons, déboucher sur des décisions pratiques, audacieuses, applicables..." (A/C.1/PV.1889, p. 6).

"... la conférence devra être ouverte à tous les Etats, qu'ils soient ou non membres des Nations Unies, qu'ils possèdent ou non des armes nucléaires, quelles que soient leur taille et leur puissance économique ou militaire. Une importance toute particulière doit être accordée à la participation des cinq puissances nucléaires" (A/C.1/PV.1889, p. 7).

## Maurice

"... aussi longtemps qu'il n'y aura pas de traité portant interdiction totale des essais nucléaires, nous ne pourrons vraiment parler de possibilité de paix. Il se peut qu'une CMD, comme celle que la délégation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques propose d'organiser, constitue la réponse attendue. Nous pensons, quant à nous, qu'une telle conférence, si elle est bien préparée ... apportera les résultats souhaités à condition que les questions fondamentales, y compris l'arrêt de tous les essais nucléaires et la destruction de toutes les armes nucléaires existantes, soient abordées dès le départ, dans tous leurs aspects" (A/PV.2040, p. 54-55).

## Mexique

Le Mexique n'a "cessé de manifester la même attitude depuis 1965 ... apportant son appui inconditionnel à la proposition tendant à convoquer une CMD ouverte à tous les Etats" (CCD/PV.594, p. 34).

Le Sénat mexicain "a décidé de s'adresser à tous les parlements du monde pour leur demander d'appuyer, dans les limites de leurs pouvoirs constitutionnels respectifs, la proposition tendant à réunir en 1974 la première CMD, étant entendu que tous les Etats y participeraient mais que l'invitation à y participer n'aurait aucune conséquence légale ou politique en ce qui concerne le statut international d'un Etat quel qu'il soit" (A/C.1/1027).

"... nul ne peut mettre en question la responsabilité qui incombe à l'Organisation des Nations Unies en vertu de la Charte en ce qui concerne le désarmement et le renforcement de la paix; ... tous les peuples du monde ont un intérêt vital à ce que les négociations sur le désarmement soient couronnées de succès. De même, et avant tout, étant donné les maigres résultats que l'on a pu obtenir dans ce domaine ... nul ne niera qu'aujourd'hui, il est impérieux que chaque Etat fasse un nouvel effort pour obtenir que des mesures de désarmement efficaces soient adoptées et, plus particulièrement, des mesures de désarmement nucléaire. De même, nous sommes fermement convaincus qu'il ne se trouvera personne pour mettre en doute l'idée que la réunion d'une CMD, qui aura été envisagée avec soin et dûment préparée, peut promouvoir et faciliter la réalisation de ces objectifs" (A/PV.2022, p. 33, A/PV.1978).

"Il serait utile également qu'entre-temps, les membres chargés de maintenir le contact avec les puissances dotées d'armes nucléaires explorent officieusement la possibilité d'aboutir à des accords sur la solution de certains au moins des problèmes de désarmement les plus souvent mentionnés au cours des débats. Cela permettrait de hâter la venue du jour où l'on pourrait convoquer une conférence mondiale du désarmement à laquelle participeraient activement toutes les puissances nucléaires, et qui serait ouverte à tous" (A/AC.167/SR.2, p. 3).

"... il est essentiel que tous les Etats dotés de l'arme nucléaire - je veux parler des cinq puissances nucléaires - coopèrent activement et efficacement, spontanément et non sous la contrainte, à la tâche à accomplir si nous voulons progresser sur la voie menant à la réunion de la conférence" (A/PV.2116, p. 116, A/PV.2205)

Il est essentiel "que les puissances nucléaires soient en mesure de prêter leur concours sur un pied de totale égalité" (A/PV.2116, p. 116, A/PV.2205, p. 12).

"... Dans cette question délicate et complexe, il faut se laisser guider par ce sage conseil qu'expriment - chacune à sa manière - les maximes de nombreuses langues; ainsi, on dit en espagnol "no por mucho madrugar, amanece más temprano", en anglais, "let us make haste slowly" et en français, "rien ne sert de courir il faut partir à point". Certes, la patience n'a pas à être sans bornes, mais il ne faut pas non plus nier les vertus de la persévérance ni renoncer à un critère équilibré permettant des évaluations correctes. (Discours prononcé le 8 mai 1974 par le représentant du Mexique au Comité ad hoc pour la Conférence mondiale du désarmement.)

"... Il ne faut pas ... que les désaccords qui existent ou peuvent survenir entre les membres permanents du Conseil de sécurité aient de fâcheuses incidences sur l'examen de la question" (A/3693 et Corr.1, p. 7, par. 27).

### Mongolie

"La Mongolie appuie la proposition relative à une CMD" (A/C.1/PV.1839, p. 32).

"... alors que, dans certaines parties du monde, les conflits militaires continuent de faire rage, que subsiste toujours le danger d'un conflit armé qui éclaterait à l'échelle mondiale et que la course effrénée aux armements, y compris la course aux armements nucléaires, a un effet pernicieux sur l'ensemble de la vie internationale - la convocation d'une conférence, avec la participation de tous les Etats du monde, pour examiner les problèmes du désarmement dans tous leurs aspects prend un caractère d'autant plus actuel, d'autant plus urgent et d'autant plus opportun" (A/PV.1987, p. 28-30).

### Voir également : II

"... le fait même que la conférence se tiendrait contribuerait à améliorer le climat international. La baisse de la tension internationale peut et doit être renforcée et complétée par des mesures concrètes de désarmement" (A/C.1/PV.1940, p. 11).

"... vu son importance, la question du désarmement exige la participation à la conférence de tous les Etats du monde, grands et petits, quels que soient leur système politique et social ou leur statut à l'ONU ou dans les autres organisations internationales ... le facteur décisif du succès de la conférence sera la participation de tous les Etats qui possèdent un important potentiel de guerre, spécialement tous les membres permanents du Conseil de sécurité, c'est-à-dire toutes les puissances nucléaires" (A/C.1/PV.1873, p. 46).



## Maroc

La CMD "pourrait apparaître comme un cadre valable pour la réalisation du désarmement nucléaire, à condition qu'elle soit précédée d'une préparation minutieuse et de consultations sérieuses et actives tendant, d'une part, à créer les conditions politiques appropriées à la tenue d'une telle conférence et, d'autre part, à mettre au point les textes des accords qui devraient être discutés et approuvés par la conférence" (A/C.1/PV.1834, p. 26, A/C.1/PV.1875).

Le Maroc a exprimé le souhait "que le problème des pays qui, pour une raison ou une autre, ne sont pas encore membres des Nations Unies, soit résolu et que le principe de l'universalité indispensable à la réussite d'une entreprise aussi importante que difficile puisse être consacré par l'Organisation des Nations Unies avant la réunion de la conférence envisagée, permettant ainsi de donner à la Charte toute sa signification" (A/C.1/PV.1834, p. 26; CCD/PV.581).

De l'avis du Maroc, "la réussite d'une CMD dépend principalement de la création d'un climat international sain et détendu, pas seulement en Europe, mais aussi et surtout dans d'autres régions du globe troublées par des conflits armés et des tensions dangereuses et menaçantes" (CCD/PV.555, p. 18).

## Népal

Le Népal "a toujours préconisé la réunion d'une CMD, conférence à laquelle toutes les nations du monde, y compris les pays divisés, seraient invités à participer" (A/PV.1955, p. 36, A/PV.2043, A/PV.2136).

"Une CMD prend une importance accrue du fait que la participation de la Chine à la quête du désarmement obligera à adopter de nouvelles modalités et de nouvelles formes pour la conduite des négociations sur le désarmement. Les principes convenus Zorin-McCloy d'il y a dix ans et les projets de traités soviétique et américain sur le désarmement général et complet devront être révisés..." (A/PV.1985, p. 57).

Le Népal "pense qu'une CMD, si elle a lieu après des travaux préparatoires adéquats, créera obligatoirement une atmosphère favorable au désarmement, même si elle ne se trouve pas en mesure de régler tous les problèmes d'un seul coup. La tenue d'une telle conférence entraînera une participation universelle aux discussions portant sur le problème du désarmement et aidera à rallier l'opinion publique du monde entier à la cause du désarmement. Certains pays cherchent à donner la préférence et la priorité aux négociations et aux accords bilatéraux dans le domaine du désarmement et mettent en doute l'utilité d'une CMD. Mais des questions aussi vitales que les armes nucléaires et le désarmement complet et général intéressent tous les pays, grands ou petits, riches ou pauvres, et ont donc besoin d'être examinées et réglées dans le cadre d'une conférence où chacun aura une chance de faire connaître ses vues. Le succès d'une telle conférence nécessite la participation de toutes les puissances nucléaires. En outre, tous les pays devraient être invités à une telle conférence" (A/C.1/PV.1950, p. 42).

"... il faut, avant que la conférence ne soit convoquée, que les travaux préparatoires aient été menés à bien de façon adéquate. Le premier préalable à la réussite de la conférence sur le désarmement est que les cinq puissances nucléaires y participent. Le deuxième est qu'une telle conférence soit réunie en appliquant le principe de l'universalité. Tous les pays, y compris les pays divisés et ceux qui ne sont pas membres de l'ONU, pour une raison ou pour une autre, devraient être invités à participer à la conférence mondiale du désarmement" (A/C.1/PV.1883, p. 79-80).

#### Pays-Bas

Les Pays-Bas "sont disposés à envisager cette idée /de réunir une CMD/ de façon positive encore qu'ils aient dû surmonter certains doutes quant à la contribution spéciale que cette conférence pourrait apporter à la cause du désarmement" (A/8817, annexe I, p. 58).

On ne peut s'attendre qu'une telle conférence donne des résultats positifs si elle n'est pas préparée avec soin et si les puissances militaires importantes, et principalement toutes les puissances qui sont membres permanents du Conseil de sécurité, ne sont pas pleinement disposées à contribuer à ses travaux. C'est pourquoi la participation active de tous les membres permanents du Conseil de sécurité aux travaux préparatoires serait essentielle" (A/8817, annexe I, p. 58)

"Une CMD pourrait avoir quelque utilité si tous les Etats importants du point de vue militaire - et spécialement tous les Etats dotés de l'arme nucléaire - participaient à une telle conférence" (A/PV.1995, p. 61).

#### Nouvelle-Zélande

"Un des moyens grâce auxquels ... nous pourrions mettre fin à l'impasse actuelle sur la participation aux négociations sur le désarmement consiste à convoquer une CMD..." (A/C.1/PV.1887, p. 23-25).

"Une conférence mondiale du désarmement pourrait donc avoir un rôle utile à jouer dans le processus du désarmement ... il faut qu'elle satisfasse à deux conditions, à savoir : a) les Etats participants devraient parvenir à un accord substantiel sur l'ordre du jour, les modalités et les objectifs de la conférence dès avant sa réunion; b) il faudrait assurer la pleine participation de toutes les principales puissances politiques et militaires et notamment des cinq puissances nucléaires, aux préparatifs".

La Nouvelle-Zélande "... insiste particulièrement sur la nécessité de travaux préparatoires soignés, au cas où l'on s'entendrait en général sur l'opportunité de réunir une conférence. L'échec d'une conférence mondiale du désarmement pourrait représenter un grave revers pour la cause du désarmement en général et affecter négativement pour de nombreuses années les négociations menées par ailleurs" (A/8817, annexe I, p. 56-57).

La Nouvelle-Zélande "appuie la convocation d'une CMD dès que l'on sera sûr et certain que les puissances nucléaires sont prêtes à y participer. A ce propos, une décision de la Chine tendant à participer aux négociations relatives au désarmement serait largement acclamée et contribuerait de façon marquée à créer un climat et des perspectives de progrès véritable".

La Nouvelle-Zélande croit que "la diminution des tensions entre les nations a créé de nouveaux espoirs de progrès dans le domaine du désarmement et que ces progrès, à leur tour, sont essentiels pour aider à étayer la détente" (A/C.1/PV.1949, p. 68).

### Nigéria

"En principe /le Nigéria/ appuie pleinement la convocation de la CMD" (CCD/PV.594, p. 24; A/C.1/PV.1875, p. 58).

"... une CMD doit obligatoirement faciliter le progrès /des efforts entrepris actuellement dans le domaine du désarmement/" (A/C.1/PV.1875, p. 61).

### Norvège

"Nous nous sommes déclarés et nous continuons de nous déclarer pour la convocation d'une CMD ... /elle/ doit être préparée avec le plus grand soin en ce sens que l'on doit être raisonnablement assuré qu'elle donnera des résultats positifs. Cela dépend dans une large mesure des principales puissances militaires, en particulier des Etats dotés d'armes nucléaires ... qui portent des responsabilités spéciales" (A/C.1/PV.1953, p. 66).

"... une CMD pourrait donner à tous les Etats une meilleure compréhension du problème, politiquement complexe, du contrôle des armements et du désarmement et les rendre plus conscients à la fois des risques qui accompagnent la course aux armements et les confrontations militaires et le besoin de progresser dans la voie du contrôle des armements et du désarmement" (A/C.1/PV.1886, p. 38).

"Le succès d'une CMD dépendra dans une grande mesure de la confiance mutuelle entre les nations ... particulièrement entre les plus puissantes, ainsi que de la mesure dans laquelle elles sont disposées à coopérer" (A/8817, annexe I, p. 54).

### Oman

L'Oman "appuiera pleinement la convocation d'une conférence sur le désarmement mondial et les problèmes connexes" (A/AC.167/L.2, annexe, p. 12).

### Pakistan

"... nous nous félicitons de la proposition soviétique ... en vue d'une CMD ..." (A/PV.1953, p. 41).

"Si cette situation /de stagnation au sein de la CCD/ doit se prolonger, nous devons sérieusement envisager la possibilité d'établir d'autres tribunes, y compris la convocation d'une CMD" (A/C.1/PV.1842, p. 47).

"Nous saluons toute proposition de conférence qui réunirait tous les pays du monde, nucléaires et non nucléaires, et qui donnerait un nouvel élan aux négociations sur le désarmement et au renforcement de la sécurité de tous les Etats dans cette ère nucléaire" (A/PV.1996, p. 26).

"... il faut procéder à d'intensives consultations entre tous les Etats Membres si l'on veut réunir les conditions nécessaires au succès de la CMD" (A/PV.1996, p. 27).

"... il est nécessaire d'obtenir plus qu'un accord de principe si l'on veut décider de questions concrètes comme l'ordre du jour et le calendrier de la conférence, et nous estimons qu'il convient d'en tenir compte dans toute proposition relative à la réunion d'une conférence et les deux éléments - à savoir la décision même de réunir la conférence et la question de l'ordre du jour et du calendrier - ne doivent pas être dissociés" (A/PV.1996, p. 26).

A accepté "en principe l'idée d'une CMD; toutefois, en abordant cette question, il est de la plus haute importance de tenir compte des considérations suivantes : premièrement, tout nouveau dispositif de négociation que l'on envisagera de créer devra tenir compte des forces dans leurs réalités actuelles. Sinon, aucun mécanisme qui viendrait s'ajouter ou se substituer au mécanisme existant des négociations sur le désarmement ne serait constructif. Deuxièmement, nous ne pouvons pas ne pas tenir compte du fait que deux des cinq puissances nucléaires ont formulé des réserves quant à la CMD envisagée et son calendrier. Il va sans dire qu'une telle conférence ne peut être utile que si elle bénéficie du plein accord et du plein appui de toutes les puissances nucléaires. Troisièmement, ces pays ... qui sont favorables à la convocation d'une telle conférence ont eux-mêmes indiqué qu'ils sont contre toute action prématurée, comprenant que toute mesure hâtive ne peut que nuire à l'objectif que nous avons tous en vue" (A/C.1/PV.1885, p. 49-51).

A appuyé "en principe l'idée de convoquer une CMD le moment venu. La conférence devra arrêter son ordre du jour de façon à obtenir la participation de toutes les puissances nucléaires à ses délibérations. Pour qu'une telle participation soit possible, il nous faut faire autre chose que créer une nouvelle tribune ou apporter quelques modifications au mécanisme de négociations existant. Ce n'est qu'en décidant des réductions concrètes et substantielles des armes nucléaires et des armes modernes que les puissances ayant un potentiel nucléaire et autre écrasant seront en mesure d'établir leur crédibilité lors de négociations sur le désarmement. Une mesure importante qui contribuerait à établir la confiance mutuelle consisterait à prendre l'engagement de ne pas être le premier pays à employer l'arme nucléaire" (A/PV.2059, p. 62).

## Pérou

"Le Pérou appuie l'idée de tenir une CMD."

"L'importante initiative prise par l'Union soviétique a encore gagné en importance avec la présence effective de la Chine à l'Organisation, étant donné que les cinq puissances qui possèdent le plus grand potentiel de guerre au monde et possèdent l'arme nucléaire sont Membres de l'ONU" (A/PV.1996, p. 14-15).

Le Pérou était d'avis "que l'Assemblée générale devrait examiner la proposition relative à une CMD sans idées préconçues. Avant tout, l'origine réelle de l'initiative doit être comprise. Il s'agit là d'une très vieille proposition soumise par les nations non alignées, qui venait fort à propos étant donné la stagnation de la CCD. En outre, l'initiative doit être considérée comme un moyen d'encourager les négociations et d'obtenir la participation future de toutes les puissances nucléaires auxdites négociations" (A/C.1/PV.1943, p. 31).

"Le Pérou considère qu'une nouvelle mesure indispensable pour le renforcement de la paix et de la sécurité internationales est la convocation par l'Organisation des Nations Unies d'une conférence mondiale du désarmement" (A/PV.2124, p. 42).

"... il est nécessaire ... par l'intermédiaire d'une instance qui jouisse de l'autorité morale et politique que confère l'universalité, d'insufler une vie nouvelle dans les timides négociations qui ont eu lieu jusqu'à présent. Ces négociations, comme beaucoup l'ont déjà prouvé, n'ont fait qu'effleurer ce que l'on convient de considérer comme le désarmement" (A/PV.1996, p. 13).

"Nous croyons qu'une CMD qui réunirait tous les pays affectés par la course aux armements, particulièrement les pays nucléaires, et pas seulement les puissances intéressées à préserver un équilibre de terreur, donnerait un nouvel élan au rôle fondamental que doit jouer l'Organisation. ... la conférence devrait être ouverte à tous les Etats ... il est nécessaire d'insister vivement sur le fait qu'il est indispensable que toutes les puissances nucléaires participent dès les premières phases de la préparation de la conférence" (A/C.1/PV.1888, p. 74-75).

Voir également : VI.

## Philippines

La participation "des deux parties nucléaires non représentées aux négociations sur le désarmement pourrait fort bien être rendue possible grâce à la proposition relative à une CMD" (A/PV.1959, p. 35-36).

La CMD "constituerait une mesure de la plus haute importance en donnant un sens et un contenu à la Décennie du désarmement, qui est actuellement célébrée en même temps que la deuxième Décennie du développement" (A/PV.1959, p. 35-36; A/PV.1953).

"Une conférence du désarmement affecte virtuellement et vitalement tous les pays du monde et il n'est que normal que tous les pays qui souhaitent y participer soient les bienvenus. Les progrès accomplis dans la voie de la réalisation du principe de l'universalité à l'ONU incitent nettement à pratiquer l'universalité à une CMD" (A/PV.1994, p. 36).

Ont appuyé "la recommandation tendant à ce que toutes les puissances dotées de l'arme nucléaire, qui sont également membres permanents du Conseil de sécurité, soient représentées, ainsi que les principales puissances militaires" (A/C.1/PV.1889, p. 72).

### Pologne

"Si la responsabilité particulière des grandes puissances en matière de sécurité internationale et de paix mondiale est indéniable, la responsabilité en matière de désarmement doit être assumée par l'ensemble de la communauté internationale. ... Une conférence mondiale du désarmement sera l'instance la mieux choisie pour ce faire" (A/AC.167/L.2, Add.1; A/PV.1985).

"Nous approuvons pleinement l'initiative de convoquer une CMD. A l'heure actuelle se trouvent réunies les conditions favorables à la convocation d'une instance aussi autorisée et à l'obtention, à l'issue des débats, de résultats positifs" (A/PV.2042, p. 32; A/8817, annexe I).

"La Pologne se laisse constamment guider par le désir d'un désarmement général et complet. Nous sommes de ce fait en faveur de la convocation dans les plus brefs délais possibles de la CMD. ... la conférence pourrait marquer un tournant dans les efforts visant à libérer l'humanité de l'énorme fardeau des armements, renforcer la paix mondiale et promouvoir, dans des conditions de succès, le développement social et économique des nations du monde" (A/PV.2130, p. 28-30; A/PV.1953; A/PV.2130).

La participation à la CMD "devrait être universelle. Tous les Etats du monde - Membres de l'ONU et non membres, grands et petits, développés et en voie de développement, ceux qui appartiennent à des groupements militaires et ceux qui sont non alignés ou qui sont neutres - devraient être assurés de pouvoir participer à la conférence" (A/PV.1985, p. 22).

"L'une des conditions fondamentales pour réunir une CMD consiste à assurer une participation universelle, et en particulier celle de toutes les grandes puissances et des pays qui ont un potentiel industriel et militaire important. L'expérience passée montre qu'en l'absence de cette condition préalable, il est impossible à l'Organisation des Nations Unies de commencer à entreprendre des travaux préparatoires en vue d'une CMD" (CCD/PV.575, p. 15).

Pour la Pologne "il est essentiel que toutes les puissances nucléaires participent à une CMD, ainsi qu'aux préparatifs d'une telle conférence" (A/AC.167/SR.5, p. 6; A/PV.1985).

Voir également : II

#### Roumanie

"... l'intensification de la lutte en faveur de la mise en oeuvre du désarmement général et, au premier chef, du désarmement nucléaire, revêt une nécessité vitale. En ce sens, une action de grande portée ... serait la convocation de la conférence mondiale du désarmement" (A/8817, annexe I, p. 72).

"De par sa composition, son organisation, ses activités et ses procédures de travail, la CMD doit constituer un forum démocratique qui s'étaie sur le principe de l'égalité en droits des Etats. ... il est essentiel d'assurer que tous les pays, grands, petits ou moyens, détenteurs ou non détenteurs d'armes nucléaires, Membres ou non membres de l'ONU, puissent participer d'une manière effective, sur un pied d'égalité, aux débats et aux négociations, à l'adoption de toutes les décisions de ce forum" (A/8817, annexe, p. 73-74; A/C.1/PV.1876, p. 17).

#### Rwanda

"En proposant la réunion d'une CMD de tous les Etats Membres et non-membres, le Rwanda et l'ensemble de tous les pays non alignés se conforment aux principes traditionnels ... de paix et de coopération entre les nations" (A/PV.1994, p. 26).

En votant pour la CMD "nous aurons ainsi franchi une étape extrêmement importante dans le chemin qui mène vers le progrès réel des nations" (A/PV.1994, p. 26).

#### Arabie Saoudite

"Il ne fait pas de doute que le désir de l'Union soviétique et des autres Etats d'organiser une CMD à une date future est louable. ..." Mais, "certains des Etats qui possèdent l'arme nucléaire ou d'autres armes létales de destruction massive dans leurs arsenaux ne sont pas disposés à ce stade à participer à une telle conférence, ni même à en commencer les préparatifs par l'intermédiaire de comités qui seraient créés en dehors de la CCD...".

"D'aucuns avanceront peut-être que l'on obtiendra un minimum de succès même si les Etats-Unis et la Chine ne participent pas à une telle conférence. ... Mais, nonobstant toutes les vues divergentes sur la question, nous ne devrions pas accepter l'échec. Une solution doit être trouvée."

Nous pourrions recommander que "les grandes puissances désignent des experts qui se réuniraient à titre privé et officieux ... pour mettre au point le mandat /d'une CMD/" (A/C.1/PV.1877, p. 51-65).

"Le mandat de la conférence devrait comprendre la disposition selon laquelle la conférence ne devrait pas servir de plate-forme de propagande pour les Etats, petits ou grands. Il s'agirait d'une conférence technique..." (A/PV.1985, p. 86).

"... aussi longtemps que la France et la Chine ... ne coopéreront pas et ne participeront pas à une conférence mondiale, on ne parviendra pas à grand-chose" (A/C.1/PV.1872, p. 57).

"Une importante condition préalable au succès d'une CMD serait l'arrêt des essais d'armes nucléaires" (A/PV.1985, p. 77-80; A/C.1/PV.1833).

### Sierra Leone

La Sierra Leone "appuie la convocation de la CMD particulièrement au moment où le monde assiste à une soi-disant amélioration du climat politique international". Espérait que la CMD "contribuerait encore à l'esprit de détente entre les puissances nucléaires et à la normalisation des relations internationales" (A/C.1/PV.1953, p. 51; A/PV.1949).

La CCD aussi bien que les conversations bilatérales USA-URSS "ont chacune à sa façon contribué à prévenir une guerre globale, mais cela ne suffit pas. Pour obtenir un plein succès, il faut que toutes les nations du monde participent. Il est donc nécessaire d'examiner sur une large base toutes les questions du désarmement dans le cadre d'une CMD où tous les Etats, Membres ou non membres de l'ONU, peuvent se retrouver et faire connaître leurs vues" (A/PV.1889, p. 12-13).

Une CMD doit comprendre tous les Etats, parce que tout Etat qui n'y participerait pas "risquerait de ne pas se sentir disposé à respecter les décisions que la CMD prendrait" (A/PV.1889, p. 13).

Il était "absolument nécessaire que l'ONU fasse tout en son pouvoir pour promouvoir un meilleur climat dans la mesure où il s'agit du besoin d'un désarmement mondial" (A/PV.2060, p. 72).

"La participation à la conférence elle-même doit être générale. Il serait futile que tous les Etats importants du point de vue militaire, qu'ils soient ou non membres de l'ONU, ainsi que tous les Etats qui souhaitent y participer, qu'ils soient ou non membres de l'ONU, ne soient pas invités à prendre part aux délibérations. ... Espérait que des attitudes plus souples l'emporteraient en fin de compte et que les deux pays /la Chine et la France/ participeraient sans poser de préalable" (A/C.1/PV.1889, p. 13).



## Somalie

Pour la Somalie "grâce à l'initiative prise par l'Union soviétique de demander la convocation d'une CMD portant à la fois sur les armes nucléaires et sur les armes classiques, il existe désormais une possibilité véritable de réaliser des progrès importants sur la voie du désarmement. Mon gouvernement appuiera pleinement la proposition tendant à ce que cette conférence soit convoquée par l'Assemblée générale. Le désarmement, comme d'autres questions essentielles touchant la survie de l'humanité, doit être envisagé dans une optique globale, et cette question ne peut être réglée que par l'accord de la communauté mondiale" (A/PV.1943, p. 82).

## Espagne

"L'idéal d'un désarmement général et complet, sous un contrôle international approprié, a pris suffisamment corps dans l'esprit des gouvernements et dans la conscience des peuples pour permettre la tenue d'une CMD dans un proche avenir. ... les traités et conventions récemment conclus, tant sur le plan bilatéral que sur le plan multilatéral, en vue de limiter la production et l'utilisation d'armes nucléaires et d'interdire les armes bactériologiques sont la preuve des possibilités réelles qui existent dans ce domaine; par ailleurs, les lacunes que contiennent certains de ces accords, tant en ce qui concerne leur portée et leur contenu qu'en ce qui concerne le nombre de pays qui y ont adhéré, démontrent également la nécessité de concevoir le désarmement comme une entreprise commune de tous les Etats et de prendre en considération et de coordonner tous leurs points de vue, ce qui ne peut se faire que dans le cadre d'une CMD" (A/8817, annexe I, p. 18; A/PV.1995; A/C.1/PV.1946).

L'Espagne se prononce "en faveur de la convocation d'une CMD. ... Cette conférence constituerait la tribune politique et collective la plus appropriée pour procéder à l'analyse approfondie des progrès déjà réalisés et de ceux qui demeurent à accomplir dans le domaine du désarmement et en vue de l'élaboration d'un programme d'action..." (A/C.1/PV.1881, p. 21).

"... la conférence doit être soigneusement préparée" et "doit être synchronisée avec les progrès qui pourront être réalisés en ce qui concerne la conclusion d'accords bilatéraux spécifiques" (A/C.1/PV.1881, p. 21; A/AC.167/SR.4).

L'Espagne est convaincue "qu'il serait opportun de réunir aussitôt que possible une CMD à laquelle tous les Etats seraient appelés à participer" (A/AC.167/L.2, annexe, p. 4).

## Sri Lanka

"C'est précisément parce que la CCD et d'autres tribunes n'ont pas permis d'accomplir des progrès suffisants que nous jugeons le moment venu pour l'Assemblée générale d'assumer la responsabilité qui lui incombe aux termes de l'Article 11 de

la Charte d'étudier les principes généraux de coopération pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, y compris les principes régissant le désarmement et la réglementation des armements. Une conférence mondiale consacrée uniquement au désarmement serait en mesure d'accorder une attention pleine et entière, sans avoir à subir le poids de diverses autres questions telles que celles dont traite la Première Commission, à l'ensemble des problèmes relevant de la compétence de la CCD, sans aborder la question dans une optique par trop restreinte. Nous partageons l'avis de ceux qui estiment que, si l'on veut que la conférence soit couronnée de succès, il importe que toutes les puissances nucléaires y participent et que celle-ci soit ouverte à tous les Etats, et qu'elle exige en outre d'être soigneusement préparée" (A/C.1/PV.1887, p. 21).

"Les grandes puissances ont ici l'occasion de donner une preuve de leur bonne volonté et, partant, de créer un climat favorable au déroulement d'une telle conférence en s'engageant à renoncer totalement et sans condition à l'usage des armes nucléaires; à conclure sans plus d'excuse ni de retard un traité portant interdiction complète des essais d'armes; à mettre fin totalement à la fabrication de toutes les armes nucléaires; et à démanteler tous les arsenaux nucléaires" (A/PV.2145, p. 62; A/PV.2061).

#### Soudan

Le Soudan "a appuyé la résolution 2930 (XXVII) dans l'idée que tous les Etats du monde pourraient ainsi avoir l'occasion de participer et de contribuer aux efforts sur la voie du désarmement. Notre espoir est que l'existence d'un tel forum permettra de renforcer l'efficacité des organes délibérants de l'Organisation des Nations Unies et contribuera à la réalisation de l'objectif que constitue la Décennie du désarmement.

Le Soudan considère que l'un des aspects de la conférence revêt une importance primordiale, à savoir la participation de tous les Etats nucléaires. Au demeurant, il semble que cet aspect de la question ait été bien compris puisque l'Assemblée a accordé le plus haut rang de priorité au désarmement dans le domaine des armes de destruction massive. Il est donc essentiel pour le succès de la conférence d'assurer la participation de tous les Etats nucléaires, à moins que nous ne nous proposons de désarmer ceux qui sont dépourvus d'armes" (A/AC.1/PV.1941, p. 72).

#### Suède

"Si une nouvelle percée spectaculaire était accomplie, cela permettrait peut-être de libérer des forces de détermination politique qui pourraient infléchir la spirale de la course aux armements, au lieu de la renforcer perpétuellement. Il nous faut donc rechercher quelque nouvelle solution, voire quelque nouveau mécanisme propres à donner effet aux négociations sur la question du désarmement multilatéral. C'est la raison pour laquelle mon gouvernement en est venu à placer certains espoirs sur la convocation d'une CMD" (A/C.1/PV.1882, p. 41-42).

"... après les douze années de décevants échecs qui ont succédé aux espoirs soulevés par l'accord Zorine-McCloy, nous devons mettre en place un mécanisme plus efficace en vue de s'attaquer en profondeur et sous tous ses aspects à la question du désarmement. ... Telle est la raison impérieuse pour laquelle mon gouvernement a énergiquement appuyé la proposition tendant à convoquer une CMD" (A/C.1/PV.1941, p. 53).

La CMD "doit satisfaire à deux conditions : a) assurer la participation de toutes les grandes puissances et, en particulier, de tous les Etats dotés d'armes nucléaires; b) être soigneusement préparée" (A/C.1/PV.1941, p. 53; A/PV.2062; CCD/PV.576).

"Nous devons maintenant nous efforcer d'évaluer ... les raisons pour lesquelles les Etats-Unis et la Chine semblent réticents à participer à la conférence. Si leurs objections se fondent, dans le cas des Etats-Unis, sur la non-acceptation d'une quelconque réduction de leur formidable puissance militaire, ou bien, dans le cas de la Chine, sur le désir de gagner du temps afin de s'assurer à son tour une puissance militaire comparable, il existe alors peu d'espoir de réaliser le moindre progrès sur la voie du désarmement" (A/C.1/PV.1882, p. 42).

Deux des conditions préalables posées par la Chine quant à la réunion d'une CMD "devraient figurer à l'ordre du jour de la conférence et être examinées plus ou moins d'urgence suivant l'ordre des priorités qui auront été fixées" (A/C.1/PV.1882, p. 42).

"... dans la recherche d'une tribune où tous pourraient contribuer au débat sur les questions relatives au désarmement, il importe de ne pas négliger les mécanismes existants à l'intérieur de l'Organisation des Nations Unies, et au premier chef sa Commission du désarmement" (A/PV.1989, p. 16).

#### République arabe syrienne

"En tant qu'Etat en voie de développement non aligné, nous appuyons pleinement tous les efforts internationaux visant à la réalisation d'un désarmement complet et total qui libérerait le monde de la crainte d'une guerre nucléaire grâce à la destruction des stocks d'armes nucléaires existants, l'interdiction de toute nouvelle production d'armes nucléaires et la mise en place d'un véritable mécanisme de contrôle international chargé de veiller à ce que ces objectifs soient pleinement respectés" (A/PV.2058, p. 46).

De l'avis de la délégation syrienne, "une conférence mondiale du désarmement doit nécessairement reposer sur une vision claire du type de monde harmonieux en vue duquel les Etats constitutants sont invités à réaliser le désarmement" (A/C.1/PV.1887, p. 4-5).

"... il faudrait que toutes les puissances nucléaires participent à la conférence; faute de quoi, celle-ci se solderait par un échec" (A/C.1/PV.1887, p. 6).

## Thaïlande

"... une CMD comme celle dont la convocation a été proposée par l'Union soviétique mérite sans nul doute l'appui actif de tous les pays du monde" (A/PV.1946, p. 18).

"... il semble qu'un consensus se soit dégagé parmi les auteurs de la proposition et ceux qui l'ont ultérieurement appuyée pour qu'une telle conférence (CMD) soit ouverte à tous les Etats, et en particulier pour que toutes les puissances nucléaires y participent, de façon à en assurer le succès. Toutefois, il est également devenu manifeste que deux des puissances nucléaires continuent de formuler de fortes réserves en ce qui concerne cette proposition".

"... Certes, si une CMD réussissait à rassembler pour la première fois dans une même enceinte toutes les puissances nucléaires, ce serait un résultat très positif et cela constituerait un jalon sur la voie du contrôle des armements. Toutefois, que ce soit ou non voulu, il apparaît désormais qu'un tel espoir ne se réalisera pas dans l'avenir proche... C'est aux puissances nucléaires elles-mêmes qu'il appartient de s'efforcer d'harmoniser leurs vues et de créer les conditions nécessaires à l'heureuse issue d'une telle conférence" (A/C.1/PV.1884, p. 79-80).

"Les difficultés initiales qu'a soulevées l'organisation de la CMD envisagée n'ont guère facilité les choses, difficultés qui ne pourront être résolues que grâce à la bonne volonté mutuelle et non pas sous l'effet des pressions et des manoeuvres politiques. Etant donné que la participation à la conférence de toutes les puissances nucléaires et de tous les autres Etats militairement importants constitue une condition indispensable à son succès, nous devons explorer toutes les possibilités d'aboutir à un compromis et éviter d'agir avec trop de précipitation" (A/PV.2134, p. 52)

## Togo

"Mon gouvernement attache une grande importance au problème du désarmement. La paix et la sécurité mondiales ne peuvent être sauvegardées tant qu'un désarmement contrôlé ne sera pas réalisé. C'est pourquoi nous appelons de tous nos voeux la tenue dans les meilleurs délais de la conférence mondiale sur ce brûlant sujet, car la course aux engins de mort menace la paix non seulement du monde, mais prive inutilement une grande partie de l'humanité d'une aide accrue en faveur du développement" (A/PV.2048, p. 36).

## Tunisie

"La CMD est l'un des moyens qui peuvent aider à créer cette atmosphère de paix à laquelle nous aspirons... Cette conférence, de par son importance et l'acuité des problèmes qui y seront débattus, doit être préparée avec le maximum de sérieux et de minutie afin de lui donner toutes les chances de succès" (A/C.1/PV.1951, p. 58-60).

"... la tâche essentielle des Nations Unies est le renforcement de la paix et de la sécurité internationales. La CMD contribuera, nous en sommes convaincus, à la réalisation de cet objectif, car elle constitue un lieu approprié où les représentants de tous les pays, grands ou petits, nucléaires ou non, participeraient sur une base d'égalité à la discussion des problèmes fondamentaux affectant l'intérêt vital de tous les peuples."

"... le principal problème auquel se heurte la CMD n'est pas le choix du lieu et du règlement intérieur de la conférence mais celui des moyens d'obtenir la coopération des cinq puissances nucléaires. Ce dont il s'agit essentiellement est de rapprocher les points de vue divergents. Il est donc absolument indispensable de prendre en considération l'aspect politique de la question" (A/C.1/PV.1951, p. 61).

"Il ne fait pas de doute que la majorité des Etats considèrent qu'il faut convoquer une CMD. Tous s'accordent à penser que les puissances nucléaires devraient participer activement à cette conférence" (A/AC.167/SR.2, p. 8).

#### Turquie

La Turquie a accueilli avec satisfaction "l'initiative prise par l'Union soviétique de convoquer une CMD" (A/PV.1994, p. 6).

"... le succès d'une CMD constituerait une réussite majeure dans le domaine du désarmement. A ce propos, nous avons déjà souligné que deux des conditions préalables à remplir pour assurer le succès d'une telle conférence sont, d'une part, une préparation suffisante et, d'autre part, une participation universelle, y compris celle de toutes les puissances nucléaires" (A/C.1/PV.1951, p. 13-15; A/PV.1994, A/8817).

#### Ouganda

L'Ouganda a appuyé l'idée de la convocation de la CMD. "La conférence, en l'état actuel des choses, permettrait de créer un climat approprié pour l'adoption, dans les dix années à venir, de mesures partielles visant à interdire ou à limiter les essais nucléaires et les armements classiques" (A/C.1/PV.1888, p. 91).

"Tout en reconnaissant le fait qu'il existe déjà de nombreuses tribunes utiles, comme le SALT et la CCD à Genève, il reste que beaucoup de pays, comme le mien, n'ont pas été en mesure de participer pleinement aux travaux de ces organismes, et nous ne pouvons que considérer la CMD comme l'enceinte où nous pourrions tous exprimer et échanger nos vues sur les questions les plus récentes soulevées par les armements et sur les mesures visant à réduire la production et la prolifération de ces armements" (A/C.1/PV.1888, p. 92).

"... sans la participation des Etats-Unis et de la Chine, la conférence ne pourra accomplir un grand nombre des résultats souhaités" (A/C.1/PV.1888, p. 92).

L'Ouganda "juge qu'il est de la plus haute importance pour la communauté internationale que la CMD soit convoquée sans retard excessif, et que dans le cadre de cette conférence, tous les Etats membres de cette organisation soient représentés dans la recherche d'une solution satisfaisante qui aboutirait en dernier ressort au désarmement ainsi qu'au gel des budgets militaires et, il faut espérer, à leur réduction ultérieure" (A/C.1/PV.1943, p. 57).

République socialiste soviétique d'Ukraine

"... la proposition de l'Union soviétique tendant à convoquer une CMD est non seulement importante mais vient en temps voulu. En outre, la RSS d'Ukraine est convaincue que les conditions indispensables à la mise en place de cette importante tribune internationale sont désormais réunies. Il convient de souligner à ce propos que la nécessité pressante de réunir une CMD résulte des dangers auxquels sont exposés tous les peuples du monde par suite du renforcement incessant de la course aux armements" (A/PV.1989, p. 31).

"... la prise de conscience de la nécessité de réaliser l'objectif que constitue la cessation de la course aux armements grâce à la participation à la CMD aidera certainement les Etats participants à rechercher une solution aux problèmes internationaux de caractère politique, économique, idéologique et autre, qui divisent les pays et ont pour résultat de détériorer les relations qu'ils entretiennent. Sur la base du principe du renforcement de la paix et de la sécurité des peuples, et si l'on garde présent à l'esprit le fait que la paix est indivisible, il est possible et nécessaire de trouver des moyens propres à rassembler les pays dans une même enceinte, et à faire en sorte que ceux-ci unissent leurs efforts pour convoquer une CMD et en assurer le succès."

"... plus tôt cette conférence aura lieu, plus tôt un élan puissant sera donné ... à de nouveaux entretiens sur la question du désarmement, et plus tôt seront obtenus des résultats concrets en ce qui concerne la cessation de la course aux armements" (A/PV.1989, p. 37; A/PV. 1958; A/8817 annexe I, p. 68).

La RSS d'Ukraine "juge essentiel que tous les pays participent à ces travaux (de la CMD), qu'ils soient ou non membres de l'Organisation. Bien entendu, tous les Etats qui jouent un rôle militaire important doivent participer aux travaux de la conférence, y compris toutes les puissances nucléaires" (A/C.1/PV.1877, p. 47).

"... il est indispensable que tous les Etats du monde, y compris, cela va sans dire, toutes les puissances nucléaires, sans la participation desquelles il serait impossible de trouver une solution efficace au problème du désarmement nucléaire et du désarmement général et complet, conjuguent leurs efforts" (A/8817, annexe I, p. 69).

## Union des Républiques socialistes soviétiques

"Dans un passé encore récent, des Etats ont déjà envisagé la question de la convocation d'une conférence mondiale du désarmement. Pour des raisons diverses, il n'a pas été possible jusqu'à présent de convoquer une telle conférence. A l'heure actuelle, la situation politique générale s'y prête davantage.

Il faut profiter de cette évolution en considérant que, si des pourparlers sur le désarmement se sont poursuivis au cours des années d'après guerre dans les enceintes les plus diverses, jamais encore tous les Etats ne se sont réunis pour examiner ensemble les questions relatives au désarmement. Or, ce problème les concerne tous, sans exception.

L'universalité de la conférence mondiale et la participation de tous les Etats pourraient en favoriser le succès" (A/PV.1942, p. 14).

Le Gouvernement soviétique est convaincu "qu'à l'heure actuelle, les conditions indispensables sont réunies pour la convocation d'une CMD. Plus que jamais, les peuples se rendent compte de la nécessité d'adopter de nouvelles mesures décisives pour mettre un terme à la course funeste aux armements. En fait, le monde entier exige désormais le désarmement".

"La dernière décennie a permis d'accumuler une expérience positive considérable dans le domaine des négociations internationales sur le désarmement, qui montrent que la cessation de la course aux armements et le désarmement sont un but accessible bien que difficile à atteindre. On en trouve un témoignage dans la série d'accords internationaux déjà conclus sur la limitation de la course aux armements" (A/8757; A/8817, annexe I, p. 86).

Sur cette base "et pour arriver à une solution radicale des problèmes du désarmement, il faut que tous les pays, quels que soient l'étendue de leur territoire, le nombre de leurs habitants et le niveau de leur potentiel militaire et économique, participent à leur discussion et à la recherche des moyens les plus rationnels pour limiter et contenir la course aux armements, puis pour détruire les armements. Le désarmement concerne tout le monde et c'est pourquoi tous les Etats, malgré les différences entre leurs systèmes sociaux et économiques, doivent fournir leur apport à la solution de ce problème" (A/8817, annexe I, p. 86).

"La convocation de cette conférence et l'examen par cette dernière d'une vaste gamme de problèmes ayant trait au désarmement ont pour objet de renforcer l'importance du problème du désarmement dans la vie internationale contemporaine et d'attirer l'attention des gouvernements et de l'opinion publique de tous les Etats du monde sur ce problème important..." (A/PV.1978, p. 13-15).

"... Si on entamait des préparatifs pour convoquer une CMD, cela traduirait l'intérêt qu'attachent tous les peuples à l'instauration d'une nouvelle normalisation de l'atmosphère internationale et au renforcement de la paix et de la sécurité. La convocation de cette conférence serait un pas important vers la concrétisation du désir de détente tant militaire que politique dans les relations internationales, formulé par de nombreux Etats" (A/AC.167/SR.2, p. 11).

"L'union soviétique appuie l'opinion exprimée par la majorité des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, à savoir que la participation de toutes les puissances nucléaires ... revêt une grande importance" (CCD/PV.590, p. 20; A/C.1/PV.1934).

L'Union soviétique considère que "toutes les puissances nucléaires doivent participer à tout accord concernant le désarmement nucléaire. C'est précisément pour cette raison que l'URSS a également soumis une proposition en vue de l'organisation d'une conférence des cinq puissances nucléaires aux fins d'un examen complet des questions du désarmement nucléaire. Cette conférence pourrait permettre d'élaborer d'importantes conditions de base pour le succès de la conférence mondiale du désarmement. Par ailleurs, l'Union soviétique ne veut pas que l'organisation d'une conférence des cinq puissances nucléaires et la convocation de la conférence mondiale du désarmement dépendent l'une de l'autre en quoi que ce soit" (A/8817, annexe I, p. 87).

"Personne ne songera à nier que les problèmes de désarmement soulèvent de grandes difficultés. Mais les problèmes internationaux que l'on a réussi à résoudre jusqu'ici semblaient au début eux aussi insurmontables. Ce n'est donc pas en évoquant des difficultés objectives qu'on fait apparaître l'essentiel. C'est de politique qu'il s'agit. Or, la responsabilité de la politique incombe aux hommes et, en premier lieu, à ceux qui sont au pouvoir, à ceux qui tiennent les rênes de l'Etat" (A/PV.2126, p. 37).

"Certains prétendent que la Conférence mondiale du désarmement ne pourra pas faire oeuvre utile à cause du grand nombre de ses participants. Mais qui a dit que les problèmes complexes doivent nécessairement être réglés par deux ou trois Etats, qu'une grande conférence internationale ne peut aboutir à un accord.

Nous ne nous berçons pas de l'illusion que la Conférence mondiale du désarmement pourra trancher d'un seul coup toutes les questions à examiner. Qu'elle dure plusieurs mois, ou même plusieurs années, il n'y a pas de raison de s'y opposer si elle doit contribuer à la solution pratique de problèmes de désarmement venus à maturité.

On prétend aussi que la Conférence risquerait d'empêcher la recherche de solutions qui intéressent un nombre plus limité d'Etats. Ces craintes nous paraissent sans fondement. Des négociations multilatérales ne peuvent que favoriser des négociations bilatérales, et vice versa" (A/PV.2126, p. 42).

"... A la présente session de l'Assemblée générale, comme l'an dernier, d'aucuns ont dit qu'une condition préalable devrait être remplie avant même la convocation de la Conférence, à savoir que certains Etats prennent des mesures unilatérales pour limiter les armements.

... Formuler des conditions ou des exigences semblables avant l'ouverture de pourparlers internationaux ou d'une conférence du désarmement est déplacé en principe, s'il s'agit de conversations ou d'échanges de vues sérieux entre Etats souverains et égaux en droit. D'ailleurs, l'histoire montre que bien souvent on



a posé toutes sortes de conditions préalables pour compliquer ou pour saper des négociations. C'est ce qu'on constate en particulier lorsque ces conditions sont choisies à dessein de manière à poser des problèmes très difficiles. Par exemple, si l'on subordonnait la convocation de la Conférence mondiale du désarmement au règlement de la question de l'élimination des bases militaires en territoire étranger, cette conférence risquerait assurément d'être différée pour longtemps" (A/C.1/PV.1872, p. 36).

"... L'adversaire de l'idée de la Conférence avance en fait sa propre idée, son slogan et sa thèse : 'Que les autres désarment; mon pays, lui, continuera la course aux armements'. Aucun homme de bon sens, aucun gouvernement qui considère sérieusement le problème du désarmement ne sauraient accepter cette attitude : 'Que les autres désarment; nous, nous armerons'. Cette attitude mène directement à la guerre thermonucléaire et non pas au désarmement" (A/C.1/PV.1985, p. 36).

"Cet adversaire de la Conférence avance une autre idée, à savoir que les puissances nucléaires ne devraient pas recourir les premières à l'arme nucléaire. Mais pourquoi 'les premières'? L'Union soviétique - et le monde entier le sait, ainsi que l'Assemblée générale et les 135 Membres de l'Organisation - a émis une autre idée, plus large, raisonnable et plus convaincante, plus importante, qui épargnerait au monde une guerre nucléaire : l'idée du non-recours à la force dans les relations internationales et de l'interdiction définitive d'employer l'arme nucléaire" (A/C.1/PV.1985, p. 37).

### Emirats arabes unis

"... condamnent l'usage de la force et la course aux armements, sont en faveur du règlement des conflits par des moyens pacifiques, /et/ n'ont par ailleurs aucune observation ou suggestion précise à formuler sur la convocation d'une CMD et sur les problèmes connexes" (A/AC.167/L.2, annexe, p. 3).

### Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Le Royaume-Uni "reconnaît qu'il est nécessaire de ranimer périodiquement le sentiment de l'urgence avec laquelle les nations doivent s'attaquer au problème du désarmement et du contrôle des armements. Il reconnaît aussi qu'il importe au plus haut point que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité participent tous aux négociations internationales sur le désarmement. Pour cette réévaluation et ce renouvellement des efforts, l'Assemblée générale des Nations Unies constitue elle-même un lieu de rencontre naturel. Mais le Gouvernement du Royaume-Uni ne rejette à cet égard aucune autre formule qui bénéficierait de l'appui général. Il serait en faveur de la convocation d'une CMD si cette conférence devait avoir lieu avec l'appui général des Membres de l'Organisation des Nations Unies, et en particulier de toutes les puissances nucléaires, dont la participation active serait indispensable à l'étude de mesures applicables au domaine nucléaire comme le prévoit le préambule de la résolution 2833 (XXVI), et si des travaux préparatoires approfondis révélaient l'existence d'une base satisfaisante pour l'organisation d'une telle conférence" (A/8817, annexe I, p. 77-78; A/C.1/PV.1941; A/C.1/PV.1985).

"... L'organisation de cette conférence n'aura de sens qu'à la condition que toutes les grandes puissances militaires - et cela doit s'entendre également des cinq Etats dotés d'armes nucléaires - proposent de participer à la conférence et aux travaux préparatoires à cette dernière" (A/C.1/PV.1877; p. 16).

### République-Unie du Cameroun

"... dans le but de donner une impulsion et une inspiration nouvelles au début sur le désarmement, ... la convocation d'une CMD devient impérative. Il est question là de reprendre sur de nouvelles bases les négociations qui s'enlisent et de donner un nouvel élan aux efforts qui ont été jusque-là déployés sur le plan multilatéral et bilatéral" (A/C.1/PV.1884, p. 67).

Le Cameroun "renouvelle son appui à la Déclaration adoptée à la réunion ministérielle de Georgetown, en août 1972, ... dans laquelle les pays membres de la Conférence se sont réjouis de l'initiative prise en vue de la convocation d'une conférence mondiale sur le désarmement chargée de rechercher des solutions efficaces et se sont déclarés disposés à apporter leur appui pour son succès... il deviendra utile de rechercher les formules les plus indiquées pour obtenir la participation de tous les Etats, de manière à respecter dans cette entreprise le principe d'universalité qui doit être appliqué tout particulièrement dans ce domaine" (A/C.1/PV.1884, p. 68).

"Outre qu'elle continue à faire peser sur toute l'humanité les risques intolérables d'un holocauste nucléaire ... tout aussi inacceptable est le fait que la course aux armements contribue au détournement d'immenses ressources du circuit d'une coopération internationale solidaire indispensable aux efforts de développement des pays pauvres. C'est précisément en vue de remédier à cette situation que se situe la nécessité urgente de convoquer une conférence mondiale du désarmement à laquelle participeraient tous les Etats, grands et petits, dotés ou non d'armes nucléaires" (A/C.1/PV.1956, p. 12).

#### République-Unie de Tanzanie

"Seule une conférence du désarmement à l'échelle mondiale permettrait de répondre aux appels lancés dans le monde entier pour la cessation de la course aux armements insensée" (A/C.1/PV.1887, p. 56).

"Il faut que la conférence éventuellement chargée d'étudier le désarmement général et complet regroupe tous les Etats. Non seulement ses chances de succès s'en trouveraient ainsi largement renforcées, mais en outre les accords découlant d'une telle conférence auraient davantage encore de chances d'être appliqués" (A/PV.1951, p. 51; A/PV.1989).

"Selon la délégation tanzanienne, il faut s'efforcer d'obtenir la participation universelle de tous les Etats, qu'ils soient Membres ou non de l'Organisation des Nations Unies, à cette conférence. C'est en fonction du moyen le meilleur d'obtenir une telle universalité que l'on décidera si ladite conférence doit avoir lieu ou non dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies" (A/PV.1989, p. 28; A/PV.2043).

"... l'organisation d'une telle conférence exige ... des préparatifs minutieux. Il faudrait également s'assurer que les puissances nucléaires et les membres permanents du Conseil de sécurité participeront à cette conférence, car s'ils en étaient absents, les négociations seraient dénuées de tout sens" (A/C.1/PV.1896, p.57).

"... la convocation d'une conférence mondiale du désarmement a bénéficié d'une adhésion universelle. Les pays non alignés ont été unanimes à réclamer, au cours des dix dernières années environ et à l'occasion de quatre conférences pendant cette période, la convocation d'une telle conférence. Presque tous les pays ont exprimé devant la Commission leur adhésion à ce principe, à l'exception de deux, les Etats-Unis d'Amérique et la Chine, qui ont fait connaître les raisons de leur réticence ou de leurs réserves. Mais ma délégation estime qu'il faut examiner avec soin les divergences et les obstacles éventuels en la matière, dans le souci de concilier les unes et de surmonter les autres" (A/C.1/PV.1887, p. 56).

#### Etats-Unis d'Amérique

"... nous doutons qu'une approche aussi généralisée que celle d'une conférence mondiale du désarmement puisse aboutir à des résultats spécifiques. Il ressort de l'expérience acquise depuis la dernière guerre qu'une approche concrète et progressive offre de meilleures chances de succès que les plans plus grandioses, qui se traduisent généralement par une profusion de paroles, mais par peu de résultats" (A/PV.1950, p. 8 à 10; A/PV.1996).

Les Etats-Unis ne pensent pas "qu'une conférence mondiale du désarmement puisse permettre en fait, à l'heure actuelle, de parvenir à des accords concrets en matière de contrôle des armements. Il ressort des précédents dans ce domaine que des négociations menées soigneusement et patiemment sont irremplaçables. Une conférence de grande envergure et encombrante ne fournirait pas le climat favorable à des progrès réels; elle pourrait même être préjudiciable aux dispositions dont l'efficacité n'est plus à prouver et dans le cadre desquelles des négociations sont en cours. S'il s'agit de définir des objectifs généraux, la Première Commission de l'Assemblée générale, à laquelle sont représentées toutes les puissances nucléaires, s'acquitte de cette tâche et il n'est pas nécessaire de lui adjoindre une autre instance" (A/C.1/PV.1782, p. 51).

"... nous estimons que rien ne s'opposerait à ce que l'Assemblée générale, si l'ensemble de ses membres le désirent, fasse observer dans une résolution qu'une conférence mondiale du désarmement pourrait en temps opportun jouer un rôle dans le processus de désarmement" (A/C.1/PV.1872, p. 52; A/8817, annexe I, p. 23).

"On peut espérer que les gouvernements, lorsqu'ils communiqueront au Secrétaire général leurs vues à ce propos, se poseront les questions suivantes : quels peuvent être les résultats d'une telle conférence? Contribuera-t-elle effectivement à l'élaboration d'accords judicieux en matière de contrôle des armements? Est-il réellement nécessaire de remplacer ou de doubler l'examen et l'évaluation des problèmes de contrôle des armements auxquels se livre normalement la communauté internationale et qui constituent, nul ne l'ignore, l'une des tâches essentielles des réunions annuelles de l'Assemblée générale? Nous venons être réalistes en affirmant qu'une telle conférence ne permettra pas d'atteindre ces objectifs et par conséquent nous voyons mal l'intérêt de réunir cette conférence. Un travail sérieux en matière de désarmement suppose la recherche d'un compromis et d'un accord grâce à des échanges de vues calmes et concrets dans une atmosphère relativement libre de toute polémique. Nous doutons sérieusement qu'une conférence mondiale du désarmement offre ces caractéristiques" (CCD/PV.560, p. 16 et 17).

"Toute tentative visant à démontrer que certains participants souhaitent le désarmement tandis que d'autres ne le souhaitent pas ne pourrait que retarder les progrès en ce qui concerne les questions du contrôle des armements et du désarmement. Malheureusement, comme il ressort de la dernière session de l'Assemblée générale, les discussions relatives à une conférence mondiale du désarmement sont propices à des échanges de propos de ce genre, comme aussi à des échanges animés sur des questions totalement étrangères à la solution des problèmes du contrôle des armements et du désarmement. Les Etats-Unis estiment que la convocation prématurée d'une conférence mondiale du désarmement, ou celle d'une commission préparatoire, risquerait d'aboutir à cette rhétorique pernicieuse plutôt qu'aux échanges de vues réfléchis, calmes et concrets qui sont nécessaires pour un travail sérieux concernant les questions sous-jacentes de sécurité et les problèmes techniques complexes inhérents au processus de désarmement dans sa phase actuelle" (A/8817, annexe I, p. 21).

"Si les progrès vers le désarmement sont difficiles, c'est pour une bonne part parce que les problèmes et les antagonismes internationaux qui stimulent la concurrence en matière d'armes restent à résoudre. Convoquer prématurément une conférence mondiale ne permettrait pas de s'attaquer à ces problèmes avec tout le sens des responsabilités et toute la réflexion voulus. Nous estimons par conséquent que l'Assemblée générale doit éviter de susciter dans le monde l'espoir qu'il existe maintenant des possibilités pour des progrès importants et rapides en direction du désarmement général, ce qu'elle ne manquerait pas de faire en décidant de la préparation et de la réunion d'une conférence mondiale du désarmement. Décider maintenant d'entamer des préparatifs, ou fixer la date d'une conférence, conduirait inévitablement à des désillusions et à des déceptions. Le résultat serait préjudiciable, et non pas favorable, à l'accomplissement de la tâche véritable, qui est de développer les méthodes et la confiance réciproque sur lesquelles s'appuient la limitation et la réduction des armements" (A/8817, annexe I, p. 21).

"Nous attachons de l'importance au maintien d'un organisme efficace, compétent et exercé, de composition limitée, chargé de poursuivre des négociations multilatérales sur le contrôle des armements et le désarmement. La complexité et la difficulté inhérentes au sujet exigent des membres de cet organisme à la fois de l'expérience et de la constance. La nécessité de travailler dans le cadre d'un organisme de composition limitée ne doit pas être imputée à un désir d'exclusivité, mais à la dynamique même du processus de l'élaboration de restrictions de caractère conventionnel qui puissent être généralement acceptées en ce qui concerne les armements" (A/8817, annexe I, p. 22).

"Les problèmes relatifs à l'organisation de négociations multilatérales sur le contrôle des armements sont extrêmement délicats, épineux même. Nous estimons qu'il convient de les aborder avec réflexion et prudence par la voie de consultations officieuses. Nous considérons qu'il serait préjudiciable d'essayer de les résoudre en convoquant prochainement une conférence mondiale du désarmement. On risquerait ainsi de pousser les Etats à adopter une position rigide sur des questions qui ne peuvent se régler qu'à force de patience et de souplesse. La convocation prématurée d'une conférence mondiale du désarmement pourrait alors, sans les remplacer par aucun mécanisme efficace, affaiblir les institutions existantes qui, en ce qui concerne le contrôle des armements et le désarmement, ont apporté d'importantes contributions" (A/8817, annexe I, p. 23).

"La conférence, pour ne pas décevoir les espoirs de tous ceux qui souhaitent parvenir à des progrès rapides en matière de désarmement, devrait pouvoir offrir des perspectives réelles d'accord concernant des mesures importantes en matière de contrôle des armements. Or ce n'est pas faute d'une instance appropriée, mais parce qu'il n'existe pas d'accord sur le plan politique, que nous ne pouvons prendre des mesures plus décisives pour parvenir à un monde plus pacifique où les stocks d'armements se trouveraient réduits. Une conférence mondiale du désarmement risque bien plus de succomber à ce manque d'accord que de parvenir à le surmonter. Cela pourrait bien se traduire par un ralentissement de nos travaux et par une désillusion générale. C'est pourquoi nous estimons qu'il ne faut pas réunir maintenant une conférence mondiale du désarmement, ni fixer une date pour une telle conférence ou créer un mécanisme en vue de sa préparation" (A/C.1/PV.1934, p. 36; A/C.1/PV.1985).

## Uruguay

"L'Uruguay appuie résolument cette proposition /relative à une conférence mondiale du désarmement/. Les questions de désarmement intéressent tous les pays, développés ou en voie de développement, riches ou pauvres, car ... c'est le sort de toute l'humanité qui est en jeu" (A/C.1/PV.1841, p. 13 à 15).

"... cette conférence aboutira à des résultats constructifs et non négatifs" (A/C.1/PV.1876, p. 12).

Il faudrait que cette conférence mondiale du désarmement soit "totalement universelle" (A/C.1/PV.1841, p. 13 à 15).

## Venezuela

"... le meilleur moyen de mettre un terme à la course aux armements est d'essayer de parvenir à un contrôle satisfaisant de ces armements sous la supervision efficace de l'Organisation des Nations Unies ... consiste à convoquer une conférence mondiale du désarmement qui doit être soigneusement préparée" (A/C.1/PV.1953, p. 21 et 23).

"... il est urgent de réunir une conférence mondiale du désarmement qui offre la seule possibilité d'élaborer les moyens et les procédures susceptibles de conduire à un désarmement général et complet sous un contrôle international effectif" (A/C.1/PV.1953, p. 26).

La conférence "devrait être ouverte à tous les Etats sans exception aucune" (A/PV.1992, p. 23 à 30; A/C.1/PV.1887).

Quand on parle de la "participation de tous les Etats sans exception", il s'agit de "tous ceux qui, selon le critère généralement accepté, exercent une juridiction effective sur une population donnée et sur un territoire donné, qu'ils soient Membres ou non de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées, et indépendamment du fait qu'ils soient reconnus ou considérés comme tels par tous les autres Etats" (A/PV.1992, p. 31).

"Les pays non alignés ... ont préconisé la réunion d'une conférence mondiale du désarmement" (A/C.1/PV.1887, p. 46).

"... le succès de la conférence envisagée dépendra notamment de la participation de toutes les puissances militaires et en particulier de la participation des Etats qui disposent d'armements nucléaires" (A/PV.1992, p. 31).

## Yougoslavie

La Yougoslavie s'est montrée favorable à l'idée d'une conférence mondiale du désarmement qui figure depuis des années à l'ordre du jour des "réunions des pays non alignés et en faveur de laquelle l'Organisation des Nations Unies s'est déjà prononcée dans sa résolution 2030 (XX) du 29 novembre 1965" (A/PV.1987, p. 23 à 25).

Il est "indispensable ... d'intensifier les efforts entrepris par l'ensemble de la communauté internationale pour renforcer la paix mondiale et la sécurité internationale, ainsi que pour créer les conditions qui permettent aux pays de parachever leur indépendance et de progresser sans entraves dans le domaine économique et social. Le désarmement constitue un élément essentiel et une partie intégrante de ce processus".

"... une conférence mondiale du désarmement, tenue sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies avec la participation de tous les pays, dans le respect de leurs intérêts vitaux, créerait des conditions favorables à la réalisation de ces objectifs" (A/8817, annexe I, p. 90 et 91; A/C.1/PV.1877, p. 38 à 40; A/C.1/PV.1941; A/PV.1987).

"... il faut utiliser la plus grande part possible des ressources dégagées grâce au désarmement pour s'efforcer de résoudre plus rapidement les problèmes liés au développement. La réunion de la conférence mondiale du désarmement constitue ... le meilleur moyen de lancer le processus du désarmement général, notamment du désarmement nucléaire" (A/PV.2130, p. 12).

"... la réunion d'une conférence mondiale du désarmement favoriserait très largement la formulation d'un programme global relatif à ... une nouvelle politique /en matière d'armements/ qui permettra à tous les pays de participer activement aux efforts entrepris ultérieurement dans le domaine du désarmement" (CCD/PV.595, p. 8).

"... les événements mondiaux les plus récents ont plus que justifié la position adoptée par le Gouvernement de la RFS de Yougoslavie en la matière, à savoir qu'il faudrait redoubler d'efforts pour permettre dans les plus brefs délais la convocation d'une conférence mondiale du désarmement, précédée des préparatifs voulus" (A/AC.167/L.2/Add.4, p. 1).

## Zaïre

Le Zaïre s'est déclaré en faveur de la convocation d'une conférence mondiale du désarmement. La résolution 2930 (XXVII) de l'Assemblée générale, adoptée à une très large majorité, "représentait ... un nouveau pas important dans la recherche continue des solutions sur la question du désarmement" (A/C.1/PV.1949, p. 79; A/C.1/PV.1889).

Le Zaïre a lancé "un appel à toutes les parties pour qu'elles surmontent les difficultés qui les séparent afin que la conférence, que les peuples épris de paix attendent depuis si longtemps, puisse se réunir" (A/AC.167, SR.5, p. 13).

## Zambie

"Nous demeurons fermement convaincus qu'une conférence mondiale du désarmement serait une tentative d'une grande portée et marquerait peut-être un véritable début dans notre recherche d'un désarmement réel... Nous demeurons persuadés que tous les pays doivent participer sur un pied d'égalité à toutes les discussions relatives à la paix et à la sécurité. Toutes les décisions bilatérales prises par les grandes puissances et qui se répercutent sur d'autres pays, qu'ils soient grands ou petits, sans tenir pleinement compte de leurs intérêts légitimes, sont pour nous inacceptables. Nous estimons d'autre part qu'une paix et une sécurité mondiales fondées sur l'équilibre de la puissance, qui semble être le cadre dans lequel sont conclus les accords bilatéraux négociés entre les superpuissances, sont illusoirs" (A/PV.2130, p. 39-40 et 41).

"La prolifération des armes de destruction massive reste l'un des plus grands problèmes de notre époque. Pour mettre un terme à la course aux armements, il faut réunir une conférence mondiale du désarmement à laquelle toutes les puissances nucléaires devraient être invitées à participer sans condition préalable... Une telle conférence contribuerait de façon importante à la paix et à la sécurité internationales. Notre objectif doit rester le désarmement général et complet, et pas seulement des mesures unilatérales, comme le Traité sur la non-prolifération, qui tendent à maintenir le statu quo" (A/PV. 1945, p. 66; A/C.1/PV.1883; A/PV.2130).

"Nous réclamons une conférence qui, nous l'espérons, aboutira à des résultats positifs dans le domaine du désarmement. Nous estimons également qu'il faudra préparer avec soin cette conférence pour garantir son succès... Il faut assurer que tous les pays nucléaires puissent participer à une telle conférence" (A/C.1/PV.1947, p. 32; A/PV.2130).

"Etant donné que les questions relatives à la sécurité internationale nous concernent tous, nous sommes convaincus que toutes les nations du monde doivent participer pleinement à la discussion desdits problèmes. Nous sommes donc favorables à la proposition de réunir une conférence mondiale du désarmement à laquelle nous souhaitons que tous les Etats, nucléaires et non nucléaires, participent au même titre" (A/PV.2051, p. 17).



## II. Principaux objectifs de la conférence

### Afghanistan

Peut-être le but prioritaire d'une CMD est-il le désarmement nucléaire "car les armes nucléaires sont de loin les plus dangereuses et les plus destructrices..." (A/C.1/PV.1883, p. 83-85).

"... grâce aux efforts concertés de tous les Membres ... on pourrait parvenir à un accord selon lequel les grandes puissances s'entendraient pour éliminer toutes les armes nucléaires et toutes les armes de destruction massive, ainsi que pour conclure une convention sur le désarmement général, complet et universel, sous contrôle international efficace" (A/C.1/PV.1883, p. 84-85).

### Argentine

Voir : I.

### Australie

La CMD "devrait avoir des objectifs et un ordre du jour susceptibles d'être généralement acceptés" (A/8817, annexe I, p. 3).

### Autriche

La CMD "devrait fournir l'occasion de discuter de tous les aspects du désarmement et de la limitation et du contrôle des armements; aboutir, si possible, à des accords concrets; imprimer un élan positif à des négociations ultérieures dans les divers domaines du désarmement. Ces négociations ultérieures pouvant, pour des raisons pratiques, être entreprises comme précédemment dans le cadre d'organismes d'un format plus réduit, l'une des tâches de la conférence serait d'étudier la forme et la composition qu'il serait préférable de donner à l'organisme ou aux organismes en question" (A/8817, annexe I, p. 4).

Le but de la conférence serait de "renforcer l'esprit de détermination des gouvernements qui veulent arrêter et renverser la course aux armements" (A/PV.1990, p. 4, par. 31).

### Belgique

La CMD "devrait permettre aux gouvernements d'affirmer et d'acter les volontés politiques actuelles en matière de désarmement. C'est ainsi que pour la Belgique, l'objectif principal de la conférence serait de donner une impulsion nouvelle aux travaux en matière de désarmement ... elle devrait se garder d'aborder les problèmes sous l'angle purement technique. En revanche, elle est appelée à élaborer des directives et à établir des priorités destinées à l'organe de négociation" (A/8817, annexe I, p. 6).

## Brésil

La conférence "doit viser à renforcer la sécurité internationale et ... la plus haute priorité doit être donnée au désarmement nucléaire. En outre, la conférence devrait pouvoir fournir des directives générales en ce qui concerne les négociations futures sur le désarmement et d'autres questions connexes en établissant un programme pour ces négociations et en mettant sur pied un mécanisme international approprié permettant de les mener à bien" (A/AC.167/SR.5, p. 14-15).

"Une fois convoquée, si elle l'est, la CMD devrait être prête à procéder à une évaluation réaliste de l'importance des accords internationaux déjà conclus, qu'il s'agisse de pactes collatéraux, de dispositions visant à renforcer la confiance, ou de mesures, multilatérales ou bilatérales, de limitation et de contrôle des armements. La conférence devrait être prête aussi à formuler des directives générales applicables aux négociations ultérieures, à adopter pour ces mêmes négociations un programme dont les priorités soient clairement définies, enfin à déterminer par quel mécanisme institutionnel s'effectueraient ces négociations" (A/C.1/PV.1878, p. 41).

Voir aussi : I.

## Bulgarie

"... l'objectif principal d'une CMD est de fournir à tous les Etats la possibilité d'exposer leur point de vue sur les divers aspects du problème du désarmement. La confrontation des vues de chaque pays permettrait d'ouvrir de nouvelles voies pour convenir des activités pratiques que les Etats devront entreprendre dans ce domaine et pour résoudre les problèmes du désarmement dans leur ensemble, sans pour autant que cette nouvelle forme de négociation prenne la place d'autres formes déjà établies et dont la nécessité et l'utilité ont déjà été démontrées."

La CMD "devrait ... établir un programme des divers travaux de désarmement à venir, tant pour les armes nucléaires que pour les armes classiques. Elle donnerait des instructions à un organe issu d'elle, donnerait des avis à d'autres organes internationaux, pour l'exécution de tâches concrètes fondées sur une procédure de négociations universellement acceptée ... un certain nombre de problèmes du désarmement, qui appellent une décision urgente ... pourraient être réglés au cours de la conférence elle-même ... la CMD pourrait jouer un rôle important, à la fois ... en accélérant l'entrée en vigueur des ... accords (réalisés, mais non encore signés ou ratifiés par certains Etats) ... et en élaborant des moyens efficaces pour les faire observer par tous les pays." (A/8817, annexe I, p. 8; A/C.1/PV.1874).

## République socialiste soviétique de Biélorussie

"... cette conférence doit être une instance dans laquelle tous les pays du monde ... pourraient ... échanger des opinions et confronter leurs positions et leurs vues respectives sur l'ensemble des problèmes du désarmement touchant aussi bien les armes de destruction massive que les armes et les forces armées de type classique, et conjuguer leurs efforts pour déterminer les moyens les plus efficaces de résoudre ces problèmes" (A/8817, annexe I, p. 66).

## Canada

L'objectif était "... de faciliter le progrès vers le désarmement général et complet en concentrant l'attention mondiale sur les dangers et les coûts de la course aux armements et sur le besoin urgent de s'orienter vers le contrôle international des armements et le désarmement, en permettant aux Etats intéressés qui n'ont pas encore jugé opportun de participer aux négociations sur le désarmement de le faire et en créant un climat de compréhension sur les bases duquel un accord pourrait être réalisé par la voie de négociations" (A/8817, annexe I, p. 11).

"Dans la mesure, donc, où la proposition de CMD répond à des critères positifs et peut concentrer efficacement l'opinion mondiale sur l'importance suprême du désarmement à une époque d'armes de destruction massive, on peut compter sur le Canada pour l'appuyer" (A/PV.1987, p. 38-40).

## Chili

Voir : I.

## Chine

La conférence "doit avoir un but clair, celui d'examiner la question de l'interdiction complète et de la destruction totale des armes nucléaires, et à titre de première mesure d'aboutir à un accord solennel par lequel tous les pays dotés d'armes nucléaires s'engagent à ne pas utiliser ces armes à aucun moment ni en aucune circonstance" (A/PV.1995, p. 32; A/C.1/FV.1949, p. 57).

## Colombie

La CMD "doit viser à limiter à la fois les armes nucléaires, qu'il faudra parvenir finalement à éliminer, et les armes classiques" (A/AC.167/SR.5, p. 16).

## Cuba

"... l'objectif essentiel de la conférence doit être de réunir tous les pays en un lieu où chacun puisse exposer les problèmes du désarmement, en vue d'aboutir à la destruction totale des armes nucléaires et de mettre fin à la course aux armements; mais en même temps il doit être d'établir clairement l'obligation, pour

tous les pays, de respecter et de garantir l'indépendance, la sécurité et l'intégrité territoriale de tous les pays. La condition indispensable de ce processus serait l'élimination des bases militaires créées par l'impérialisme dans le monde entier, et qui constituent les fers de lance de sa politique d'expansion, de subversion, de domination et d'agression" (A/C.1/PV.1883, p. 63-65).

Voir aussi : I.

### Chypre

Chypre voit dans une CMD "un moyen d'aborder d'une façon nouvelle le problème du désarmement et les autres problèmes qui y sont étroitement liés et de donner un nouvel élan à l'effort mondial. Une telle conférence pourrait aider les puissances nucléaires à s'arracher à la course apocalyptique aux armements" (A/8817, annexe I, p. 12; A/PV.1996).

"La conférence devrait examiner sereinement le chemin parcouru jusqu'à présent au cours de l'effort de désarmement, ainsi que les méthodes adoptées pour conférer à cet effort plus d'importance et plus d'efficacité" (A/PV.1996, p. 16).

La conférence "... doit d'abord et surtout s'attacher à faire cesser la course aux armements ... Mettre fin à cette course est la clef de la solution de tout le problème du désarmement. C'est en mettant fin à la course aux armements que l'on dégagera des ressources pour le développement. C'est ainsi qu'on créera un climat plus pacifique dans le monde" (A/PV.1996, p. 22).

"... il faut et on souhaite généralement qu'un élan nouveau et universel soit imprimé au désarmement. Une CMD comme celle que l'on envisage pourrait manifestement être le moyen d'imprimer cet élan, de faire un inventaire systématique et complet des progrès, s'il en est, qui ont été réalisés jusqu'à présent en matière de désarmement, d'élaborer l'ordre du jour qui s'impose pour les travaux à venir, enfin de créer les organes subsidiaires qu'exigeraient des négociations intensives et efficaces" (A/C.1/PV.1949, p. 51).

Voir aussi : I.

### Tchécoslovaquie

"... elle pourrait être une force pour résoudre les conflits internationaux non réglés, pour éliminer les foyers actuels de guerre, et pour atteindre le but final : l'établissement d'une paix durable, exempte de troubles, au profit de l'humanité tout entière" (A/C.1/PV.1935, p. 33).

La CMD "visera un seul objectif : le désarmement mondial" (A/C.1/PV.1873, p. 23-25).

La CMD "pourrait aussi faire une évaluation complète des résultats auxquels ont jusqu'à présent abouti les débats sur le désarmement, et tracer les perspectives d'avenir" (CCD/PV.567, p. 8).

## Danemark

Une CMD "offrirait une tribune permettant de formuler et d'échanger des idées et des suggestions au sujet des questions soulevées par le désarmement, ce qui pourrait imprimer un nouvel élan aux négociations concrètes et détaillées en matière de désarmement qui doivent se poursuivre au sein des organes et par les voies qui sont les mieux désignées pour conduire ce genre de négociations. Les principaux objectifs d'une conférence mondiale du désarmement pourraient être de faire le point en ce qui concerne les problèmes de désarmement et de suggérer des principes et des priorités sur lesquels pourraient reposer à l'avenir les négociations concrètes et détaillées dont il est fait mention ci-dessus" (A/8877, annexe I, p. 14; A/C.1/PV.1884).

## Egypte

La CMD "devrait ... s'efforcer de donner, avec la participation de la communauté mondiale tout entière, un nouvel élan politique aux négociations multilatérales en matière de désarmement. De par sa nature et sa portée, un tel élan devrait aboutir à l'établissement de directives clairement définies permettant d'orienter ces délibérations vers la réalisation d'une limitation réelle des armements et l'application de mesures de désarmement, avant tout dans le domaine nucléaire" (A/8817, annexe I, p. 16).

"... il faudra examiner attentivement dans quelle mesure fonctionne le système de sécurité collective des Nations Unies tel que l'a institué la Charte, système qui, avec le désarmement, constitue le pilier de la sauvegarde de la paix et de la sécurité internationales" (A/C.1/PV.1879, p. 5).

"... le moment est venu d'étudier le désarmement, en particulier le désarmement nucléaire, dans un contexte plus large qu'auparavant, et d'aborder le processus d'instauration d'une ère de modération et d'ajustements universels et réciproques, fondée sur les espoirs que nourrissent tous les pays en ce qui concerne les exigences de la sécurité interdépendante et la limitation des armements. Telles sont essentiellement les raisons pour lesquelles l'Egypte est favorable à la convocation d'une CMD ouverte à tous les Etats" (A/C.1/PV.1879, p. 5; CCD/PV.555).

"... elle concentrerait constamment l'attention du public sur la nécessité urgente de trouver le moyen de mettre fin à la course aux armements, en particulier aux armements nucléaires, premier pas en direction de l'objectif final : le désarmement général et complet" (A/PV.1985, p. 11).

## El Salvador

"... les résultats positifs qu'on pourrait attendre d'une CMD ... évaluer l'expérience issue des conflits et de l'insécurité et récemment acquise et évaluer le travail accompli par la CCD en vue de réduire à un dénominateur commun la conscience et les idées de tous les membres de la communauté internationale

sans distinction; donner la priorité aux préoccupations nationales et internationales en matière de désarmement; déterminer avec précision les liens existant entre désarmement, sécurité collective et accélération du développement; établir des critères universels pour la conclusion d'accords régionaux et sous-régionaux, enfin, lancer une action progressive et systématique pour traiter du désarmement conçu comme un tout" (A/PV.1994, p. 18-20).

"... analyser, non pas en eux-mêmes mais par rapport à la sécurité collective, au développement et aux domaines régionaux et sous-régionaux de la sécurité, les problèmes généraux que posent le désarmement ainsi que la limitation et le contrôle des armements ... placer au premier plan des préoccupations de la communauté internationale le problème du désarmement et indiquer les lignes de conduite à court, moyen et long terme avec un large appui de l'opinion mondiale ... élaborer la stratégie mondiale du désarmement de manière à ce qu'elle rejoigne la stratégie mondiale du développement ... créer les institutions et les organes qu'exige l'étude progressive, mais constante et rationalisée, des problèmes du désarmement, pour ce qui est non seulement des armes nucléaires mais aussi des armes chimiques et bactériologiques et des armes de type classique, étant entendu que l'examen mondial du problème demande à être complété par un examen détaillé aux niveaux régional et sous-régional, les problèmes de minisécurité appelant des solutions de minidésarmement. ... indiquer les éléments fondamentaux et les principes généraux des traités régionaux et sous-régionaux de sécurité et de désarmement, et encourager les pactes 'supervisés' de limitation des armements, tant entre les grandes puissances qu'entre les petits et moyens Etats" (A/C.1/PV.1883, p. 11).

#### Finlande

"Le principal objectif de la conférence mondiale devrait être la réalisation d'un désarmement général et complet sous contrôle international efficace. Le désarmement présuppose l'élimination et l'interdiction totale des armes nucléaires ainsi que la réduction des forces armées et des armements classiques au niveau indispensable au maintien de l'ordre sur le plan intérieur et à la préservation de la paix internationale. Dans le cadre des efforts qui s'exercent à travers le monde en vue de réaliser le désarmement, il y aurait lieu de s'attacher tout spécialement à la suppression des armes de destruction massive. Ces questions devraient aussi occuper la place prioritaire qui s'impose au cours de la conférence" (A/8817, annexe I, p. 24; A/C.1/PV.1943).

"L'un des objectifs nécessaires de la conférence mondiale serait de donner un caractère universel aux négociations sur le désarmement. La participation à cette conférence mondiale de tous les membres permanents du Conseil de sécurité, de tous les pays militairement importants ainsi que des pays divisés est manifestement indispensable si l'on veut parvenir à des résultats valables" (A/PV.2045, p. 73-75).

#### France

Voir : I.

## République démocratique allemande

"... la conférence devrait viser à mettre tous les Etats, quels que soient leur dimension et leur système économique et social, en mesure d'exprimer leurs vues sur les problèmes de désarmement tant en ce qui concerne les armes nucléaires que les armes de type classique, de les comparer entre elles et, après un échange d'opinions complet et détaillé, de concentrer tous leurs efforts sur la recherche des meilleurs moyens de résoudre ces problèmes" (A/8317, annexe II, p. 1 et 2).

"Il y a unanimité sur le but général qu'elle devrait viser et qui est le désarmement général et complet; l'élaboration et l'application de mesures partielles appropriées peuvent contribuer à atteindre ce but" (A/C.1/PV.1941, p. 11).

## Ghana

"... le principal objectif de la CMD proposée devrait être de rassembler, en observant le principe de l'universalité et de l'égalité, des représentants des pays du monde entier, afin qu'ils expriment leur pensée et échangent des idées sur toutes les questions de désarmement, dans le dessein de rechercher les moyens de résoudre ces questions et de réaliser un désarmement général et complet sous contrôle international efficace" (A/C.1/PV.1883, p. 57).

"C'est ainsi que nous envisageons une conférence qui se mettra au travail immédiatement, afin de concevoir un projet pour la Décennie du désarmement dans laquelle nous sommes censés être entrés" (A/PV.1985, p. 37).

"En tête de liste des priorités de la conférence devrait figurer l'action destinée à contenir le risque de guerre nucléaire" (A/C.1/PV.1946, p. 18).

## Guinée

Voir : I.

## Hongrie

"i) Faire en sorte que tous les Etats intéressés et, en particulier, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité participent ensemble à l'étude des questions de désarmement.

Le défaut crucial de la Conférence du Comité du désarmement à Genève est que la République populaire de Chine et la République française ne participent pas à ses travaux.

ii) Evaluer les accords internationaux conclus jusqu'ici sur la question de la course aux armements et sur les problèmes du désarmement.

iii) Encourager de nouvelles suggestions pour préparer la voie au désarmement général et complet.

iv) Institutionnaliser l'examen international des questions de désarmement.

v) Intensifier l'intérêt marqué par l'opinion publique mondiale pour la cause du désarmement" (A/8817, annexe I, p. 31).

## Inde

"Il est évident que la discussion devrait englober tous les problèmes de désarmement, y compris les mesures partielles et accessoires, sans oublier néanmoins que l'objectif est un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace. Cependant, de façon à maintenir une certaine finalité, une attention extrême devra être accordée à deux principaux objectifs :

i) Donner la priorité absolue aux mesures de désarmement nucléaire et à l'élimination de toutes les armes de destruction massive.

ii) Consacrer les économies réalisées grâce aux mesures de désarmement au développement économique et social, particulièrement au profit des pays en voie de développement" (A/8817, p. 35).

Une CMD "pourrait avoir un effet politique positif en mobilisant l'opinion mondiale et en créant le climat international qu'exige la réalisation de progrès plus rapides et plus tangibles en direction du désarmement. Elle contribuerait à déterminer et à élaborer des priorités et des directives en vue de négociations plus fécondes", et "à créer le cadre dans lequel il serait possible de négocier par la suite des mesures concrètes par voie d'accords internationaux" (A/C.1/PV.1880, p. 12).

## Indonésie

Voir : I.

## Iran

"... nous accueillerions avec faveur et sympathie toute mesure qui puisse contribuer à susciter un désarmement général et contrôlé. Il nous semble qu'une CMD constituerait un pas important dans cette direction ... elle peut éveiller l'opinion mondiale et créer un climat propice à des solutions pratiques.

... une CMD peut dissiper cette résignation (dûe à l'inaction et à la lenteur des progrès du désarmement) ... elle peut contribuer à la détente et au renforcement de la sécurité internationale, puisque le problème du désarmement ne saurait être



résolu sans que le soient les problèmes de sécurité" (A/PV.1990, p. 46-47; A/PV.1940).

### Irlande

"... envisage favorablement les buts que vise la proposition de l'URSS, à savoir la convocation d'une CMD qui examinerait l'ensemble des problèmes relatifs au désarmement, y compris ceux des armes nucléaires et de type classique, priorité étant donnée, si l'on se met d'accord, aux questions d'interdiction et d'élimination des armes nucléaires" (A/PV.1987, p. 41).

"... on a proposé de donner la priorité à l'interdiction et à l'élimination des armes nucléaires. Les principes que met en jeu l'interdiction de leur emploi ont déjà fait et peuvent encore faire l'objet de débats, mais tant qu'il existera des armes nucléaires, on n'a aucune garantie réelle qu'il n'en sera pas fait usage. Il ne sera pas facile d'obtenir l'élimination des armes nucléaires, laquelle dépend essentiellement de négociations entre les cinq puissances qui sont seules à les posséder. Dans le cadre de la Décennie du désarmement, qui s'est ouverte en 1970, on trouvera peut-être d'utiles idées d'ordre du jour dans le programme détaillé de désarmement qui figure au document A/8191, et qui a été recommandé par l'Assemblée générale dans sa résolution 2661 C (XXV)" (A/PV.1987, p. 46).

### Italie

"A notre avis, la définition des ... buts pourrait être examinée attentivement lors de la phase préparatoire de la conférence. Nous aimerions toutefois mettre en relief qu'un but fondamental ... doit ressortir de la proposition soviétique : le désarmement général et complet.

Il devrait être le but principal de la conférence, et en même temps l'idée primordiale d'où procéderaient les consultations devant conduire à sa convocation..." (A/PV.1995, p. 41).

Voir aussi : IV.

### Kenya

"... les principaux objectifs de la CMD devraient être les suivants :

1. Trouver une solution en vue d'aboutir à un accord sur un désarmement général et complet;
2. Obtenir des puissances nucléaires l'assurance qu'elles déploieront tous leurs efforts en vue de mettre fin à la course aux armements et à la fabrication d'armes nucléaires et de limiter les systèmes d'armes stratégiques;
3. S'efforcer d'obtenir des puissances nucléaires qu'elles s'engagent à limiter les vecteurs d'armes nucléaires stratégiques offensives destinées à la défense antimissile;

4. Explorer les utilisations pacifiques possibles de l'énergie atomique par l'entremise de l'Agence internationale de l'énergie atomique;

5. Elaborer des moyens permettant de consacrer les fonds utilisés jusqu'à présent à la fabrication d'armes nucléaires au progrès des pays en voie de développement. En outre, veiller à ce que tous les apports des techniques nucléaires soient envisagés dans le contexte du progrès de ces pays;

6. Assurer l'élimination, dans les eaux internationales ainsi que dans l'espace aérien sus-jacent et dans les fonds marins correspondants, de toutes les formes d'installations militaires et d'installations d'appui logistique, la liquidation des armes nucléaires et des armes de destruction massive ainsi que la suppression de toute manifestation de présence militaire des grandes puissances dans les eaux internationales conçue dans le contexte de la rivalité qui oppose les grandes puissances;

7. Mettre au point un système permettant de prendre les dispositions voulues en vue de donner effet à tout accord international qui pourrait être conclu pour que les eaux internationales demeurent des zones libres" (A/AC.167/L.2, annexe, p. 8-9; A/8817/Add.1, p. 2-3).

#### Liban

"La conférence devra examiner et évaluer les résultats déjà obtenus dans le domaine du désarmement, sanctionner les nouveaux projets de traités et de conventions qui lui seront présentés, et formuler les directives nouvelles qui orienteront les mesures de troisième phase" (A/C.1/PV.1889).

"Cette conférence doit contribuer à dissiper les craintes croissantes de l'humanité, mettre en oeuvre, progressivement et par étapes, l'interdiction des armes de destruction massive et la destruction de ces armes et, en fin de compte, parvenir au désarmement souhaité pour assurer la sécurité internationale" (A/PV.2041, p. 3-6).

#### Libéria

"... la prochaine conférence du désarmement devrait consacrer un certain temps à l'examen et à l'étude des moyens d'assurer la confiance entre les nations, grandes et petites; elle devrait aussi consacrer du temps à l'élaboration de plans permettant de policer le monde au moyen de satellites qui contrôleraient les activités militaires de tous les Etats et qui constitueraient une garantie contre le développement des moyens militaires de tel ou tel Etat" (A/C.1/PV.1946, p. 57).

"... l'objectif de la conférence devrait être d'adopter des mesures réalistes et objectives visant à éliminer tous les types d'armes nucléaires et à réaliser un désarmement général et complet sous contrôle international efficace" (A/PV.2051, p. 53).

## Madagascar

Voir : I.

## Malte

"... l'une des premières tâches de la CMD proposée pourrait être l'étude détaillée d'un programme complet de désarmement" (A/C.1/PV.1833, p. 19-20).

## Mauritanie

"... la conférence doit : premièrement, rechercher les moyens les plus efficaces d'interdire l'emploi et la fabrication des armes nucléaires et de détruire tous les stocks existants. Deuxièmement, conclure un accord sur la limitation et l'arrêt de la course aux armements de type classique. Une attention toute particulière doit être accordée aux armes chimiques, biologiques et bactériologiques dont la production et l'usage devraient être, sans tarder, strictement interdits. Troisièmement, réduire le budget militaire et les effectifs des forces armées de chaque pays pour les ramener au niveau qu'exige la sécurité interne. Les sommes ainsi libérées seront employées à des fins pacifiques et productives" (A/C.1/PV.1889, p. 8).

La CMD "... doit ... aboutir ... à détruire toutes les bases étrangères que certaines puissances ont édifiées sur le sol d'autres pays; ... à réduire les budgets militaires et les effectifs des forces armées de tous les pays" (A/C.1/PV.1949, p. 41).

## Mexique

"Le premier but de la CMD ... serait de développer les possibilités d'action des Nations Unies ..., en complétant le dispositif international existant par l'adjonction d'un organe composé de tous les pays, qui se réunirait tous les trois ou quatre ans et qui, sans empiéter sur la suprématie de l'Assemblée générale, dont il dépendrait, jouerait en matière de désarmement un rôle analogue à celui que joue la CNUCED dans son propre domaine, c'est-à-dire pour les questions économiques et sociales."

"Entre autres fonctions, la conférence serait chargée d'étudier avec soin l'application pratique de la résolution de l'Assemblée générale et d'évaluer objectivement les progrès réalisés dans le domaine du désarmement, en comparant les progrès respectifs des armements et du désarmement, et en adoptant, à la suite de ses travaux, les résolutions qu'elle jugerait utiles" (A/C.1/PV.1872, p. 7).

## Mongolie

"... la tâche essentielle de la conférence doit consister à unir et à intensifier les efforts de tous les Etats - Membres de l'ONU ou pas, grands ou petits, nucléaires ou non nucléaires, développés ou en voie de développement - en vue de trouver les moyens les plus rationnels et les plus généralement acceptables de résoudre les problèmes que pose la cessation de la course aux armements et la réalisation du désarmement; ... La conférence doit également mettre tout en oeuvre pour trouver des solutions concrètes aux problèmes de désarmement qui sont les plus pressants" (A/C.1/PV.1873, p. 41-42; A/8817, annexe I, p. 51).

La Mongolie "partage l'opinion selon laquelle la conférence pourrait très utilement examiner les questions relatives aux mesures à prendre pour assurer le caractère universel des accords déjà conclus et leur rigoureuse application. Cette tâche est indispensable étant donné que ces accords internationaux se rapportent à des mesures d'importance vitale propres à assurer la limitation des armes de destruction massive."

"... une CMD permettrait aux gouvernements des Etats intéressés de porter toute leur attention sur les aspects les plus importants du problème du désarmement, d'avancer de nouvelles idées, de soulever de nouveaux points et aussi d'arrêter les grandes lignes de mesures susceptibles de favoriser la conclusion d'un accord dans ce domaine d'importance vitale. Une telle conférence par ailleurs conjuguerait utilement ses effets à ceux des pourparlers bilatéraux et multilatéraux qui sont menés à l'heure actuelle ou qui le seront éventuellement un jour" (A/PV.1987, p. 31; A/C.1/PV.1873).

## Maroc

"... La conférence pourrait avoir comme objectifs principaux : premièrement, évaluer et stimuler les efforts déployés dans le domaine du désarmement sur les plans international, régional et bilatéral; deuxièmement, faire en sorte que l'opinion mondiale soit mieux informée des questions relatives au désarmement; troisièmement, élaborer une déclaration mondiale sur le désarmement qui constituerait une charte pour tous les pays du monde et leurs efforts tendant à faire ralentir la course aux armements et à réduire les dépenses militaires au bénéfice du développement. Cette déclaration servirait également de directive aux différents organismes chargés tout spécialement des négociations sur le désarmement" (A/C.1/PV.1875, p. 7).

## Népal

Le Népal "est fermement convaincu qu'une conférence ne peut être en soi ni futile ni décevante. Même si nous ne parvenons pas à atteindre l'objectif final, nous aurons fait quelque chose de bien en cherchant tout au moins à considérer les problèmes et à en mesurer la complexité et la portée" (A/C.1/PV.1883, p. 79-80).

## Pays-Bas

Le but principal de la conférence "serait de faciliter un débat général sur le désarmement entre le plus grand nombre possible de participants en vue d'établir des directives que des négociations appropriées permettraient de préciser" (A/8817, annexe I, p. 58).

## Nigéria

"Le Nigéria pense qu'une CMD devrait avoir pour objet principal de rassembler, selon le principe de l'égalité et de l'universalité, les représentants du monde entier qui viendront exprimer leurs opinions et échanger leurs points de vue sur l'ensemble des très nombreux problèmes du désarmement en vue, bien entendu, de trouver les moyens de résoudre ces problèmes et d'atteindre l'objectif du désarmement général et complet sous contrôle international ... Une CMD devrait jouer le rôle d'une source d'inspiration permanente et soutenue et être en même temps un endroit où reconstituer ses forces. Ce faisant, elle devrait non seulement passer en revue les réalisations du passé mais aussi évaluer les efforts en cours et fixer le rythme auquel il faudra s'efforcer dans l'avenir de réexaminer à la fois l'efficacité et les défauts du dispositif actuel de désarmement afin de le modifier pour autant que cela sera nécessaire" (A/C.1/PV.1875, p. 62).

## Norvège

"... il serait approprié qu'une telle conférence procède à un examen général des problèmes que posent le contrôle des armements et le désarmement ... Cela permettrait peut-être de dégager une conception nouvelle et plus profonde de ces problèmes, des directives politiques générales et un ordre de priorité pour les efforts à déployer à l'avenir dans ce domaine" (A/8817, annexe I, p. 55).

"Si elle se déroulait dans les conditions voulues, une CMD pourrait contribuer à centrer l'attention de l'opinion publique mondiale sur la course aux armements qui s'accélère sans cesse dans toutes les régions du monde et en particulier sur l'écrasant fardeau financier que cette course impose aux peuples du monde. Une conférence pourrait contribuer à mobiliser dans le monde entier les appuis dont on a bien besoin pour limiter puis réduire les armements. Bref, une conférence pourrait donner une nette impulsion à l'intensification des travaux dans le domaine du désarmement" (A/C.1/PV.1886, p. 39-40).

"... une CMD pourrait sans doute également contribuer à encourager les pays à souscrire à des traités dont nous nous sommes félicités collectivement en tant que Nations Unies mais auxquels nous ne nous sommes pas encore sentis en mesure d'accéder en tant que pays individuels ... Une conférence pourrait probablement avoir l'effet d'un catalyseur qui donnerait à toutes les grandes puissances militaires la possibilité de s'intéresser véritablement aux négociations sur le désarmement. En particulier ... /la Norvège/ espère que la République populaire de Chine et la France s'associeront sous peu aux négociations internationales sur le désarmement" (A/PV.1992).

## Pérou

"... l'objectif d'une telle conférence serait d'abord d'arriver à un désarmement qualitatif, c'est-à-dire à la suspension de tous les essais nucléaires dans tous les milieux afin de prévenir tout nouveau perfectionnement de ces armes. Le deuxième objectif serait de réaliser un désarmement quantitatif par l'élimination des armes nucléaires et autres armes de destruction massive" (A/PV.2124, p. 42-43; A/C.1/PV.1888).

## Philippines

"La CMD non seulement créerait un climat d'urgence mais de plus ferait prendre conscience à l'opinion publique des buts et objectifs des négociations sur le désarmement" (A/PV.1994, p. 36).

"L'objectif de la conférence devrait être de parvenir à un accord sur les importants problèmes prioritaires du désarmement. Le désarmement nucléaire paraît être la question la plus urgente à l'ordre du jour et à en juger par ses rapports et déclarations, le Secrétaire général serait le premier à accorder une telle priorité au désarmement nucléaire" (A/PV.1994, p. 41).

"Le problème du désarmement général et complet mérite lui aussi de se voir accorder une haute priorité. Ma délégation a attaché une importance toute particulière à ce problème dont la solution est à considérer comme un objectif des Nations Unies dans le domaine du désarmement".

La CMD "permettrait à la communauté internationale de ... renforcer le lien entre le désarmement et le développement économique. En ayant pour objectif de progresser autant qu'il est possible sur la voie menant au désarmement général et complet sous contrôle international efficace, la CMD devrait se soucier non seulement des armes terrifiantes de destruction massive mais aussi des armes de type classique, tant à l'échelon global qu'à l'échelon régional. En d'autres termes, elle devrait essayer de dégager un programme d'ensemble qui conduirait à un accord sur le désarmement général et complet" (A/C.1/PV.1889, p. 71).

## Pologne

"Une CMD devrait répondre à deux objectifs principaux : tout d'abord, veiller à ce que tous les aspects du désarmement intéressent tous les Etats, à la fois dans le domaine des armements nucléaires et dans celui des armements conventionnels, que ce soit à l'échelle mondiale ou à l'échelle régionale, soient abordés et, deuxièmement, veiller à ce que tous les Etats participent sur un pied d'égalité et de façon constructive à la discussion sur les problèmes de désarmement" (A/AC.167/L.2/Add.1, p. 3; A/C.1/PV.1828; A/C.1/PV.1874; A/8817, annexe I).

"La conférence pourrait passer en revue les aspects politiques, économiques, sociaux et militaires du désarmement et faire des recommandations à leur sujet" (A/C.1/PV.1874, p. 7).

"... la priorité devrait être accordée à l'élimination des ... armes de destruction massive" (A/PV.1985).

## Roumanie

La Roumanie "... conçoit la CMD comme un haut forum de débats et de négociations ... qui examinerait minutieusement des mesures concrètes visant à la cessation de la course aux armements et au désarmement et, au premier chef, à l'interdiction et à la destruction des armes nucléaires ... et contribuerait d'une manière effective à leur adoption".

"Il convient de substituer les discussions générales sur le désarmement qui ont eu lieu jusqu'à présent par des négociations efficaces, de mettre sur pied des programmes concrets de désarmement et de passer sans plus tarder à les traduire en actes, pas à pas".

"Périodiquement, dans le cadre des travaux de la CMD et à l'occasion des sessions annuelles de l'Assemblée générale des Nations Unies, l'on s'attacherait à examiner la manière dont la conférence remplit le mandat qui lui aura été imparti, de même qu'à évaluer les progrès enregistrés dans la voie de la mise en oeuvre des programmes concrets du désarmement, tout en convenant des mesures et des actions complémentaires qui pourraient être nécessaires à chaque nouvelle étape" (A/8817, annexe I, p. 72-73).

"... la CMD devrait permettre de faire en sorte que les peuples soient tenus pleinement au courant des faits nouveaux pour ce qui est de la course aux armements et de ses graves conséquences et de l'état actuel du désarmement : la conférence devrait également permettre de mobiliser toutes les forces de paix et de progrès pour que soit encouragée la lutte pour une cessation rapide de la course aux armements et pour l'application des mesures de désarmement. L'opinion mondiale devrait être informée de toutes les activités de la conférence mondiale, des efforts déployés, des résultats obtenus et des vues, suggestions et propositions des Etats de manière qu'elle soit en mesure d'exercer un contrôle constant et efficace" (A/C.1/PV.1876, p. 17).

"... les aspects essentiels de la nouvelle phase /des négociations relatives au désarmement/ pourraient être résumés comme suit : universalité de l'effort de négociation; attaque de front des principaux problèmes ne se limitant pas à un débat général; et adoption sans plus de délai de mesures concrètes de désarmement. La proposition tendant à ce que l'on tienne une CMD constitue un pas important dans cette direction ..." (A/PV.1992).

"Nous concevons une telle conférence comme un haut forum gouvernemental jouissant d'une compétence générale en matière de désarmement et où les débats et les négociations se feraient sur la base de la participation de tous les Etats" (A/PV.2058, p. 33-35).

"... chaque mesure tendant à la convocation de la conférence devrait être approuvée par voie de consensus par tous les Etats, qu'ils soient ou non dotés d'armes nucléaires" (A/C.1/PV.1876, p. 22-23; A/AC.167/SR.4, p. 6).

### Espagne

"L'objet de cette conférence ne devrait pas être uniquement d'examiner les opinions respectives ou de définir le meilleur moyen d'aboutir ultérieurement à un désarmement effectif, mais également de formuler une déclaration solennelle et commune marquant l'intention d'accepter et de mettre en pratique des mesures concrètes de désarmement dûment planifiées et contrôlées" (A/AC.167/L.2, annexe, p. 4).

## Suède

"... une conférence mondiale pourrait fournir l'occasion de nouveaux efforts /de désarmement/. Elle serait la manifestation des aspirations à un désarmement réel qui se fait jour de plus en plus clairement dans l'opinion publique mondiale. Elle concentrerait l'attention sur les questions concrètes qui se posent et encouragerait ainsi les études, les débats et l'action politique. Elle constituerait également une tribune où l'on pourrait, dans un cadre mondial, examiner et passer en revue les efforts déployés en faveur du désarmement dans les différentes réunions mondiales, régionales et bilatérales et coordonner les efforts dans ce domaine. Enfin, une CMD offrirait de nouvelles possibilités de traiter des problèmes nucléaires dans un cadre universel" (A/8817, annexe I, p. 79).

"Si possible, elle devrait porter à la fois sur le programme de mesures de désarmement à appliquer dans l'avenir et sur la question du calendrier à suivre ainsi que sur le dispositif nécessaire pour mener de façon suivie des négociations concrètes" (A/PV.1989).

## République arabe syrienne

La République arabe syrienne a en vue "une conférence mondiale universelle, franche, sans polémique, qui se déroulerait dans l'harmonie et ouvrirait une nouvelle ère de compréhension où chacun des participants ferait connaître ses griefs, où la sécurité internationale serait étroitement liée au désarmement, où les pays non alignés pourraient jouer leur rôle fécond en surmontant les divergences et en harmonisant les vues, entre autres, de l'URSS et de la République populaire de Chine qui, à notre humble avis, tiennent à un malentendu et à une différence d'optiques plutôt qu'à des divergences fondamentales; où nous écouterions attentivement la France exposer ses vues. Après tout, la France a une thèse, une opinion et un point de vue et nous devrions les explorer au lieu de nous contenter de déplorer telle ou telle attitude. Une conférence devrait être un forum où toutes les puissances, nucléaires ou non, pourraient jouer leur rôle dans la réalisation des objectifs de paix, de justice et de désarmement" (A/C.1/PV.1952, p. 38).

## Turquie

La CMD "constituerait une contribution utile aux travaux en cours dans le domaine du désarmement. Une telle conférence pourrait donner une nouvelle impulsion aux négociations sur le désarmement et aboutir à des résultats positifs si un climat de confiance et de crédibilité était établi parmi tous les participants, en particulier parmi toutes les puissances nucléaires".

"Cependant, il est extrêmement important que la conférence aborde les problèmes de façon réaliste et tienne compte avant tout des intérêts de tous les Etats participants, grands et petits, en matière de sécurité, en vue de promouvoir l'objectif d'un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace" (A/8817, annexe I, p. 84).



## République socialiste soviétique d'Ukraine

"A une CMD, tous les Etats sans exception pourraient examiner, dans des conditions d'égalité, le vaste ensemble de problèmes concernant l'arrêt de la course aux armements et auraient la possibilité d'exposer leurs points de vue et de déterminer, grâce à leurs efforts conjugués, les moyens les plus efficaces, les plus pratiques et les plus universellement acceptables, de trouver une solution aux problèmes du désarmement tant dans le domaine des armes classiques que dans celui des armes de destruction massive".

"... il serait opportun d'étudier les moyens qui permettraient de réaliser l'objectif principal, à savoir le désarmement général et complet" (A/8817, annexe I, p. 70).

Une CMD "devrait permettre de coordonner et d'intensifier les efforts que tous les pays du monde déploient pour mettre en application des mesures radicales visant à faire cesser la course aux armements et à trouver une solution au désarmement" (A/C.1/PV.1884, A/PV.2057).

## Union des Républiques socialistes soviétiques

L'URSS considère que la CMD "serait une tribune à laquelle tous les pays du monde sans exception pourraient, sur un pied d'égalité, exposer et confronter leurs vues sur les problèmes du désarmement dans toute leur étendue, qu'il s'agisse des armes de destruction massive, des types classiques d'armements ou des forces armées ... Il ne fait pas de doute que les travaux de la conférence permettraient à l'action des Etats de converger davantage vers l'adoption de mesures concertées dans le domaine du désarmement" (CCD/PV.603, p. 21; A/8817, annexe I, p. 87 et 88).

"Les travaux d'un forum international aussi important aideraient les Etats à déterminer d'un commun accord les aspects les plus pressants du problème du désarmement et à rechercher les moyens pratiques et mutuellement acceptables de limiter et d'arrêter la course aux armements" (A/PV.1978, p. 18).

Voir également : I.

## Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

"Une CMD pourrait jouer un rôle utile. Elle pourrait, par exemple, encourager les pays à souscrire aux traités que, collectivement, en tant que Nations Unies, nous avons recommandé mais auxquels, en tant que nations prises individuellement, nous ne nous sommes pas encore trouvés à même d'adhérer. Cette conférence pourrait servir également d'agent catalyseur permettant à toutes les grandes puissances nucléaires de participer vraiment aux négociations en matière de désarmement" (A/PV.1990, p. 23).

Le Royaume-Uni "voit dans la convocation possible d'une CMD un moyen d'atteindre un but à savoir la création d'un forum qui représente convenablement les réalités du pouvoir à l'échelon mondial et non comme une fin en soi" (A/C.1/PV.1877, p. 16).

## Uruguay

La décision de convoquer la CMD pourrait "fournir à l'Organisation les moyens d'éliminer en toute sûreté l'emploi et la fabrication d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive et d'éviter tout acte pouvant amener à constituer un armement plus important que ne le justifie le droit suprême de défendre l'Etat et la nation, droit qui ne doit pas être pris strictement au sens générique du terme, puisque le désarmement appelle la destruction de toutes les armes qui servent à des fins d'annihilation et d'agression" (A/C.1/PV.1876, p. 12).

## Venezuela

"... si l'on tient une CMD c'est essentiellement pour attirer l'attention de la communauté internationale sur l'ampleur et la gravité du problème et pour tracer les grandes lignes de l'action à mener dans ce domaine" (A/PV.1992, p. 32).

## Yougoslavie

"Une CMD devrait établir le bilan des résultats obtenus dans le domaine du désarmement jusqu'à présent et déterminer, sur cette base, les tendances et les priorités fondamentales en ce qui concerne les activités futures, ainsi que formuler la stratégie de l'Organisation des Nations Unies et de toute la communauté internationale dans le domaine du désarmement".

"... sans sous-estimer l'importance de mesures partielles de désarmement, la conférence devrait examiner les problèmes du désarmement, dans leur totalité, en s'efforçant de relier entre eux les nombreux résultats partiels et approches séparées afin de constituer un tout et d'ouvrir de la sorte des perspectives nouvelles pour des progrès plus rapides sur la voie du désarmement général et complet, qui est l'objectif final".

"Dans cette optique, une CMD devrait réexaminer la pertinence des programmes existant en matière de désarmement et les réviser - sur la base d'une analyse approfondie, conformément à la situation actuelle et en partant des principes adoptés par l'Organisation des Nations Unies en 1961 - de même que réexaminer la nécessité d'une réaffirmation, d'un développement plus poussé et d'une formulation plus précise desdits programmes".

"Sur la base d'une telle analyse et évaluation, la conférence devrait présenter des recommandations en vue de la conclusion d'urgence d'accords sur de nouvelles mesures minimums dans le domaine du désarmement, en particulier du désarmement nucléaire".

"... une CMD devrait déterminer dans quelle mesure les Etats Membres ont rempli les obligations qu'ils ont assumées aux termes des accords internationaux conclus à cette date ... La conférence devrait également conduire à des décisions politiques permettant de créer les conditions nécessaires à une solution plus rapide de certains problèmes actuels relatifs au désarmement".

"... il conviendrait de donner une place importante, lors de la conférence, à l'examen de la question des conséquences économiques et sociales négatives de la course aux armements pour la communauté mondiale et les pays en voie de développement en particulier".

"Une CMD devrait également réexaminer l'efficacité des mécanismes de désarmement existants et envisager la nécessité, ainsi que la possibilité, d'ériger la conférence en institution permanente ..." (A/8817, annexe I, p. 91 et 92; CCD/PV.572).

Voir également : I.

#### Zambie

"L'objectif fondamental de cette conférence devrait consister à faire un effort positif pour réaliser des progrès dans le sens du désarmement général et complet et surtout dans le sens de l'interdiction et de la destruction des armes nucléaires et autres armes de destruction massive" (A/PV.2051, p. 18).

### III. Préparatifs adéquats en vue de la conférence

#### Afghanistan

Les questions relatives à la convocation et à la préparation adéquate pourraient être confiées à un comité spécial réorganisé, ou bien "un autre organe pourrait être créé à cette fin, ou encore la Commission du désarmement de l'ONU pourrait être chargée de ce travail. Dans ce dernier cas, cette commission assumerait les fonctions de comité préparatoire de la conférence" (A/C.1/PV.1950).

#### Algérie

"... la préparation d'une telle conférence conditionnera son succès et nécessitera un soin particulier" (A/C.1/PV.1880, p. 7).

#### Argentine

"Nous avons signalé que la tâche ne sera pas facile et que, pour que la conférence voie ses travaux couronnés de succès, il faudrait que soient réunies un certain nombre de conditions. Tout d'abord, elle devrait avoir fait l'objet d'une soigneuse préparation compte dûment tenu de tous les intérêts en cause, sans exception aucune. Dans ce processus, il serait nécessaire de suivre pas à pas, avec prudence et patience, mais avec persévérance, la voie difficile des consultations préalables afin de gagner la bonne volonté ou, tout au moins l'acquiescement de tous les Etats appelés à participer à cette conférence" (CCD/PV.600).

"Un certain nombre de délégations ont mis l'accent sur la nécessité de créer un comité préparatoire au cas où l'on déciderait de convoquer la conférence. Nous partageons entièrement ce point de vue ainsi que l'opinion exprimée à diverses reprises selon laquelle il est important que les cinq Etats dotés d'armes nucléaires participent aux travaux de cet organe. Sinon, nous ne ferons que reproduire le cliché du 'club atomique' de trois Etats qui ne reflète pas objectivement la réalité telle qu'elle existe de nos jours" (A/C.1/PV.1873).

"... Nous ne pouvons guère organiser une CMD si nous n'obtenons pas d'une manière ou d'une autre la collaboration de /toutes/ ces puissances dotées d'armes nucléaires dans les stades préparatoires. Nous devons donc chercher à découvrir tous les moyens existants pour établir cette collaboration. Si ce n'est pas possible dans le cadre d'un comité ad hoc ou spécial, il nous faudra chercher d'autres solutions" (A/C.1/PV.1938).

#### Australie

"Il est certain que si l'on veut tenir une CMD, il faudra la préparer soigneusement. Ceci implique qu'il devrait exister un accord généralisé sur des questions telles que les objectifs et l'ordre du jour" (A/C.1/PV.1886).

Une CMD "exigerait une préparation adéquate" (A/8817, p. 3).

## Autriche

"La CMD devrait être soigneusement préparée au moyen de minutieuses consultations entre tous les gouvernements. Les nombreuses questions attendant une solution à cet égard ont trait notamment à l'accord sur l'ordre du jour, au choix de la date et de la durée en fonction de la situation internationale et à la participation de tous les Etats qui comptent sur le plan militaire, en particulier les puissances nucléaires" (A/PV.1990).

"Il a été souvent répété devant le Comité que la participation des puissances nucléaires à la CMD, et par conséquent à toute mesure prise en préparation de cette conférence, est indispensable" (A/C.1/PV.1899).

"C'est au stade préparatoire de la CMD qu'il faudrait déjà s'occuper de nombreuses suggestions telles que la renonciation à l'utilisation des armes nucléaires - que l'Autriche appuie entièrement -, ou une déclaration selon laquelle les Etats possédant des armes nucléaires s'engageraient à ne pas les utiliser (A/C.1/PV.1888).

"La CMD doit être préparée avec soin et tous les détails non seulement du point de vue technique mais également du point de vue du fond même des discussions" (A/C.1/PV.1888).

"L'Assemblée générale devrait créer un comité préparatoire comptant environ 30 membres chargé de préparer la conférence. Ce comité dont la composition devrait être représentative des Membres de l'Organisation des Nations Unies, comprendrait tous les membres permanents du Conseil de sécurité. L'Autriche est disposée à participer aux travaux d'un comité préparatoire de ce genre" (A/8817, annexe I, p. 5).

Les travaux d'un comité préparatoire ou d'un groupe d'étude "ne devraient en aucune manière entraver le fonctionnement du mécanisme existant, en particulier de la CCD ou d'autres organismes" (A/C.1/PV.1888).

"Il est douteux que la Commission du désarmement puisse se substituer de manière satisfaisante à la CMD; toutefois "elle pourrait être utile pour les préparatifs d'une telle conférence (CMD) tout en s'occupant aussi - il faut l'espérer - de questions de fond" (A/C.1/PV.1949).

## Belgique

Si l'on veut faire en sorte que la conférence soit une réussite, "... la nécessité de consultations sérieuses et fouillées et d'une préparation soignée s'impose ..." (A/PV.1992, p. 6).

"... si un comité préparatoire était établi, il faudrait que toutes les principales puissances militaires y participent" (A/8817, annexe I, p. 7).

## Bhoutan

Appuie la CMD "avec travaux préparatoires adéquats" (A/PV.2053).

## Brésil

"... Les travaux préparatoires proprement dits doivent être précédés d'une étude minutieuse et d'une poursuite des efforts visant à la conciliation des diverses nuances d'opinions" (A/C.1/PV.1878).

La CMD exigera "une préparation soigneuse tant sur le plan politique que sur le plan technique" (A/C.1/PV.1878).

"Pour une préparation adéquate sur le plan politique, il faut prévoir plus qu'une série de réunions d'un organe préparatoire. En fait, une utilisation intensive des voies diplomatiques conventionnelles en vue d'assurer la participation de tous les Etats dotés d'armes nucléaires sera nécessaire" (A/C.1/PV.1878).

"Le mécanisme existant actuellement dans le domaine du désarmement à l'Organisation des Nations Unies devrait être pleinement utilisé dans la préparation d'une conférence mondiale. Ainsi la CCD - où certaines des grandes tendances politiques dans le domaine du désarmement sont représentées - pourrait jouer un rôle dans la préparation d'une conférence en fournissant à cette dernière des commentaires, des analyses et des documents de travail" (A/C.1/PV.1878).

"Il serait utile de reconvoquer la Commission du désarmement comme organe préparatoire de la conférence. Elle aurait l'avantage d'être un comité plénier où tous les Etats membres sont représentés, y compris tous les Etats possédant des armes nucléaires". Pour répondre à l'argument selon lequel la composition de cette commission est trop large et ne fournit pas "une tribune propice à des négociations concrètes", on peut envisager "la création d'autant de sous-comités ad hoc qu'il serait nécessaire, ayant une composition adaptée à ses tâches spécifiques", y compris les travaux préparatoires. Si les Etats dotés d'armes nucléaires ont la volonté politique de négocier, le Comité sera "mieux équipé que tout autre organe existant pour ouvrir la voie à une CMD couronnée de succès ..." (A/AC.167/SR.5; A/PV.2124; A/C.1/PV.1942).

"En tant qu'organe de l'Assemblée auquel peuvent participer tous les Etats membres, la Commission du désarmement pourrait constituer une instance où tous les travaux préparatoires seraient examinés d'un point de vue politique, ce qui allégerait la tâche de l'Assemblée générale. En outre, à une date ultérieure, la reprise de la conférence d'Etats non dotés d'armes nucléaires pourrait être envisagée; cette conférence pourrait faire fonction à la fois d'organe préparatoire et d'organe de session de la conférence ... cette procédure faciliterait les négociations au sein des Etats non nucléaires et les pourparlers entre ces derniers et les Etats nucléaires" (A/PV.1995).

## Bulgarie

"... les conditions favorables indispensables pour commencer à préparer la réunion de la CMD se trouvent d'ores et déjà réunies et ... il est nécessaire d'entamer le plus tôt possible des consultations pratiques sur cette question" (A/8817, annexe I, p. 8).

"... la collaboration directe de tous les Etats nucléaires à cette phase préparatoire de la conférence accélérerait cette préparation" (A/C.1/PV.1938).

"... cet organe préparatoire ne doit pas comprendre plus de 35 membres ...; bien entendu tous les Etats dotés d'armes nucléaires ainsi que les membres du Comité du désarmement /devraient en faire partie/. Les autres membres de cet organe devraient être choisis conformément au principe d'une représentation politique appropriée et d'une répartition géographique équitable" (A/8817, annexe I, p. 9).

#### République socialiste soviétique de Biélorussie

"... une telle conférence doit être précédée d'un travail préparatoire adéquat. En même temps, nous estimons que le soin apporté à la préparation ne devrait pas servir à favoriser des attermolements quant à la décision de convoquer la conférence" (A/PV.1995).

Les travaux préparatoires de la CMD "pourraient être effectués par un organe préparatoire comprenant des représentants de toutes les puissances nucléaires, tous les Etats membres du Comité du désarmement et certains autres Etats parmi lesquels les sièges seraient répartis conformément au principe d'une représentation politique équilibrée et d'une distinction géographique équitable. Le comité préparatoire pourrait comprendre les représentants de 35 pays au maximum ..." (A/8817, annexe I, p. 67).

#### Canada

"Il est essentiel si l'on veut assurer le succès d'une telle conférence, de la bien préparer. Tout organisme qui pourrait être constitué à cette fin par l'Assemblée générale devrait comprendre les membres permanents du Conseil de sécurité, les autres grandes puissances militaires, les Etats qui ont acquis une certaine expérience dans les négociations sur le désarmement, et une représentation adéquate des diverses régions du monde. Un organe de 30 personnes environ pourrait satisfaire ces considérations ... Si on le lui demande, le Canada sera disposé à participer à ces travaux préparatoires" (A/8817, annexe I, p. 12).

"... /il importe/ de bien préparer [une CMD] ... en procédant à des consultations préalables" (A/8817, annexe I, p. 10).

#### Chine

"... les buts doivent être clairement établis et les conditions préalables nécessaires remplies de manière à briser la menace nucléaire des superpuissances et à assurer que la conférence soit propice à la réalisation du désarmement nucléaire ... si une forme quelconque de conférence de désarmement ou de réunion préparatoire à cette conférence devait se tenir inutilement sans créer les conditions préalables nécessaires et sans fixer clairement les buts du désarmement, quelle signification pratique cela aura-t-il sinon de jouer le jeu des superpuissances qui bernent les peuples du monde par leurs discours vides de sens sur le désarmement?" (A/C.1/PV.1949).

## Colombie

Des travaux préliminaires ayant pour but d'examiner les opinions existant quant au type de conférence qui devrait se tenir et au programme de travail envisagé "sont nécessaires et doivent être effectués par l'un des organes de l'ONU" (A/C.1/PV.1950).

"... le Comité du désarmement devrait former le noyau d'un nouvel organe préparatoire ou groupe d'étude qui serait chargé de prendre les dispositions nécessaires en vue d'une CMD avec la participation de tous les Etats" (A/C.1/PV.1885).

La Colombie, lorsqu'elle préconise d'aborder le problème du désarmement d'un point de vue régional, voit "les groupes régionaux jouer un rôle décisif dans la préparation de la CMD à venir" (A/PV.2131).

Voir également : I.

## Costa Rica

Le Costa Rica "accueillera avec satisfaction toute initiative visant à établir un organe chargé de préparer, avec prudence mais fermement, la convocation d'une CMD" (A/PV.2049).

## Chypre

"... [une telle conférence] ne devrait être convoquée qu'après une préparation minutieuse et appropriée" (A/8817, annexe I, p. 13).

Voir également : I.

"La suggestion selon laquelle la Commission du désarmement devrait être convoquée et chargée de la tâche consistant à nommer un comité préparatoire à composition réduite mais hautement représentative, peut présenter de l'intérêt".

Toutefois, il serait préférable que "l'Assemblée approuve en principe la convocation d'une CMD et charge le Secrétaire général d'entreprendre les consultations en ce qui concerne les modalités de la conférence" (A/PV.1996).

"Il faudrait désigner un comité préparatoire peu nombreux mais largement représentatif" (A/8817, annexe I, p. 13).

## Tchécoslovaquie

"... tous les pays, en particulier toutes les puissances nucléaires, qui portent la responsabilité principale en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité dans le monde, participeront à la recherche d'une solution, notamment en prenant part aux travaux préparatoires en vue d'une conférence mondiale du désarmement et à la conférence elle-même. Les travaux préparatoires peuvent cependant commencer même si certaines puissances nucléaires sont encore réticentes quant à la convocation de la conférence" (A/AC.167/L.2, annexe, p. 15; A/AC.167/SR.3).



"A ce stade, la mesure la plus appropriée serait de créer un comité préparatoire qui résumerait, de manière efficace, calme et logique, les points de vue des gouvernements concernant l'organisation et l'ordre du jour de la conférence, les étudierait, pèserait le pour et le contre, et proposerait des conclusions, après quoi nous serions mieux placés pour prendre une décision concrète à l'Assemblée générale".

"Le Comité préparatoire doit comprendre tous les membres de la CCD ainsi que d'autres Etats, conformément au principe d'une représentation politique appropriée et d'une répartition géographique équitable"(A/C.1/PV.1873.

"Il conviendrait que le Secrétaire général de l'ONU commence à préparer la documentation en vue de la CMD. La CCD pourrait également, au cours de ses travaux de l'année prochaine, préparer pour la conférence mondiale une documentation résumée sur les discussions à venir, en particulier sur les propositions concrètes ayant trait aux mesures de désarmement dont il n'a pas encore été convenu"(A/C.1/PV.1873; CCD/PV.567).

L'Assemblée générale, à sa vingt-neuvième session, pourrait prendre "de nouvelles mesures concrètes visant à permettre la convocation aussi rapide que possible d'une CMD" (A/AC.167/L.2, annexe, p. 15).

#### Yémen démocratique

"Tous les travaux entrepris par un 'comité préparatoire' ou par un 'groupe d'étude' devraient tenir compte des dispositions fondamentales nécessaires à la réunion d'une conférence, le lieu, la date et l'ordre du jour, susceptibles de conduire aux mesures les plus pratiques et les plus utiles qui montreront que l'humanité croit réellement à la possibilité d'éviter la destruction et la mort en masse" (A/AC.1/PV.1882).

#### Danemark

"... il importe de ne pas oublier que les membres de la CCD possèdent une connaissance approfondie des problèmes de désarmement et une grande expérience de la conduite des négociations portant sur le désarmement. Il semble on ne peut plus opportun et nécessaire de tirer parti de cette expérience à l'occasion d'une CMD. Il serait normal de confier les travaux préparatoires à un organe qui se composerait de toutes les puissances dotées d'armes nucléaires, des divers Etats qui sont membres de la Conférence du Comité du désarmement, ainsi que d'un nombre limité d'Etats supplémentaires. Il y aurait vraisemblablement avantage à instituer une coopération entre cet organe et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies" (A/8817, annexe I, p. 14-15).

"La préparation d'une CMD et les recommandations concernant le lieu, la date et la durée d'une telle conférence devraient être confiées en temps voulu à un comité préparatoire" (A/C.1/PV.1884).

Le Danemark "... est prêt à participer activement à cette préparation" (A/8817, annexe I, p. 15).

Voir également : I.

### Equateur

... outre la CCD, nous devrions pouvoir - et nous devons y parvenir - créer un comité préparatoire pour la CMD, chargé expressément d'étudier tous les aspects préliminaires et indispensables, y compris le programme, ce qui peut nécessiter plusieurs étapes. La commission préparatoire devrait se composer de toutes les puissances dotées d'armes nucléaires, sur un pied d'égalité, ... de tous les membres de la CCD "et d'autres pays, en particulier des pays en voie de développement qui ont exprimé leur intérêt pour ce problème ... le comité préparatoire devrait organiser et retenir les sujets et les questions essentielles, définir les priorités, et s'acquitter de toutes autres fonctions que l'Assemblée générale voudra peut-être lui confier" (A/C.1/PV.1883).

### Egypte

La CMD "doit ... faire l'objet de préparatifs suffisants et minutieux. Si l'Assemblée générale approuve l'idée de convoquer une telle conférence, elle ... inviterait simplement tous les Etats à arrêter entre eux ... les modalités de la conférence proposée, ou ... - de préférence - elle déciderait d'entreprendre elle-même certains des travaux préparatoires. L'Assemblée pourrait alors prier le Secrétaire général de solliciter les vues de tous les Etats sur les modalités de la conférence, en particulier sur les questions touchant à ses lieu et date, à son ordre du jour, au niveau de la représentation ainsi qu'aux relations de la conférence avec l'Organisation des Nations Unies. Elle pourra également prier le Secrétaire général de consulter les cinq membres permanents du Conseil de sécurité" (A/PV.1985; A/8817, annexe I).

Le Comité préparatoire "devra se réunir aussi longtemps qu'il le faudra pour arrêter une position commune. Nous nous rendons compte de l'importance, et même de la nécessité d'une participation des cinq puissances nucléaires à ce comité" (A/C.1/PV.1879).

"Un organe préparatoire comptant 30 à 40 pays ... Cet organe devrait inclure les cinq puissances dotées d'armes nucléaires. En ce qui concerne le choix des autres membres, il faudrait tenir compte des exigences d'une représentation géographique équilibrée ainsi que de l'expérience acquise en matière de négociations sur le désarmement" (A/8817, annexe I, p. 17).

### El Salvador

Une CMD "... devrait être prévue et examinée à la lumière de ces objectifs ... qui peuvent être élaborés en temps voulu" (A/PV.1994).

## Finlande

La Finlande "... souscrit aux vues qui ont été exprimées au sujet de la nécessité de créer un comité préparatoire pour faire en sorte que la conférence mondiale du désarmement envisagée soit préparée avec le plus grand soin" (A/8817, annexe I, p. 25).

## France

"La nécessité d'une préparation sérieuse et approfondie de la conférence mondiale constitue une des conditions nécessaires de son succès et, dans ces conditions, la création d'un organisme préparatoire s'impose".

"Aucun organisme existant ne répondant de façon satisfaisante aux critères il apparaît nécessaire de créer un organisme ad hoc. Afin d'éviter les controverses qui résulteront de choix forcément arbitraires ... cet organisme devrait être constitué par tous les pays qui, à la date de sa constitution, sont membres du Conseil de sécurité" /voir ci-dessous/ (A/8817, annexe I, p. 27).

"Le rôle essentiel de l'organisme de préparation qui pourrait être créé devrait se borner à recueillir et examiner les suggestions qui pourraient lui être présentées par les gouvernements et à en faire rapport ... Cet organisme ne saurait être, avant la lettre, une commission de la conférence et ne devrait donc pas aborder les problèmes de fond. Il devrait même être entendu, dès à présent, qu'après avoir terminé sa mission, le jour où la conférence se réunira, il devrait purement et simplement disparaître et ne saurait se perpétuer sous quelque forme que ce soit, groupe de travail ou commission spécialisée. Toute tentative dans ce but aboutirait à réserver à quelques pays un rôle privilégiée en matière de désarmement, et cela nous paraît peu compatible avec l'esprit d'universalité qui doit animer les débats d'une conférence mondiale à laquelle des Etats participeront sur un pied de stricte égalité".

"La composition d'un tel organisme devrait à nos yeux s'inspirer de trois critères :

- Reconnaître le rôle particulier qui, par la nature même des choses, est dévolu aux pays dotés d'armes nucléaires, puisque la conférence, selon nos vues du moins, devrait consacrer une part importante de ses travaux aux problèmes essentiels du désarmement nucléaire;

- Dans un souci d'efficacité, ne comprendre qu'un nombre restreint de participants. Un organisme trop large remplirait difficilement le rôle qu'on attend de lui;

- Enfin, assurer cependant une représentation suffisamment étoffée et suffisamment diversifiée de toutes les régions du monde et de toutes les idéologies".

".... Faire appel à la Commission du désarmement de l'Assemblée générale, ... serait confier la préparation de la conférence mondiale à un organisme que sa lourdeur semble disqualifier à priori pour une telle tâche." La CCD "dans sa composition actuelle, /ne/ constitue /pas/ un organe approprié, l'absence organique d'une grande puissance ne lui permettant pas de jouer ce rôle" (A/C.1/PV.1882, p. 66-67).

L'ordre du jour provisoire "devrait constituer la tâche essentielle de l'organisme préparatoire" (A/8817, annexe I, p. 26).

#### République démocratique allemande

"Le Gouvernement de la République démocratique allemande considère que la résolution /3183 (XXVIII)/ entraîne pour tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies l'obligation d'entreprendre sans retard les préparatifs d'une conférence mondiale du désarmement." (A/AC.167/L.2/Add.2, p. 1).

N'a pas appuyé l'idée. "Établir un organe chargé de préparer la CMD sans qu'aucune puissance n'y participe" (A/C.1/PV.1941).

"... on devrait constituer un comité préparatoire représentatif composé de 30 à 35 Etats sur la base du principe d'une représentation politique et géographique équilibrée. Devraient faire partie de ce comité toutes les puissances dotées d'armes nucléaires, les membres de la CCD et un certain nombre d'autres Etats" (A/8817, annexe II, p. 3).

"Les préparatifs pratiques en vue de cette conférence devraient se fonder sur les vues et propositions de tous les Etats concernant la tenue d'une CMD. Il va de soi que les vues et propositions des cinq puissances dotées d'armes nucléaires - qui sont membres permanents du Conseil de sécurité - présentent un intérêt particulier ..." (A/C.1/PV.1941).

#### République fédérale d'Allemagne

"La conférence elle-même devrait être soigneusement préparée. Le Gouvernement fédéral serait prêt à participer à ces préparatifs et à mettre au point les questions qui pourraient éventuellement être inscrites à l'ordre du jour" (A/AC.167/L.2, annexe, p. 1).

#### Ghana

"... les travaux préparatoires devraient être adéquats et minutieux, pour assurer le succès de la conférence. A cet égard, nous serions prêts à accepter la suggestion tendant à ce que le Comité compte environ 35 membres, dont les cinq puissances dotées d'armes nucléaires, les 26 membres de la CCD et huit à dix autres Etats choisis de manière à assurer une répartition politique et géographique équilibrée et équitable. La participation de la Chine et de la France, non seulement aux travaux préparatoires en vue de la conférence, mais à la conférence proprement dite, serait essentielle pour le succès de la conférence" (A/C.1/PV.1883).

## Hongrie

En ce qui concerne la commission préparatoire, la Hongrie a envisagé les solutions suivantes :

- "i) Le Comité du désarmement à Genève, dont la composition aurait été élargie comme il convient, tout d'abord par la participation de la République populaire de Chine et de la République française mais aussi en ajoutant d'autres membres choisis peut-être pour assurer une représentation plus équilibrée parmi les Etats Membres de diverses régions géographiques, pourrait être invité à examiner les préparatifs de la conférence et à formuler la proposition mentionnée plus haut.
- ii) Un comité spécial qui serait composé des membres actuels du Conseil de sécurité pourrait également être chargé des travaux préparatoires.
- iii) Il semble possible de suivre une procédure selon laquelle un comité spécial d'experts attachés au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et ayant une composition politique équilibrée et assurant une représentation géographique équitable des Etats Membres serait chargé des travaux préparatoires et le Secrétaire général présenterait un rapport sur les résultats des travaux du Comité à l'Assemblée générale ..." (A/8817, annexe I, p. 32).

"La tâche essentielle du Comité préparatoire sera d'établir l'ordre du jour de la conférence et de régler les questions d'organisation et autres ... Si le Comité dispose également et peut tenir compte des propositions et des vues de tous les Etats, y compris ceux qui ne participent pas à ses travaux, cela ne peut que lui être utile ... Le Comité préparatoire devrait recevoir des suggestions par écrit ou sous une autre forme, des Etats qui n'y sont pas représentés. Ainsi, tous les Etats pourraient, en fait, prendre part à la préparation de la conférence, ce qui contribuerait énormément au caractère exhaustif ainsi qu'au succès de la conférence".

"... le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pourrait également jouer un rôle important dans les préparatifs en vue de la conférence. A cet égard, je ne pense pas uniquement à la fourniture de services techniques. A mon avis, il serait souhaitable de prier le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de faire établir les documents nécessaires sur plusieurs questions importantes et d'actualité concernant la course aux armements et le désarmement. Ces documents devraient être distribués aux gouvernements en temps voulu avant l'ouverture de la conférence".

## Inde

"La nécessité d'une préparation minutieuse (était une condition essentielle" (A/PV.1990; A/AC.167/L.2; A/8817, annexe I, p. 34).

Lors de l'examen des arrangements prévus "pour exécuter les travaux préparatoires en vue de la conférence, il faudrait tenir compte et tirer pleinement parti des compétences et de l'expérience que possèdent la CCD et ses membres".

Voir également : I.

## Indonésie

"... les préparatifs devraient être faits surtout à l'Organisation des Nations Unies. Toutefois, nous tenons également compte du fait que la CCD existe et fonctionne déjà, et que, dans un souci essentiel de rapidité, nous pouvons donc envisager une situation dans laquelle le Comité pourrait entreprendre ses préparatifs dans un délai minimum. Dans ce cas, on pourrait très bien envisager la possibilité d'élargir la composition de la CCD, afin qu'elle reflète plus exactement la réalité politique et la représentation régionale à l'Assemblée" (A/PV.1989).

"... il faudrait constituer un organe, chargé des préparatifs nécessaires ... l'Indonésie souscrit à l'idée de réduire au minimum la composition de cet organe préparatoire. Nous appuyons la suggestion tendant à ce qu'il compte environ 35 membres; outre toutes les puissances dotées d'armes nucléaires, il devrait comprendre les membres de la CCD. Leur expérience et leur compétence seraient très utiles pour les travaux préparatoires. Les autres sièges seraient attribués de manière à assurer une représentation régionale équitable" (A/PV.1884).

Voir également : I.

## Irlande

"Les perspectives devront être évaluées de manière réaliste et il faudra procéder à des préparatifs très minutieux. Les gouvernements auront besoin de temps pour étudier la proposition sous tous ses aspects et pour entamer les consultations nécessaires avant de prendre des décisions sur les questions en jeu. Au stade actuel, ... il n'est possible de progresser que sur le plan de la procédure et des examens préliminaires, sans s'engager quant au principe de la convocation d'une conférence mondiale" (A/PV.1987).

## Italie

"... Les préparatifs ... devraient être confiés à un comité de 30 à 35 membres composé de toutes les puissances nucléaires, de tous les membres de la Conférence du Comité du désarmement et d'un certain nombre d'autres Etats choisis selon les principes de la représentativité politique et d'une répartition géographique équitable" (A/8817, annexe I, p. 38).

Voir également : I et V.3.

## Côte d'Ivoire

"L'Assemblée générale pourrait, à la lueur des conclusions de ce comité /spécial/, se prononcer sur l'opportunité de convoquer cette conférence et charger un comité de la préparer afin d'en assurer le plein succès" (A/C.1/PV.1899, p. 11).

## Japon

"... il est indispensable de bien préparer ce genre de conférence. Les préparatifs pourraient être confiés à un comité préparatoire qui, pour bien

fonctionner, devrait être composé d'une trentaine d'Etats, y compris tous les Etats dotés d'armes nucléaires et tous les membres de la CCD. Le Comité préparatoire serait chargé notamment d'établir l'ordre du jour, de rechercher les terrains d'entente possibles, de préparer les documents de base nécessaires, et d'étudier la date et le lieu de réunion de la conférence. Un Etat non membre du comité préparatoire devrait avoir la possibilité de lui communiquer ses vues par écrit" (A/8817, annexe I, p. 39).

La CCD "pourrait jouer un rôle important dans la préparation d'une telle conférence" (CCD/PV.562, p. 8).

Voir également : V.8.

#### Kenya

"Il conviendrait de créer un comité de travail composé d'experts qui étudierait les divers aspects des problèmes du désarmement et établirait des documents de travail ainsi que l'ordre du jour de la conférence mondiale du désarmement. Les Etats Membres soumettraient leurs vues et recommandations au Comité d'experts s'ils étaient priés de le faire. Le comité devrait être constitué conformément au principe de la répartition régionale. Il est essentiel d'obtenir la participation de représentants de tous les pays qui fabriquent des armes nucléaires ou qui en possèdent actuellement" (A/AC.167/L.2, annexe I, p. 9; A/8817/Add.1, p. 3).

#### Koweït

"L'ordre du jour, la durée de la conférence et toutes autres questions se rapportant à celle-ci pourraient être confiés à un comité spécial, composé d'une trentaine d'Etats, dont feraient partie les membres actuels de la CCD et toutes les puissances nucléaires" (A/C.1/PV.1875, p. 48).

"La CCD devrait être un élément important de l'organe préparatoire qui sera peut-être créé à la suite de nos débats. Ses membres ont acquis l'expérience des réalités du désarmement et ils devraient constituer nécessairement le pilier de tout organe envisagé pour poser les principes directeurs de la future conférence. Pour maintenir une représentation géographique équitable, d'autres pays, sélectionnés ou élus sur la base de la répartition géographique, devraient assurément venir étoffer la composition de la CCD et collaborer avec ses membres" (A/C.1/PV.1875, p. 47).

#### Liban

"La question de la CMD devrait passer par diverses étapes ... La première nous permettrait de nous livrer au travail préparatoire. La première partie de cette tâche serait confiée à un comité ad hoc spécialement chargé de s'informer des points de vue des gouvernements quant à l'opportunité de réunir la conférence, à la date de sa convocation et aux autres aspects de procédure ... Le Comité ad hoc ou un comité préparatoire devra, plus tard, s'occuper plus spécialement de la préparation de la conférence une fois que l'Assemblée générale, ... en aura



fixé la date. Ensuite, ce comité devra se pencher sur la définition d'objectifs précis, l'établissement d'un ordre de priorités, l'élaboration de lignes de conduite générales et la fixation de délais limites. On espère qu'au cours de cette étape, les discussions bilatérales et multilatérales entre nations ne seront pas interrompues mais, au contraire, s'intensifieront et que les travaux de la CCD et de l'Assemblée générale se poursuivront normalement en vue de créer les conditions nécessaires au succès de la conférence et de réaliser des progrès dans le domaine du désarmement" (A/C.1/PV.1889, p. 49 à 51).

"L'Assemblée générale et la CCD doivent jouer un rôle important dans la préparation de la conférence" (A/C.1/PV.1840, p. 7).

### Libéria

De l'avis du Libéria, "il semblerait souhaitable que les travaux préparatoires à la conférence soient confiés à un organe composé de Membres de l'Organisation des Nations Unies, sur la base du principe de la répartition géographique. A cette fin, il conviendrait que cet organe compte une quarantaine de membres. La documentation, extrêmement nécessaire, sur la question dont traiterait la conférence, serait fournie par le Secrétariat..." (A/C.1/PV.1879, p. 13).

### Mali

"C'est seulement après l'instauration de cette détente internationale que nous pourrions aborder la phase préparatoire de la Conférence mondiale du désarmement... Cette délicate tâche devrait être confiée, sous la haute direction, bien entendu, de l'Assemblée générale, à un comité spécial. L'on pourrait ici mettre à profit la grande somme d'expérience acquise par la CCD pendant ses dix années d'existence. Elargie de façon raisonnable, elle pourrait faire face avec une grande efficacité à l'organisation de la CMD" (A/C.1/PV.1890, p. 8).

### Mauritanie

"... Le succès de la conférence dépendra dans une très large mesure d'une préparation minutieuse devant permettre la création d'un climat international favorable au déroulement et à la réussite des travaux de cette conférence" (A/C.1/PV.1889, p. 7).

La Mauritanie "partage le point de vues des délégations qui ont suggéré que ce travail préliminaire soit confié à un comité préparatoire qui sera créé à cet effet. Ma délégation n'a pas d'idée précise quant à la composition d'un tel organe, et elle se rallierait volontiers à l'avis de la majorité. Toutefois, nous considérons que les cinq grandes puissances devraient normalement être membres du comité préparatoire et que la composition de ce dernier devrait assurer une représentation équitable de toutes les régions du monde. Outre la préparation de la conférence sur le plan politique, le comité devra résoudre des problèmes matériels tels que la date, le lieu, la durée et surtout l'ordre du jour de la conférence" (A/C.1/PV.1889).

"Dans le cadre de la préparation de la Conférence, le Gouvernement mauritanien estime qu'il convient de rappeler la nécessité de respecter, dans les relations entre les nations, certains principes fondamentaux à savoir l'égalité de tous les Etats, le respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité de chaque pays, la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres et le non-recours à la force dans le règlement des différends internationaux" (A/C.1/PV.1949, p. 38-40).

#### Maurice

Voir : I.

#### Mexique

"Si l'on veut confier les travaux préparatoires à la Conférence du Comité du désarmement, il faudrait ... au préalable la réorganiser... Parmi ces modifications, la première devrait consister à abolir cette institution insolite qu'est la coprésidence des superpuissances nucléaires et à la remplacer par un système plus conforme au principe de l'égalité souveraine entre les Etats"... (A/8693, p. 3).

Il est essentiel "que les puissances nucléaires soient en mesure de prêter leur concours sur un pied de totale égalité" (A/PV.2116, p. 116, A/PV.2205, p. 12).

"... l'Assemblée générale devrait confier l'exécution des travaux préparatoires à un organe ad hoc dont la composition serait suffisamment large pour assurer une représentation géographique et politique adéquate tout en étant suffisamment restreinte pour lui permettre de s'acquitter avec diligence de la tâche qui lui sera confiée... une trentaine de membres suffiraient peut-être pour l'organe qui doit préparer la CMD ... l'organe préparatoire devrait, sinon de facto puisque, comme on l'a déjà dit, sa composition serait restreinte, du moins en principe ou de jure, être ouvert à 'tous les Etats' et il serait par ailleurs extrêmement souhaitable que toutes les puissances nucléaires en soient membres".

"Par ailleurs, il serait particulièrement important, pour favoriser le succès des travaux préparatoires, de demander au Secrétaire général d'établir des études de fond sur des questions concrètes relatives à la course aux armements, en particulier aux armements nucléaires, à leur contrôle et au désarmement, de manière à ce qu'elles soient prêtes dans un délai suffisant avant l'ouverture de la conférence. L'une de ces études devrait porter sur l'établissement de zones dépourvues d'armes nucléaires et les obligations que doivent contracter à leur égard les Etats dotés d'armes nucléaires" (A/8817, annexe I, p. 45 et 46; A/C.1/PV.1935).

#### Mongolie

La Mongolie "... est convaincue qu'il faut procéder immédiatement aux préparatifs concrets de la CMD. A ce propos, il conviendrait de lancer, au premier chef, un appel pressant à ceux des membres permanents du Conseil de sécurité qui ne tiennent pas compte des vues de la majorité écrasante des Etats du monde pour leur demander de renoncer à leur attitude négative sur cette question d'une importance vitale pour tous les peuples" (A/C.1/PV.1990; A/PV.2043)

De l'avis de la Mongolie, "le comité préparatoire pourrait être composé des Etats membres du Conseil de sécurité, des membres de la CCD et d'un petit nombre d'Etats choisis sur la base d'une répartition géographique équitable" (A/C.1/PV.1883, p. 46; A/8817, annexe I, p. 52).

## Maroc

"pour ce qui est ... des travaux préparatoires, on pourrait envisager la création d'un comité préparatoire de composition restreinte assurant une participation qui tiendrait compte à la fois d'une répartition géographique équitable et du désir de voir la conférence s'ouvrir à tous les Etats. Ce comité /la CCD/, qui est un organe de négociation, ne devrait pas jouer le rôle d'un comité préparatoire. Toutefois, il pourrait, dans les limites de sa compétence, élaborer certains textes concrets qui seraient examinés par la Conférence mondiale.

L'Assemblée générale pourrait jouer elle aussi un rôle important, notamment par la mise à jour des documents élaborés par elle dans le domaine du désarmement" (CCD/PV.581, p. 21).

## Pays-Bas

"Pour préparer une conférence du désarmement, il faudrait parvenir à un accord non seulement sur la date et sur l'ordre du jour ... mais aussi sur la portée, la participation, le lieu, la préparation, la durée et les incidences financières pour les Etats participants" (A/PV.1995, p. 61).

"Les préparatifs de la conférence pourront être confiés à un groupe d'étude qui fera rapport à une prochaine session de l'Assemblée, ou encore l'on pourra tout d'abord prier le Secrétaire général de faire rapport, d'après les réponses des gouvernements, sur les questions concrètes que la conférence pourrait utilement examiner" (A/C.1/PV.1873, p. 16).

## Nouvelle-Zélande

Voir : I.

## Nigéria

"... l'organe préparatoire doit être composé de façon à n'être numériquement ni trop vaste, ce qui le rendrait peu souple, ni trop restreint, ce qui risquerait d'exclure la participation de certains pays essentiels. Cet organe devrait nécessairement inclure toutes les puissances nucléaires, en particulier la France et la République populaire de Chine. Il devrait incontestablement comprendre également tous les membres actuels de la CCD de Genève qui, au cours des années, ont accumulé une expérience et des connaissances techniques considérables sur les questions de désarmement. En outre, il faudrait choisir quelques Etats de plus, afin d'assurer une composition politique bien équilibrée et une répartition géographique équitable.

... aucune conférence ne doit être entamée sans travaux préparatoires suffisants" (A/C.1/PV.1875, p. 63).

Voir également : IV.

## Norvège

Voir : I.

## Pérou

"L'Assemblée devrait ... créer un mécanisme préparatoire spécial, tout en priant instamment les puissances nucléaires, par des mesures individuelles ou collectives, d'encourager le bon déroulement de la conférence et d'en assurer le succès" (A/PV.1996, p. 14-15).

## Philippines

"La préparation de la conférence doit être aussi précise, complète et détaillée que possible. Pour que la conférence porte ses fruits, il convient de ne pas négliger les travaux préparatoires. Avant de convoquer la conférence, il faudrait procéder à des consultations, des négociations officieuses, des recherches, des études, et prendre toutes autres dispositions pertinentes" (A/C.1/PV.1889, p. 71).

"La conférence doit être planifiée avec soin et méthode après qu'un comité préparatoire spécialement créé ait effectué des études intensives...

Le Comité préparatoire ne doit pas seulement représenter les régions géographiques du monde, mais doit comprendre également les Etats Membres qui participent effectivement aux négociations de désarmement, ainsi que les pays ayant les moyens techniques et industriels de produire des armements, en particulier les armes perfectionnées ayant un pouvoir de destruction massive.

Afin que la CMD ait un lien organique avec l'Organisation des Nations Unies, il est suggéré que le Secrétaire général ou son représentant soit chargé des mesures préparatoires, en coordination avec le Comité préparatoire. Le Secrétaire général devrait entreprendre des consultations sur le calendrier, le financement et l'ordre du jour de la conférence" (A/PV.1994, p. 39-41).

### Pologne

Note avec "satisfaction l'état d'avancement des préparatifs de ladite conférence depuis que l'URSS en a officiellement proposé l'organisation..." (A/AC.167/L.2/Add.1, p. 2).

De l'avis de la Pologne, "on pourrait confier à un comité préparatoire spécial le soin de préparer cette conférence dans les détails. Ce comité devrait avoir un caractère représentatif et toutes les puissances nucléaires ainsi que d'autres pays devraient y être représentés, conformément au principe d'une répartition géographique équitable ... l'effectif optimal de celui-ci serait, à notre avis, de 30 à 40 membres. Dans l'accomplissement de ses tâches, le comité pourrait tenir compte des observations et de la documentation présentées par d'autres pays et également tirer parti des débats à l'Organisation des Nations Unies ou dans telles ou telles autres instances. On ne pourrait exclure la possibilité, pour le Secrétaire général, de recourir aux services d'un petit groupe d'experts qui aiderait le Comité préparatoire à rédiger certains documents relatifs à des points précis de l'ordre du jour" (CCD/PV.575, p. 18).

La Pologne estime que "le Comité du désarmement ... est /également/ l'organe approprié pour participer aux préparatifs techniques de la conférence" (A/C.1/PV.1874, p. 7).

La Conférence du Comité du désarmement "pourrait aussi jouer un rôle précieux, du fait qu'elle serait l'organe tout désigné pour préparer les documents dont serait saisie la conférence mondiale. Ces documents pourraient être fondés sur ceux qui ont déjà été soumis à l'examen du Comité au cours de la dernière décennie" (CCD/PV.551, p. 31; A/8817, annexe I).

### Roumanie

"... considère qu'il est essentiel d'assurer les prémisses appropriées pour que tous les Etats puissent participer d'une manière effective, et ce dans des conditions d'égalité pleine et entière, à toutes les étapes préparatoires...

A la préparation de la conférence mondiale pourront et devront apporter leur contribution l'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées et la CCD.

De même, le Secrétariat de l'ONU devrait prêter son appui effectif à la préparation de la conférence, notamment en élaborant des études et autres documents indispensables aux débats et aux négociations du désarmement" (A/8817, annexe I, p. 76).

"... il nous semble essentiel de mettre en place suffisamment à l'avance une structure d'organisation appropriée ... Toutefois, les travaux préparatoires pourraient également être effectués dans le cadre de la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies. Ma délégation adopte une attitude positive envers l'une ou l'autre de ces possibilités. Quelle que soit la formule adoptée, il importe qu'elle assure la participation de tous les Etats sur un pied d'égalité" (A/PV.1992).

"Plus que dans tout autre cas, il est indispensable qu'au cours de cette procédure (préparatoire) la volonté politique soit exprimée pour en arriver à un accord, que l'on fasse preuve d'ouverture d'esprit en ce qui concerne les idées, suggestions et propositions de toute origine et que l'on en arrive à des solutions appuyées par un consensus général" (A/C.1/PV.1876, p. 17).

Voir également : IV.

#### Sierra Leone

"Pour qu'une conférence de cette importance puisse réussir, il est impératif qu'on apporte l'attention voulue à sa planification et à sa préparation. A cette fin, ma délégation partage l'idée de confier cette tâche à un comité ad hoc de 35 membres environ. Ce comité devrait comprendre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité ainsi que d'autres membres de la Conférence du Comité du désarmement, et d'autres membres choisis sur une base géographique équitable. Ce comité préparatoire devrait mettre soigneusement au point un ordre du jour et les procédures de la conférence sur la base de consultations détaillées et complètes" (A/C.1/PV.1889, p. 13).

#### Espagne

"... la préparation (de la CMD) devra se faire à deux niveaux différents de négociations, c'est-à-dire à un niveau général et à un niveau restreint (discussions bilatérales, par exemple); les résultats de ces dernières négociations seront transmis au premier niveau, de façon à ce que les deux séries de négociations soient utiles et qu'aucune n'interfère avec l'autre" (A/C.1/PV.1881, p. 21).

"... il serait peut-être utile de créer une commission préparatoire composée des membres du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies et de représentants de 10 à 15 autres pays choisis selon le principe d'une représentation géographique équitable, y compris un ou plusieurs pays qui ne sont pas membres de l'ONU" (A/8817, annexe I, p. 19).

Voir également : VI.

### Sri Lanka

Sri Lanka a appuyé "l'initiative prise par un groupe de pays non alignés pour assurer la création d'un comité préparatoire spécial" chargé de la préparation de la CMD (A/C.1/PV.1887, p. 21).

### Suède

"Si la CCD n'est pas organisée à temps pour inclure toutes les grandes puissances, il faudrait créer un comité préparatoire spécial comprenant environ le même nombre de membres que ceux qui participent à la CCD, comité préparatoire où siègeraient tous les membres permanents du Conseil de sécurité.

Le Secrétaire général et les gouvernements participants devraient être invités à préparer des études faisant autorité.

Pour assurer la réalisation des objectifs de la conférence, les travaux préparatoires doivent être détaillés et complets. Il faudrait encourager les gouvernements et les organisations internationales à apporter leur contribution" (A/8817, annexe I, p. 81).

Voir également : I.

### République arabe syrienne

"Au cours de la phase préparatoire, ... la conférence serait saisie d'études de niveau élevé dans lesquelles seraient examinés les travaux effectués, la tâche immense qui reste à accomplir et les obstacles aux progrès que la conférence est appelée à surmonter" (A/C.1/PV.1887, p. 6).

"Lorsque l'on envisage ... un groupe préparatoire, il faut penser en termes globaux : il ne s'agit pas d'un groupe chargé d'examiner les simples procédures et dispositions pratiques, mais d'un groupe capable d'établir les bases de travail : bases politiques, c'est-à-dire la formulation de principes sur lesquels se fonde la conférence mondiale du désarmement; bases techniques en ce qui concerne les mécanismes d'application des résolutions relatives au désarmement; bases juridiques concernant les meilleures procédures à adopter pour la discussion, le processus de prise de décision et l'obligation qui s'ensuivra pour les Etats Membres d'indiquer les résultats obtenus" (A/C.1/PV.1887, p. 6).

### Turquie

"Pour que les préparatifs soient adéquats, il est indispensable que les gouvernements entreprennent des consultations préalables. Ces recherches consultatives devraient faire ressortir les dénominateurs communs parmi les diverses opinions émises sur les différentes questions relatives à la conférence. L'expérience dans ce domaine a prouvé la nécessité d'une préparation convenable et de mesures concertées" (A/PV.1994, p. 6).

"... devraient participer aux travaux préliminaires de préparation de la conférence non seulement les grandes puissances militaires, mais également les Etats situés dans différentes régions et occupant des positions stratégiques particulières" (A/PV.2053, p. 31).

"... des préparatifs adéquats sont nécessaires ... Un moyen approprié serait de créer, par des consultations, un organe préparatoire spécial pour la conférence. La composition de cet organe spécial devrait être régie par le principe d'une représentation géographique adéquate et de la présence des principales puissances militaires. La représentation géographique ainsi que les caractéristiques et les intérêts régionaux devraient être pris en considération non seulement lors des travaux préparatoires, mais à chaque étape de la conférence. La Turquie est d'avis que l'on ne pourra obtenir aucun résultat fructueux et durable dans le domaine du désarmement général et complet sans tenir dûment compte des réalités des différentes régions géographiques" (A/8817, annexe I, p. 84-85).

#### République socialiste soviétique d'Ukraine

"Il ne fait pas de doute que la réunion d'une conférence mondiale du désarmement doit être précédée de préparatifs minutieux. On pourrait confier ce soin à un organe de 30 à 35 membres qui comprendrait toutes les puissances nucléaires, tous les membres du Comité du désarmement et également un certain nombre d'Etats choisis conformément au principe d'une répartition politique équilibrée et d'une représentation géographique équitable" (A/8817, annexe I, p. 71; A/C.1/PV.1948).

#### Union des Républiques socialistes soviétiques

L'URSS est en faveur de dispositions préparatoires "par lesquelles tous les Etats auraient la possibilité d'exprimer leurs opinions ... pour assurer que la CMD aura été convoquée sur une base mutuellement acceptable et que ses décisions traduiront véritablement les opinions et les souhaits de tous les peuples du monde..." (A/PV.1996, p. 53-55).

"Les négociations qui se poursuivent actuellement sur les deux plans et celles qui pourront avoir lieu à l'avenir contribueraient aux travaux préparatoires à la CMD et, ensuite, à l'élaboration concrète d'accords précis sur le désarmement en application des décisions de la conférence mondiale" (A/PV.1942, p. 56).

L'URSS considère essentiel "que le Comité contribue à la préparation de cette conférence en élaborant des propositions et des documents qui pourraient servir à faire progresser la solution du problème de la limitation des armements et du désarmement" (CCD/PV.545, p. 28; CCD/PV.560).

"... en vue d'assurer l'exécution des travaux préparatoires à la convocation de la conférence, on pourrait créer un organe préparatoire de 30 à 35 membres auquel participeraient toutes les puissances nucléaires, tous les membres du Comité du désarmement et également un certain nombre d'Etats choisis conformément au principe d'une représentation politique équilibrée et d'une répartition géographique équitable" (A/8817, annexe I; A/C.1/PV.1872).



### Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

"Au cours d'un certain nombre d'années, la CCD a acquis une expérience considérable dans les domaines touchant au désarmement. Il ne fait aucun doute que toute préparation supplémentaire en vue d'une conférence mondiale, c'est-à-dire l'examen préliminaire essentiel de tous les détails pertinents, doit être effectuée avec soin et minutie. Il faudrait tenir compte de l'expérience et des connaissances techniques du Comité du désarmement, l'organe auquel l'Organisation des Nations Unies a pendant de nombreuses années confié le détail des négociations sur le désarmement. Il ne doit pas être question de précipiter la convocation de la conférence, ni de risquer une perte considérable de temps et d'argent pour une conférence qui ne serait pas convenablement préparée" (A/PV.1990, p. 26).

"... il importerait au plus haut point de prendre à ce sujet des dispositions efficaces. Une conférence qui aurait lieu sans préparation détaillée et soignée, comme sans accord préalable sur les principaux domaines à examiner, non seulement n'aboutirait pas à des résultats concrets, mais pourrait encore avoir des effets préjudiciables, car elle susciterait les espoirs de la communauté mondiale pour ne faire que les décevoir. Le Gouvernement du Royaume-Uni estime donc que s'il incombe à l'Assemblée générale de décider en principe de procéder à la préparation d'une conférence mondiale du désarmement, il conviendrait de confier cette préparation à un comité de composition équilibrée. Il serait bon que ce comité puisse mettre à contribution les connaissances de certains de ceux qui ont l'expérience des négociations sur le désarmement ayant eu lieu à Genève" (A/8817, annexe I, p. 78).

"... c'est à Genève qu'un comité préparatoire serait le mieux à même de mener à bien ses travaux" (A/8817, annexe I, p. 78).

### Venezuela

"... il conviendrait de créer un organe approprié chargé de préparer la conférence, étant entendu que cet organe recevra un mandat précis qu'il devra remplir dans un délai donné ... l'organe qui pourrait être appelé comité spécial ou comité préparatoire ou porter tout autre nom que l'on souhaiterait lui donner, devrait être composé, outre des cinq membres permanents du Conseil de sécurité - qui sont en fait les cinq grandes puissances nucléaires - des membres de la CCD et d'un nombre limité d'autres Etats représentant de façon équitable les différentes régions géographiques du monde" (A/C.1/PV.1887, p. 47).

### Yougoslavie

"... il faudrait examiner les possibilités de faire contribuer à cet objectif les organes existants de l'ONU - et plus particulièrement la Commission du désarmement, ... - /en permettant à tous les Etats de participer à la préparation de la CMD/ une fois que seront créées les conditions favorables aux travaux préparatoires..." (A/PV.1987, p. 27).

"... à notre avis, il est indispensable de créer un organe préparatoire approprié composé des représentants de toutes les puissances nucléaires et d'un nombre précis d'autres pays, en tenant compte évidemment du besoin d'assurer une représentation politique et géographique équilibrée. Toutefois, ma délégation n'a pas de parti pris quant à la composition de cet organe, ses responsabilités et son mandat ... Pour mener à bien ses travaux, l'organe préparatoire doit pouvoir accepter les initiatives et suggestions des pays qui n'y sont pas représentés et devrait - en coopération avec le Secrétaire général ... - organiser la préparation d'études appropriées portant sur divers aspects du désarmement..."

... l'organe préparatoire devrait être composé de manière à assurer une représentation politique et géographique équilibrée de toutes les régions du monde. Toutes les puissances nucléaires devraient y être représentées. Dans l'exercice de ses activités, il devrait suivre une procédure démocratique permettant à tous les autres pays de participer aux travaux préparatoires, conformément aux besoins et s'ils en expriment le désir, et notamment d'apporter leur contribution sous la forme de suggestions, de demandes, etc." (A/C.1/PV.1877, p. 41; A/8817, annexe I, p. 93).

Voir également : IV.

#### Zambie

La Zambie "estime que, quel que soit l'organe que l'Assemblée générale décide de créer comme comité préparatoire pour la conférence, il devrait comprendre les cinq puissances nucléaires et refléter par ailleurs dans sa composition une représentation politique et géographique bien équilibrée" (A/C.1/PV.1883, p. 89-90).

#### IV. Ordre du jour de la conférence

##### Australie

Voir : II.

##### Autriche

La CMD "devrait traiter de toutes les questions relatives au désarmement et à la limitation et au contrôle des armements" (A/8817, annexe I, p. 4).

Voir également : II.

##### Belgique

"L'ordre du jour doit comprendre tous les aspects du désarmement, aussi bien conventionnel que nucléaire, partiel que complet, régional que général." La Belgique a suggéré que "la question de l'ordre du jour fasse l'objet de consultations" (A/8817, annexe I, p. 6).

##### Brésil

Voir : I et II.

##### Bulgarie

Il conviendrait "... d'examiner en premier lieu la question du désarmement général et complet ... et en second lieu les mesures partielles qui pourraient contribuer à atteindre le but final" (A/8817, annexe I, p. 8); et

"... de donner la priorité à l'interdiction des armes nucléaires" (CCD/PV.580, p. 23).

##### République socialiste soviétique de Biélorussie

"L'ordre du jour pourrait comprendre un large éventail de questions concernant l'objectif principal des négociations, à savoir le désarmement général et complet, ainsi que les mesures de désarmement partiel" (A/8817, annexe I, p. 66).

"Il conviendrait qu'y figurent toutes les questions relatives au désarmement que la conférence, de l'avis de la majorité des participants, devrait examiner" (A/PV.1995, p. 9-10).

##### Canada

"L'ordre du jour devrait être vaste et permettre la discussion et l'examen de tous les aspects de la limitation des armements et du désarmement que les Etats participants pourraient souhaiter évoquer ... il faudrait donner la priorité au

désarmement nucléaire, mais cela ne devrait en rien exclure la discussion des autres aspects du désarmement, y compris les armes chimiques et biologiques, les armes classiques, les conséquences économiques et sociales de la course aux armements, les arrangements particuliers, limités ou régionaux, relatifs à la limitation des armements et au désarmement et les préparatifs en vue du désarmement général et complet" (A/8817, annexe I, p. 11).

### Chili

La conférence "devrait examiner tous les problèmes inhérents au désarmement, ceux par exemple qui concernent les conditions dans lesquelles il s'effectuerait et la portée à lui donner;" (E/PV.1990, p. 41).

### Cuba

Il est "indispensable que la question des bases militaires étrangères figure à l'ordre du jour de la CMD" (E/C.1/PV.1883, p. 67).

### Chypre

"La CMD devrait examiner tous les aspects du lourd fardeau que représentent les armements. L'ordre du jour doit inclure la gamme complète des questions de désarmement et les problèmes connexes économiques et politiques. 'Programme complet de désarmement', tel devrait être l'ordre du jour et le cadre de la conférence. Comme il existe une relation étroite entre le désarmement, la sécurité internationale, le règlement pacifique des différends et l'instauration d'un climat de confiance, ces problèmes ne peuvent être entièrement dissociés" (A/8817, annexe I, p. 12 et 13).

### Tchécoslovaquie

La Tchécoslovaquie "reste prête à apporter sa contribution à la discussion constructive de tout l'ensemble des questions qui constituent le problème du désarmement, depuis le désarmement général et complet qu'elle estime être le but final des efforts communs jusqu'aux mesures partielles qui pourraient contribuer au désarmement général et complet" (A/8817, annexe I, p. 83; A/PV.1987).

"Elle attache bien sûr une importance essentielle aux questions du désarmement nucléaire" (E/AC.167/L.2, annexe, p. 14).

"... il est inévitable que les conditions que requiert le désarmement mondial occupent une place prépondérante à l'ordre du jour de la conférence" (A/PV.1987, p. 17).

"Si la majorité des Etats le souhaitent, la première CMD pourrait mettre l'accent uniquement sur les problèmes de désarmement nucléaire, et notamment sur les questions d'interdiction et de destruction des armes nucléaires et de leurs vecteurs" (CCD/PV.567, p. 8).

### Danemark

"... il serait pour l'instant prématuré de soumettre des propositions précises en ce qui concerne l'ordre du jour d'une CMD" (A/8817, annexe I, p. 14).

### Equateur

"... l'Equateur n'estime pas que le moment soit venu de décider de l'ordre du jour de la conférence ou d'en définir les stades préparatoires, mais nous pensons qu'il faut s'attaquer au problème essentiel, qui est la destruction et l'interdiction des armes de destruction massive, y compris, naturellement, des armes nucléaires, sous l'égide de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies" (A/C.1/PV.1883, p. 22).

### Egypte

La CMD devrait "... examiner toutes les questions ayant trait au désarmement, tout en gardant présent à l'esprit l'objectif final, à savoir la réalisation d'un désarmement général et complet sous contrôle international efficace ... il conviendrait que le rang élevé de priorité qui doit être accordé au désarmement nucléaire soit reflété comme il sied dans l'ordre du jour ... Elle devrait également consacrer son attention à l'interdépendance qui existe entre les mesures de désarmement et les dispositions de la Charte traitant de la sécurité internationale ainsi que les Déclarations pertinentes adoptées par l'Assemblée générale dans ce domaine, et ce en vue d'assurer le bon fonctionnement du système de sécurité collective prévu par la Charte ... et à l'application des traités qui ont déjà été conclus au sujet de la limitation des armements et du désarmement. On pourrait ultérieurement mettre en place un programme de contrôle détaillé pour s'assurer que ces traités sont pleinement et universellement appliqués" (A/8817, annexe I, p. 16).

### France

"La conférence doit rester maîtresse de son ordre du jour et de ses procédures. L'établissement de l'ordre du jour devra constituer la tâche essentielle de l'organisme préparatoire de la conférence" (A/8817, annexe I, p. 26).

### République démocratique allemande

"... l'ordre du jour de la conférence devrait comprendre toute une série de questions relatives au désarmement. Les discussions devraient porter principalement sur la recherche des moyens d'assurer le désarmement général et complet ... il convient de consacrer toute l'attention voulue à l'élaboration de mesures partielles de limitation des armements et de désarmement, ainsi que de mesures tendant à assurer l'application et l'observation par tous les Etats des accords existant à ce sujet" (A/8817, annexe II, p. 2).

## Ghana

"... L'ordre du jour provisoire devrait être exhaustif et comprendre toutes les questions relatives aux armements, qu'ils soient nucléaires ou classiques. L'établissement de cet ordre du jour exhaustif et détaillé devrait être confié à un comité préparatoire créé à cet effet" (A/C.1/PV.1883, p. 57).

## Hongrie

" i) Discussion générale sur les problèmes universels concernant la course aux armements et le désarmement.

ii) Evaluation des propositions concrètes présentées à la conférence en vue du désarmement.

iii) Définition de la portée de l'examen international des questions de désarmement.

iv) Décision concernant le fonctionnement futur du Comité du désarmement à Genève" (A/8817, annexe I, p. 31).

## Inde

Les débats de la conférence "devraient porter sur toute la gamme des problèmes relatifs au désarmement, y compris les mesures partielles et collatérales. Il ne faut pas oublier que le but est un désarmement général et complet sous contrôle international efficace, et que l'on ne peut avancer sur cette voie que par étapes, pour aboutir finalement à l'élimination de toutes les armes de destruction ou de mutilation massives" (A/AC.167/SR.5, p. 8).

Voir également : I et II.

## Indonésie

"L'ordre du jour de la conférence devrait être exhaustif, afin que puissent être envisagés tous les aspects du désarmement. Priorité devrait être accordée à la question du désarmement nucléaire, mais la question des armes classiques devrait également être examinée" (A/C.1/PV.1884, p. 18).

## Italie

"L'ordre du jour de la conférence mondiale devrait être établi de façon à n'empêcher l'examen d'aucun des aspects les plus importants d'un problème aussi important pour l'humanité que l'est celui du désarmement. La recherche des moyens permettant d'atteindre l'objectif que constitue le désarmement général et complet serait évidemment l'un des éléments essentiels de cet ordre du jour ... /l'Italie/, sans nier l'utilité et l'efficacité de mesures partielles, reste convaincue que pour obtenir des effets décisifs et durables, ces mesures doivent

être coordonnées dans un programme qui établirait les responsabilités de tous les Etats. Dans ce cadre, il faudra aborder le désarmement nucléaire et le désarmement en matière d'armes classiques, sans les séparer ..."

"La conférence mondiale devrait tenir compte des diverses mesures qui pourraient être prises sur une base régionale, en Europe comme dans les autres continents" (A/8817, annexe I, p. 37 et 38).

#### Côte d'Ivoire

"La conférence devrait examiner l'ensemble des problèmes qui se rapportent au désarmement général et complet sous tous ses aspects, aussi bien politique, militaire, économique que social, afin d'arrêter des mesures effectives et raisonnablement applicables par tous et, en tout premier lieu, par les puissances nucléaires qui détiennent la solution de ce problème" (A/C.1/PV.1899, p. 8).

#### Japon

"La priorité la plus élevée devrait être accordée à la question du désarmement nucléaire dans le projet d'ordre du jour" (A/8817, annexe I, p. 39).

#### Kenya

"Les points suivants devraient être inscrits à l'ordre du jour ... :

1. Moyens d'élaborer des mesures de désarmement général et complet (A/AC.167/L.2, annexe, p. 7).

2. Mesures concrètes visant à faire cesser la course aux armements, à prévenir toute nouvelle prolifération des armes nucléaires et à assurer le désarmement nucléaire.

3. Programmes de coopération dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire" (A/8817/Add.1, p. 3).

#### Koweït

"L'ordre du jour devrait tout d'abord porter sur le désarmement nucléaire, et la conférence devrait ensuite aborder la question des armes classiques" (A/C.1/PV.1875, p. 47).

"... La CMD s'occupera d'une vaste série de questions que la CCD n'a pu aborder ou examiner avec succès : démantèlement des bases militaires établies sur le territoire d'autres pays, réduction des budgets militaires, démilitarisation totale du fond des mers et des océans et, surtout, application de mesures de désarmement général et complet aux grandes puissances elles-mêmes" (A/C.1/PV.1943, p. 52).

## Libéria

"L'ordre du jour provisoire de la CMD devrait inclure tous les aspects de la question du désarmement et être détaillé et exhaustif" (A/C.1/PV.1879, p. 12).

## Maurice

Voir : I.

## Mexique

"... pour élaborer ce programme provisoire, on pourrait s'inspirer du 'Programme détaillé de désarmement' qui a été présenté pour la première fois à la CCD en août 1970 par les délégations mexicaine, suédoise et yougoslave, puis à l'Assemblée générale à sa vingt-cinquième session, par l'Irlande, le Maroc, le Mexique, le Pakistan, la Suède et la Yougoslavie" (A/8817, annexe I, p. 44).

"... l'examen de l'ordre du jour de la conférence ne devrait pas être affecté par les divergences qui existent ou pourraient surgir entre les membres permanents du Conseil de sécurité ..." (A/C.1/1027, p. 3).

"L'organe auquel l'Assemblée générale confiera les préparatifs de la Conférence devra élaborer, en consultation avec 'tous les Etats', un ordre du jour provisoire à la fois réaliste et ambitieux et qui soit détaillé sans être rigide" (A/8693, p. 3).

## Mongolie

La Mongolie estime "que l'ordre du jour de la conférence doit évidemment être en relation étroite avec ses objectifs et inclure un grand nombre de questions relatives au désarmement général et complet, de même que l'examen des mesures partielles et auxiliaires susceptibles d'assurer la réalisation de son but final".

"En ce qui concerne les priorités à accorder aux divers problèmes du désarmement, nous pensons que la conférence devrait se prononcer elle-même de façon définitive sur l'ordre dans lequel elle étudierait ces problèmes et sur le temps qu'elle leur consacrerait ... Il convient d'examiner en priorité l'interdiction de tous les types d'armes de destruction massive et notamment des armes nucléaires" (A/C.1/PV.1873, p. 42; A/8817, annexe I, p. 51).

## Maroc

"... l'ordre du jour provisoire pourrait comporter les questions suivantes : 1) mesures tendant à freiner la course aux armements nucléaires et, en particulier, la cessation de tous les essais d'armes nucléaires ainsi que la renonciation à l'emploi de ces armes dans des conflits armés, pour aboutir finalement à leur destruction et élimination des arsenaux des Etats; 2) mesures relatives à l'interdiction des autres armes de destruction massive; 3) mesures collatérales de désarmement; 4) désarmement général et complet sous contrôle international strict et efficace".



"Le 'Programme détaillé de désarmement' annexé à la résolution 2661 (XXV) de l'Assemblée générale pourrait servir de base à l'établissement d'un ordre du jour plus détaillé de la conférence" (CCD/PV.581, p. 21).

#### Népal

"... l'un des premiers points à inscrire à l'ordre du jour devrait être la création d'un nouvel organisme de négociations qui devrait se conformer à certains principes directeurs dont, tout en négociant, il étudierait les possibilités d'application. ... La question de la non-utilisation des armes nucléaires devrait occuper une place de choix à l'ordre du jour de la conférence. Il nous semble que le concept du renoncement à utiliser ces armes le premier est la formule qui nous permettrait d'atteindre le plus facilement cet objectif, et de résoudre de façon satisfaisante la question controversée des garanties portant sur la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires".

"Il serait logique de faire suivre le point relatif au renoncement à utiliser les armes nucléaires le premier par la proposition soviétique tendant à interdire et à éliminer ces armes. Cette proposition ne peut néanmoins pas être examinée indépendamment de l'idée d'un blocage de la production et du déploiement des armes et systèmes stratégiques, qu'ils soient offensifs ou défensifs".

"Un point qui est étroitement lié à ce blocage des armements et devrait obligatoirement figurer à l'ordre du jour de la conférence est la proposition soviétique tendant à réduire à un minimum, tant que durera le processus de réalisation du désarmement général et complet, le nombre de vecteurs que détiennent les puissances nucléaires" (A/PV.1985, p.57 à 61).

#### Nigéria

"... seul l'examen d'un vaste éventail de questions intéressant le désarmement pourra être efficace. Nous pensons qu'il faut du temps et des compétences particulières pour établir un ordre du jour aussi vaste. C'est une tâche qui devrait être confiée à un organe chargé de préparer la conférence" (A/C.1/PV.1875, p. 62).

#### Pakistan

Le Pakistan pense que "l'ordre du jour de la première CMD /devrait/ porter uniquement sur l'interdiction et l'élimination des armes nucléaires et de leurs vecteurs. Même ainsi restreint, cet ordre du jour serait si étendu qu'il serait sans doute extrêmement difficile d'atteindre l'objectif visé ... Même si la conférence aboutissait seulement à un accord sur une convention tendant à interdire l'emploi d'armes nucléaires contre les pays non dotés de ces armes et les zones dénucléarisées et entre les pays dotés d'armes nucléaires, elle marquerait un pas historique sur la voie du renforcement de la sécurité internationale à l'ère nucléaire" (A/PV.1996, p. 31).

Voir également : I.

## Pologne

L'ordre du jour "devrait refléter les espérances et les besoins de tous, et porter essentiellement sur les problèmes qu'il est grand temps d'examiner à fond, de négocier et de résoudre" (A/C.1/PV.1874, p. 7).

De l'avis de la Pologne, "la CMD devrait étudier sous tous leurs angles l'ensemble des questions de désarmement, à la fois dans le domaine nucléaire et dans celui des armements classiques. En raison de la nature des armes de destruction massive, on doit leur attribuer un rang élevé, dans l'ordre de priorité, parmi les problèmes qu'étudiera la conférence" (A/3817, annexe I, p. 63; A/C.1/PV.1935, p. 8 à 11).

Parmi les aspects du désarmement nucléaire figurent : "l'interdiction des essais d'armes nucléaires pour tous les pays et dans tous les milieux physiques; la conclusion d'un accord d'interdiction complète des essais constituerait un pas important vers la fin de la course aux armements nucléaires. Elle réduirait fortement le danger d'un holocauste nucléaire. Les mesures suivantes dans le domaine du désarmement nucléaire devraient être l'interdiction d'utiliser des armes nucléaires et de les fabriquer, et finalement la destruction de ces armes et leur élimination de tous les arsenaux militaires".

"L'ordre du jour de la conférence devrait également comprendre le problème des armements de type classique, la question du désarmement général et complet, ainsi que des mesures partielles tendant vers cet objectif. Par mesures partielles nous entendons des mesures visant à freiner davantage la course aux armements, à limiter et à réduire les forces armées dans les régions d'affrontement militaire, à supprimer les bases militaires à l'étranger, à réduire les dépenses et les budgets militaires et à diminuer ou éliminer les risques de conflits militaires et d'attaques par surprise. Dans le cadre d'une CMD, on pourrait également examiner le problème de l'adhésion universelle et stricte aux accords et traités internationaux déjà conclus dans le domaine du désarmement".

De l'avis de la Pologne, la CMD pourrait également "parvenir à certains accords de désarmement sur les questions déjà mûres; déterminer le rôle, l'urgence, la priorité et l'interdépendance des diverses questions relatives au désarmement; établir des priorités pour les futures négociations concrètes sur le désarmement; choisir la méthode à suivre et le cadre le plus indiqué pour ces négociations" (CCD/PV.575, p. 17; A/PV.1985; A/C.1/PV.1888).

La CMD "pourrait également examiner utilement un autre aspect du désarmement nucléaire : la possibilité d'interdire l'emploi des armes nucléaires. A cet égard, la proposition soviétique faite à la vingt-septième session de l'Assemblée générale, relative à la non-utilisation de la force dans les relations internationales et à l'interdiction permanente d'utiliser des armes nucléaires pourrait fournir une bonne base de discussion" (A/C.1/PV.1935, p. 8 à 10).

## Roumanie

"L'ordre du jour provisoire de la conférence devrait être établi, dans le processus de la préparation de la conférence, par le moyen de consultations entre tous les Etats intéressés en tenant compte de la priorité absolue du désarmement atomique et de la nécessité d'examiner, de négocier et de finaliser conjointement plusieurs mesures visant à la cessation de la course aux armements et au désarmement".

"Parmi les mesures qu'il faudrait avoir en vue, les plus importantes seraient les suivantes :

1) L'arrêt de la course aux armements, le blocage des budgets militaires, l'établissement d'un programme concret visant à la réduction graduelle de ceux-ci, en commençant par la réduction des budgets militaires des grands pays puissamment armés;

2) L'élaboration d'un programme concret tendant à l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires, à la création de zones de paix et dénucléarisées, à la cessation de la production d'armement, notamment d'armes nucléaires, d'armes chimiques et de tous autres moyens d'extermination massive, la liquidation graduelle de ces armes sous contrôle international;

3) L'adoption de mesures concrètes visant au démantèlement des bases militaires et au retrait des troupes étrangères des territoires d'autres Etats, la réduction graduelle des effectifs des forces armées nationales, la liquidation des blocs militaires, la réalisation d'actions pratiques contre la propagande de guerre et celle propageant la haine entre les peuples;

4) Le désarmement général" (A/8817, annexe I, p. 74-75).

## Sierra Leone

"Ma délégation voudrait que l'ordre du jour qui sera adopté comprenne toutes les questions de désarmement, de limitation et de contrôle des armes" (A/PV.1889, p. 13).

## Suède

"/L'ordre du jour/ devrait porter sur toutes les formes de désarmement ... Il devrait englober le désarmement général et complet, et également des mesures accessoires permettant de réaliser cet objectif. Il pourrait également être élargi de façon à comprendre la non-utilisation d'armes de destruction massive ou d'armes classiques de caractère particulièrement cruel, si ces questions n'étaient pas traitées de façon adéquate au cours des travaux qui se déroulent sous les auspices du Comité international de la Croix-Rouge pour la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés. L'objectif

le plus important serait l'élimination définitive de toutes les armes nucléaires et de toutes les autres armes de destruction massive. Le programme détaillé de désarmement dont il est question dans la résolution 2661 C (XXV) de l'Assemblée générale pourrait fournir des directives utiles. Il faudrait poser comme principe général la possibilité d'examiner à la conférence toutes les questions relatives au désarmement" (A/8817, annexe I, p. 80; CCD/PV.576, p. 19).

"... on pourrait inscrire comme question prioritaire, à l'ordre du jour de la CMD, l'engagement de ne pas être le premier à utiliser les armes nucléaires. Demander par ailleurs que cet engagement soit pris avant la conférence n'est guère raisonnable". La CMD est "nécessaire pour pousser tous les pays dotés d'armes nucléaires à faire cette promesse" (A/C.1/PV.1941, p. 56).

La délégation suédoise approuve l'opinion selon laquelle "le projet de conférence mondiale du désarmement doit comprendre la question des modalités les plus indiquées en vue des futures négociations sur le désarmement" (A/PV.1989, p. 21).

#### Turquie

Voir : V.1.

#### République socialiste soviétique d'Allemagne

La CMD pourrait examiner "l'ensemble des questions liées au désarmement, portant à la fois sur les armes nucléaires et les armes de type classique, sans perdre de vue que c'est la course aux armements nucléaires qui suscite le plus d'inquiétude dans le monde entier. Si la majorité des participants à la conférence le souhaitent, il faudra accorder une attention prioritaire, bien entendu, à l'interdiction et à l'élimination des armes nucléaires et des armes de destruction massive" (A/PV.1989, p. 38, 39, 40).

En outre, la CMD "pourrait étudier le problème du désarmement général et complet, qui est le problème d'actualité le plus important, et également certaines mesures partielles, afin de diminuer la tension internationale et de ralentir la course aux armements. Elle pourrait notamment examiner des questions prioritaires comme l'interdiction des armes nucléaires, la cessation de tous les essais d'armes nucléaires, la création de zones dénucléarisées dans diverses parties du monde, la réduction des budgets militaires des Etats, etc." et "la question de la réduction des forces armées et des armements en Europe centrale" (A/PV.2144, p. 93).

#### Union des Républiques socialistes soviétiques

"A la conférence, une place importante doit être réservée à l'examen des moyens de réaliser l'objectif principal ... le désarmement général et complet" (A/8817, annexe I, p. 88).

"La CMD pourrait examiner les problèmes du désarmement dans toute leur étendue, qu'il s'agisse des types classiques d'armements et des forces armées ou des armes de destruction massive" (A/PV.1978, p. 16).

"... la CMD devrait étudier en priorité les questions intéressant le désarmement nucléaire, comme la cessation de tous les essais d'armes nucléaires par tous les pays, la création de zones dénucléarisées dans diverses parties du monde, l'interdiction totale des armes nucléaires et la destruction de leurs stocks, car l'homme, en conscience, ne peut accepter d'employer ces armes de quelque façon que ce soit. En outre, l'Union soviétique pense qu'il serait souhaitable d'examiner à cette conférence d'autres problèmes, afin d'amener un ralentissement et finalement la cessation totale de la course aux armements ainsi que le relâchement de la tension internationale : élimination de toutes les bases militaires situées en territoire étranger, réduction des forces armées et des armements dans les zones où les affrontements militaires sont particulièrement dangereux, réduction des dépenses militaires, en commençant par des grands Etats, etc." (A/PV.1996, p. 46).

"Un ordre du jour provisoire acceptable par tous pourrait être établi d'un commun accord avant la conférence" (A/C.1/PV.1872, p. 32).

#### Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

"... il convient de n'exclure automatiquement de l'ordre du jour aucun aspect du désarmement ou de la limitation des armements, nucléaires ou non. Il faut aussi partir du principe qu'à chaque stade du désarmement et de la limitation des armements, on doit ménager un équilibre qui maintienne ou améliore la sécurité de tous les intéressés" (A/8817, annexe I, p. 78).

#### Venezuela

"... il faut étudier en priorité la limitation de la fabrication, du perfectionnement et de la multiplication des armes nucléaires, tout en réduisant au minimum le danger permanent d'une guerre atomique" (A/C.1/PV.1953, p. 22).

#### Yougoslavie

"... l'ordre du jour provisoire devrait se caractériser ... par une optique très générale, permettant par la suite de choisir des questions essentielles au cours de la conférence. Le projet d'ordre du jour préliminaire devrait être établi par un organe chargé de préparer la conférence, qui devrait être tenu de prendre en considération les suggestions présentées par les gouvernements dans leurs réponses au Secrétaire général ..." (A/8817, annexe I, p. 92).

"... l'ordre du jour pourrait comprendre les points suivants : le désarmement dans le contexte des relations et des tendances internationales actuelles et, à ce propos, l'étude des efforts déployés à ce jour dans le domaine du désarmement, ainsi que de la situation existante; la définition des problèmes prioritaires qui devraient faire, d'urgence, l'objet de négociations et d'accords (le désarmement nucléaire, en particulier la question d'interdire l'emploi et la prolifération des armes nucléaires et des essais nucléaires de toutes sortes, l'interdiction des armes chimiques, les mesures de désarmement concernant les armes de type classique,

etc.); l'assistance économique aux pays en voie de développement, à l'aide des ressources financières libérées par la mise en application de mesures de désarmement spécifiques; le renforcement du rôle de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement; les modifications à apporter éventuellement au mécanisme de désarmement de l'Organisation des Nations Unies, pour le rendre plus efficace et le démocratiser" (A/8817, annexe I, p. 92).

### Zambie

"L'ordre du jour de la CMD devrait porter en détail sur tous les aspects du désarmement. La Zambie souhaiterait par exemple que la conférence aborde des questions comme la cessation de tous les essais nucléaires, que ce soit dans l'atmosphère ou sous terre; la nécessité d'axer la recherche et le développement nucléaires sur les utilisations pacifiques de l'énergie atomique; et le transfert des connaissances acquises aux pays en voie de développement. Elle souhaiterait également que la conférence étudie la question de la réduction des dépenses militaires - sans cesse accrues - d'un grand nombre de pays, et les moyens d'encourager l'utilisation des fonds ainsi libérés pour l'aide économique aux pays en voie de développement".

"S'il faut examiner les mesures à adopter en vue du désarmement général, il convient aussi de se pencher d'urgence, et de façon toute particulière, sur la nécessité de détruite immédiatement les armes nucléaires existantes et d'interdire leur fabrication. Les armes nucléaires représentent la plus grave menace qui pèse sur l'humanité et l'environnement, et puisqu'elles sont le privilège d'un petit nombre de pays seulement, il devrait être possible de les éliminer" (A/C.1/PV.1883, p. 87).

## V. Organisation de la conférence

### 1. Questions administratives (date, durée envisagée, lieu souhaité, etc.)

#### Afghanistan

L'Afghanistan aurait aimé que l'Assemblée générale prît une décision au sujet de la date et du lieu de la conférence (A/PV.2138).

#### Australie

Les travaux préparatoires, quels qu'ils soient, aboutiront sans doute tout naturellement à un accord sur la date, la durée et le lieu de la conférence (A/C.1/PV.1886).

#### Autriche

Pour ce qui est de la date, la conférence ne devrait avoir lieu qu'après avoir été préparée à fond, très soigneusement (A/8817, p. 3).

Pour ce qui est de la durée, "quatre à six semaines pourraient constituer une durée satisfaisante pour la conférence. Il ne faut cependant pas exclure l'éventualité qu'au cours de celle-ci il apparaisse justifié de tenir une deuxième session l'année suivante ou à une date ultérieure" (A/8817, annexe I, p. 4).

Pour ce qui est du lieu, "la considération à faire intervenir de façon décisive dans le choix de ce lieu devrait être d'assurer le succès de la conférence" (A/8817, annexe I, p. 4).

Voir également : III.

#### Belgique

Date : la date "dépendra de la préparation" (A/8817, annexe I, p. 7).

Durée envisagée : "Les débats de la conférence pourraient s'étendre sur un mois environ".

Lieu souhaité : New York ou Genève, à cause des installations dont l'Organisation dispose dans l'une et l'autre ville (A/8817, annexe I).

## Bouthan

Date : Le Bouthan a exprimé l'espoir qu'une conférence pourrait être convoquée prochainement (A/PV.2146).

## Bulgarie

Date : "La date de réunion de la conférence dépend directement du progrès des préparatifs et la Bulgarie estime qu'une année suffirait amplement à cette fin" (A/8817, annexe I, p. 8).

Durée envisagée : "La Bulgarie considère qu'une période n'excédant pas six semaines serait suffisante" (A/8817, annexe I, p. 9).

Lieu souhaité : "La Bulgarie appuierait toute proposition concernant le lieu de la conférence dans la mesure où l'Etat hôte peut assurer les conditions indispensables pour que tous les Etats du monde puissent participer à cette conférence" (A/8817, annexe I, p. 8).

## République socialiste soviétique de Biélorussie

"Les questions relatives à l'organisation et au financement de la conférence peuvent être confiées au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies qui bénéficie d'une grande expérience en cette matière" (A/8817, annexe I, p. 67).

Durée envisagée : "La première session de la conférence pourrait se tenir dans les deux années à venir pour une durée ne dépassant pas un mois et demi".

Lieu souhaité : La RSS de Biélorussie soutient toute proposition visant à réunir la conférence en un lieu qui conviendrait à tous les Etats du monde. Le lieu le plus approprié pour tenir la conférence serait probablement un pays qui soutient activement le désarmement en général et la convocation d'une conférence mondiale du désarmement en particulier, un pays qui réunisse toutes les conditions permettant à tous les Etats du monde de participer à cette conférence (A/8817, annexe I, p. 66 et 67).

## Canada

Date : "La date ne devrait être fixée qu'une fois que les autres questions préparatoires auront été réglées à la satisfaction générale des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. L'élément temps est un aspect qui exigera une étude soignée, en consultation étroite avec les principales puissances militaires du monde. Il serait souhaitable qu'une telle conférence ne coïncide pas avec une autre réunion majeure internationale, en particulier avec l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies; il serait aussi important qu'elle ne gêne pas les négociations sur la limitation de certaines armes ou sur le désarmement" (A/8817, annexe I, p. 11 et 12).



Durée envisagée : "La durée de la conférence serait une question à examiner pendant les travaux préparatoires compte tenu des autres facteurs, mais elle ne devrait pas dépasser un mois" (A/8817, annexe I, p. 12).

Lieu souhaité : Les locaux de l'Organisation des Nations Unies à New York et à Genève présenteraient des avantages manifestes, mais d'autres lieux pourraient être envisagés au cours des travaux préparatoires. Le lieu choisi devrait être équipé comme il convient, et permettre notamment des communications rapides avec le monde entier. Il serait souhaitable que le pays hôte n'ait pas à engager des dépenses majeures de biens d'équipement pour préparer une telle conférence (A/8817, annexe I, p. 11).

#### Chypre

Date : "La conférence ne devrait être convoquée qu'après une préparation minutieuse et appropriée" (A/8817, annexe I, p. 13).

Durée envisagée : "Elle devrait durer un temps suffisant pour épuiser son ordre du jour".

Lieu souhaité : "Tout lieu qui conviendrait le mieux aux Etats Membres et au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et qui constituerait aussi une tribune mondiale pour l'examen de cette question" (A/8817, annexe I, p. 13).

#### Tchécoslovaquie

Date : "Le plus tôt possible".

Lieu souhaité : La Tchécoslovaquie "appuierait chaleureusement la possibilité de tenir cette conférence dans l'un des Etats neutres" (A/8817, annexe I, p. 83).

#### Yémen démocratique

Voir : III.

#### Danemark

Date : "Si une date précise était d'ores et déjà fixée pour la tenue de la conférence, cela risquerait d'entraîner des complications au stade des travaux préparatoires. Une date appropriée et dont l'échéance ne soit pas trop lointaine devrait être fixée pour la tenue de la conférence lorsque les travaux préparatoires auraient suffisamment progressé" (A/8817, annexe I, p. 14).

Durée envisagée : Elle devrait "dépendre de l'issue des travaux préparatoires ... compte tenu de l'expérience acquise à l'occasion d'autres grandes conférences internationales, on pourrait raisonnablement envisager de fixer une durée n'excédant pas cinq à six semaines" (A/8817, annexe I, p. 14).

Lieu souhaité : "Le choix devrait être opéré en fonction de considérations financières et pratiques. Ces considérations amènent le Gouvernement danois à retenir New York comme solution possible". (A/8817, annexe I, p. 14).

Voir également : III.

#### Egypte

Durée envisagée : "... entre quatre et six semaines" (A/8817, annexe I, p. 17).

Lieu souhaité : "Compte tenu de la nécessité de disposer d'installations adéquates et d'oeuvrer dans des conditions propres à permettre une participation universelle, il y aurait lieu d'opter pour Genève, ville dont le nom est associé de longue date aux négociations sur le désarmement" (A/8817, annexe I, p. 17).

#### Finlande

Date : "Le plus tôt possible" (A/AC.167/L.2, annexe, p. 5).

Durée envisagée : Elle "sera avant tout fonction de l'ampleur et du degré d'avancement des travaux préparatoires" (A/8817, annexe I, p. 25).

Lieu souhaité : Genève (A/8817, annexe I, p. 25).

#### France

Date : "Il paraît prématuré à ce stade de prendre position. La conférence ne devra évidemment se réunir que lorsque sa préparation aura atteint un niveau satisfaisant".

Durée envisagée : "La durée de la conférence devra être fixée en fonction de l'ordre du jour établi et de l'importance des matières qui y figurent. Si les résultats obtenus à la fin de la réunion apparaissent suffisamment probants pour permettre de légitimes espoirs, la France ne serait pas opposée à ce que la conférence tienne une ou plusieurs sessions ultérieures" (A/C.1/PV.1882, p. 66; A/8817, annexe I).

#### République démocratique allemande

Lieu souhaité : "La République démocratique allemande accepterait toute ville qui assurerait des conditions de réunion appropriées et une égale participation de tous les Etats" (A/8817, annexe II, p. 2).

## Ghana

Date et durée envisagée : "On devrait choisir la date de la conférence en fonction du temps qui sera consacré aux travaux préparatoires. Quant à la durée de la conférence, on pourrait envisager une période de cinq à six semaines compte tenu du volume de travail que le comité préparatoire recommandera" (A/C.1/PV.1883).

## Hongrie

Date : Le Gouvernement hongrois "estime qu'il est en droit d'espérer que des mesures seront prises incessamment en vue de convoquer à bref délai la Conférence mondiale du désarmement" (A/AC.167/L.2/Add.3, p. 2).

Durée envisagée : "De cinq à six semaines".

"/La Hongrie/ propose que l'on demande au Gouvernement autrichien s'il pourrait se charger d'organiser la conférence. Dans l'affirmative, elle propose Vienne comme lieu de la conférence" (A/8817, annexe I, p. 31).

## Inde

Date : "La conférence mondiale du désarmement pourrait être organisée peu après l'achèvement des travaux préparatoires" (A/8817, annexe I, p. 36).

Durée envisagée : La conférence pourrait durer "environ huit semaines" (A/8817, annexe I, p. 36).

Lieu souhaité : "L'accord pourrait se faire sur n'importe quel lieu qui garantirait la participation de tous les Etats et offrirait les installations voulues pour le déroulement de la conférence" (A/8817, annexe I, p. 35).

## Indonésie

Date : L'Indonésie estime qu'il serait préférable de ne pas s'engager quant à la date et de convoquer la conférence seulement lorsqu'on sera raisonnablement assuré de ses chances de succès, d'après les conclusions auxquelles auront abouti des travaux préparatoires approfondis (A/C.1/PV.1884).

## Italie

Date : "Cette conférence pourrait avoir lieu à Genève, sans exclure d'autres lieux. Par ailleurs la date de la conférence ne devrait être fixée que lorsque les travaux préparatoires auront révélé qu'il existe une base d'accord qui permette d'espérer qu'elle aura des résultats positifs" (A/8817, annexe I, p. 38).

## Japon

L'Assemblée générale devrait décider de la date, du lieu, de l'ordre du jour, etc., d'une conférence mondiale du désarmement, sur la base des recommandations formulées par le comité préparatoire (A/8817, annexe I, p. 39).

## Kenya

Date et durée envisagée : "La conférence pourrait avoir lieu à une date ayant l'agrément de la majorité des Etats intéressés. La durée de la conférence devrait être d'au moins deux mois... Il conviendra d'engager des consultations nombreuses et approfondies avant de décider définitivement de la date de la conférence."

Lieu souhaité : "Tout lieu que pourra juger souhaitable la majorité". (A/AC.167/L.2, p. 9).

## Liban

Date : Le Liban propose de convoquer la conférence au milieu de la décennie (A/C.1/PV.1889).

## Libéria

Durée envisagée : De l'avis du Libéria, la Conférence devrait durer trois mois.

Lieu souhaité : "La Conférence devrait avoir lieu au Siège de l'ONU, car cela permettrait d'attirer davantage l'attention sur les travaux de la Commission. Du fait que toutes les missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies sont situées près du Siège, tous les Membres de l'ONU pourraient s'employer à faire naître un vif intérêt pour la tâche du désarmement et les efforts entrepris à cette fin. En outre, si la conférence avait lieu au Siège, cela réduirait les frais à la fois du Secrétariat et des Etats Membres, dont beaucoup peuvent accréditer le personnel de leur mission à New York comme leurs représentants à la conférence" (A/C.1/PV.1879).

## Mauritanie

Voir : III.

## Mexique

Durée envisagée : "Il semble indiqué de prévoir une durée de deux à trois mois".

"... la Conférence mondiale du désarmement ... se réunirait tous les trois ou quatre ans..." (A/C.1/PV.1872, p. 7).

"... une conférence mondiale du désarmement institutionnalisée, ouverte à tous les Etats et qui se réunirait ... pour deux ou trois mois, aux intervalles indiqués, comblerait un vide patent et aiderait grandement l'Assemblée générale à s'acquitter de sa tâche" (A/C.1/PV.1872, p. 7).

Lieu souhaité : "Il semblerait que Genève soit le lieu le plus indiqué pour accueillir la conférence mondiale du désarmement" (A/8817, annexe I, p. 45).

#### Mongolie

Date et durée envisagée : "La Mongolie souhaite que la conférence mondiale du désarmement soit convoquée dans les délais les plus brefs, pour une durée d'environ un à deux mois" (A/C.1/PV.1873; A/8817, annexe I, p. 51).

Lieu souhaité : La délégation mongole opterait pour Genève (A/C.1/PV.1873).

#### Maroc

"La durée de la conférence devrait être décidée par l'organe qui serait chargé des travaux préparatoires, et cela en fonction de l'ordre du jour qui serait établi, aussi bien que de l'importance des questions qui devraient être examinées par la conférence. En tous cas, la durée de la conférence ne devrait pas dépasser deux mois" (CCD/PV.581).

Lieu souhaité : "Quant au lieu de la conférence, il semble que Genève réunit toutes les conditions nécessaires pour l'accueillir. Toutefois, si un pays quelconque manifeste le désir d'accueillir la conférence, sa demande devrait être examinée avec le plus grand soin" (CCD/PV.581; A/8817, annexe I, p. 42).

#### Nigéria

Durée envisagée : Le Nigéria propose une durée de quatre à six semaines (A/C.1/PV.1875).

Lieu souhaité : Il ne faudrait envisager pour la conférence qu'un lieu qui puisse être accepté par tous et qui offre des conditions de travail satisfaisantes (A/C.1/PV.1875).

#### Norvège

"Il serait souhaitable de choisir une ville où la présence de l'ONU soit établie de longue date, compte tenu des besoins techniques auxquels il faudrait faire face et afin que cette conférence soit nettement associée aux travaux de l'Organisation des Nations Unies" (A/8817, annexe I, p. 55).

#### Pologne

Durée envisagée : La conférence "pourrait durer un mois ou un peu plus" (A/8817, annexe I, p. 64).

Lieu souhaité : "... Il convient de tenir compte de deux critères fondamentaux : a) ce lieu doit offrir une organisation et des moyens et installations permettant la tenue d'une conférence internationale de cette dimension; b) il doit assurer des conditions de travail normales pour tous les participants. A l'heure actuelle, plusieurs villes pourraient satisfaire aisément à ces critères et accueillir cette importante conférence; Genève est certainement l'une d'entre elles" (CCD/PV.575, p. 18).

#### Roumanie

Date et durée envisagée : "... pas plus tard que 1974-1975. La durée optimum de la conférence serait convenue compte tenu du délai nécessaire pour remplir le mandat qui lui sera imparti" (A/8817, annexe I, p. 75).

#### Sierra Leone

Lieu souhaité : "La Sierra Leone préférerait que cette conférence ait lieu dans un pays du tiers monde mais elle souscrira au choix de la majorité, quel qu'il soit" (A/C.1/PV.1889).

#### Espagne

Date : "Pour être efficace, la conférence ne devrait pas se dérouler avant la conférence européenne sur la sécurité et la coopération" (A/8817, annexe I, p. 19).

Durée envisagée : "La conférence mondiale pourrait durer un ou deux mois, sans préjudice de la possibilité qu'elle se réunisse à nouveau une ou plusieurs fois par la suite, s'il en est ainsi décidé" (A/8817).

Lieu souhaité : "Genève pourrait convenir comme lieu de la conférence" (A/8817).

#### Suède

Durée envisagée : La Suède estime que "quant à la durée de la conférence, quatre à six semaines devraient suffire. S'il en était ainsi décidé, une deuxième session ou peut-être des sessions périodiques pourraient être tenues plus tard" (A/8817, annexe I, p. 80).

Lieu souhaité : "Genève semble convenir le mieux" (A/8817, annexe I, p. 80).

#### Turquie

"Pour ce qui est du lieu, de la date et de l'ordre du jour de la conférence, la Turquie estime que ces questions devraient être examinées au cours des travaux préparatoires de la conférence" (A/8817, annexe I).

### République socialiste soviétique d'Ukraine

Durée envisagée : "La durée approximative des travaux de la conférence pourrait être fixée à environ un mois et demi" (A/8817, annexe I, p. 71).

Lieu souhaité : "On pourrait convoquer la conférence d'ici un an ou deux sur le territoire d'un Etat qui réunirait les conditions voulues pour que tous les pays du monde puissent être assurés de pouvoir participer aux travaux de celle-ci" (A/8817, annexe I, p. 70; A/C.1/PV.1877).

### Union des Républiques socialistes soviétiques

Date : Le Gouvernement soviétique "estime qu'une fois achevés les préparatifs nécessaires, il devrait être possible de tenir la conférence mondiale du désarmement dans l'année ou les deux ans à venir".

Le représentant de l'Union soviétique a déclaré que, "tout comme le représentant du Pérou, il pensait que la tâche principale du Comité était d'oeuvrer à la convocation d'une conférence mondiale du désarmement; la délégation soviétique ne croyait pas que cette conférence devrait être convoquée le lendemain ou le surlendemain, étant donné qu'il fallait la préparer très soigneusement, surmonter certaines difficultés et assurer la participation de tous les Etats, y compris de toutes les puissances nucléaires. Force était néanmoins de noter qu'en soi, l'examen de cette question à l'Organisation des Nations Unies, depuis trois ans, avait créé certaines conditions propices à l'amorce de préparatifs pratiques" (A/8817, annexe I, p. 88; A/AC.167/SR.4, p. 7).

### Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Date : Le Gouvernement du Royaume-Uni "estime qu'il convient de ne pas fixer la date de la conférence tant que les travaux du comité préparatoire n'auront pas révélé qu'il existe une base satisfaisante pour l'organisation de celle-ci" (A/8817, annexe I, p. 78).

Lieu souhaité : De l'avis du Royaume-Uni, "pour des raisons d'ordre pratique et administratif, New York pourrait constituer le siège approprié" (A/8817, annexe I, p. 78).

### Yougoslavie

Date : "Le Gouvernement de la RFS de Yougoslavie tient à signaler que - compte tenu de la grande importance que revêt le désarmement pour la paix, la sécurité internationale et le développement dans le monde - la quatrième Conférence au sommet des pays non alignés qui a eu lieu à Alger en septembre 1973 s'est particulièrement attachée à l'étude de cette question et a demandé, au paragraphe 75 de sa Déclaration politique, qu'une conférence mondiale du désarmement à laquelle participeraient tous les Etats soit convoquée aussitôt que possible. La République fédérative socialiste de Yougoslavie, qui a participé activement à ladite conférence, appuie entièrement cette position" (A/AC.167/L.2/Add.4, p. 1).

Durée envisagée : "La conférence pourrait certainement durer plus d'un mois" (A/8817, annexe I, p. 93).

Lieu souhaité : "Tout lieu généralement acceptable et offrant des conditions de travail satisfaisantes rencontrera l'agrément de la Yougoslavie" (A/8817, annexe I, p. 93).

#### Zambie

Lieu : La Zambie "n'a pas d'idées préconçues en ce qui concerne le lieu de la conférence, encore qu'elle préférerait que celle-ci n'ait pas lieu à New York" (A/C.1/PV.1883).

### 2. Structures, fonctions et procédures

#### Autriche

Voir : V.1.

#### Belgique

"Seuls l'impact et les résultats de cette première /conférence/ pourraient nous éclairer sur l'opportunité de créer un mécanisme permanent et de tenir des réunions périodiques" (A/PV.1992, p. 7).

#### Brésil

Pour le Brésil, il serait prématuré d'adopter dès maintenant une position quant à la possibilité de convoquer périodiquement une conférence (A/PV.1995).

#### Bulgarie

La Bulgarie souscrit à l'idée de transformer la conférence en un organe permanent.

"La conférence pourrait être transformée en un organisme permanent ou encore en un organisme appelé à travailler pendant un nombre d'années dont il serait décidé par les participants à la conférence. Cet organisme international pourrait tenir des sessions tous les deux ou trois ans et faire des recommandations à d'autres organismes ou comités internationaux s'occupant de questions de désarmement" (A/8817, annexe I, p. 9; CCD/PV.580, p. 24).

Voir également : VI.

#### Burundi

La "conférence devrait se tenir au niveau des chefs d'Etat ou de gouvernement, qui décideraient du désarmement total et complet" (A/PV.2061, p. 11).



## République socialiste soviétique de Biélorussie

"La CMD devrait devenir une instance internationale permanente, qui se réunirait périodiquement tous les deux ou trois ans" (A/8817, annexe I, p. 67).

## Canada

"Si on le souhaite, des dispositions appropriées pourraient être prises, en préparant la conférence, pour que non seulement les Etats non membres mais également des organisations non gouvernementales, des institutions privées et même des particuliers qui s'intéressent tout particulièrement au désarmement, contribuent à une telle conférence" (A/PV.1987, p. 37).

## Chili

La CMD devrait, "après avoir procédé à un examen profond de tous les aspects du problème, s'efforcer de dégager des mesures pratiques d'urgence qui ne seraient pas imposées par la majorité de la conférence, mais qui seraient acceptées par tous les Etats" (A/PV.1990, p. 43 à 45).

## Chine

Rappelant que "le Gouvernement chinois a toujours été favorable à la convocation d'une conférence mondiale pour discuter la question de l'interdiction complète et de la destruction totale des armes nucléaires", la Chine a déclaré ce qui suit : "en ce qui concerne le niveau de la conférence, ... nous continuons de penser qu'elle devrait réunir les chefs de gouvernement de tous les pays, mais nous sommes également disposés à entendre et à examiner d'autres opinions" (A/PV.1995, p. 31).

## Chypre

La CMD "pourrait peut-être se réunir à des intervalles fixés à l'avance pour évaluer les progrès réalisés entre-temps" (A/8817, annexe I, p. 13).

La CMD "doit se réunir tous les trois ou quatre ans... S'il n'est pas possible à l'heure actuelle de convoquer une CMD, la seule autre solution consiste à réunir la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies" (A/C.1/PV.1949).

## Tchécoslovaquie

"... nous sommes d'avis qu'il serait utile et nécessaire de réunir régulièrement la conférence mondiale du désarmement tous les deux ou trois ans" (A/8817, annexe I, p. 83).

La Tchécoslovaquie considère la CMD "comme un organe international qui fonctionnerait sur une base permanente" (A/C.1/PV.1935, p. 36).

## Egypte

L'Egypte considère la CMD comme un instrument de caractère provisoire (CCD/PV.603, p. 9).

## France

Voir : V.1.

## République démocratique allemande

"... il conviendrait d'instituer cette conférence mondiale en tant qu'organe permanent, que l'on convoquerait en session plénière à intervalles réguliers, tous les deux ou trois ans, pour qu'il passe en revue les réalisations dans le domaine du désarmement, recommande des mesures prioritaires à prendre en vue de résoudre les problèmes de désarmement et de limitation des armements et fournisse des avis et conseils concernant les futurs travaux à entreprendre sur de nouveaux accords. De plus, selon les besoins, on pourrait établir des groupes de travail qui étudieraient, pendant les sessions de la conférence et dans l'intervalle des sessions, des questions spéciales de désarmement que leur assignerait la conférence mondiale du désarmement en session plénière" (A/8817, annexe II, p. 3).

## Ghana

"Nous estimons que la CMD pourrait peut-être se réunir tous les deux ans, mais qu'elle serait habilitée à créer ses propres comités subsidiaires lorsqu'elle le jugerait nécessaire, la participation à la conférence étant ouverte à tous sur un pied d'égalité ou sur une base équitable" (A/PV.1985, p. 36).

"... nous avons des réserves quant à l'idée selon laquelle la CMD devrait probablement devenir une instance internationale permanente qui fonctionnerait pendant longtemps. A notre avis, rien ne pourrait être plus éloigné de la notion d'urgence contenue dans la proposition soviétique. Cela signifierait en effet que l'on demande aux peuples du monde de continuer à tolérer en permanence la course aux armements, ce qui ne doit pas être le cas. L'élan psychologique que la proposition soviétique donne à la cause du désarmement devrait permettre et même imposer la fixation d'une date limite pour que la CMD achève ses travaux dans un délai donné. Peu importe que ce délai soit fixé à 10 ou à 20 ans. En fait nous ne jugerions pas utopique de le fixer à 20 ans, étant donné la complexité de la tâche. Voilà pourquoi la CMD et la Décennie du désarmement sont indissociablement liées.

"La fixation d'un mandat de durée déterminée par la CMD aurait également des conséquences importantes pour des questions connexes d'un intérêt vital pour la paix et la sécurité internationales" (A/PV.1985, p. 37).

## Guyane

"... notre débat sur la nécessité de renforcer la sécurité internationale serait en réalité bien vain si tous les pays du monde n'étaient pas disposés à donner à ... /l'ONU/ la possibilité d'institutionnaliser les moyens de servir, comme il convient, les objectifs du désarmement et du maintien de la paix" (A/C.1/PV.1832, p. 43-45).

## Hongrie

"La première conférence pourrait fixer la date de conférences ultérieures éventuelles" (A/8817, annexe I, p. 32).

## Indonésie

"La plupart des Etats Membres ont également la conviction que la conférence devrait se réunir périodiquement mais qu'elle ne devrait pas nuire aux négociations sur le désarmement qui se déroulent par ailleurs" (A/C.1/PV.1952, p. 18).

## Italie

"Après la conférence, cet organe /le comité préparatoire/, ou un autre organe analogue, resterait en fonction et succéderait à l'actuelle CCD afin d'appliquer les décisions de la conférence et de poursuivre les négociations multilatérales qui se déroulent déjà" (A/8817, annexe I, p. 38).

## Liban

Le Liban se déclare "profondément inquiet de ce qu'on envisage de réunir la conférence périodiquement. Elle risque alors de se transformer en un organe délibérant permanent, perpétuant ainsi l'existence du problème des armements, renforçant le pouvoir des nations puissantes et condamnant les faibles à une impuissance permanente" (A/PV.1995, p. 60-70).

## Libéria

"... l'Assemblée générale devrait examiner l'opportunité de réunions ultérieures de la conférence et les intervalles auxquels ces réunions devraient avoir lieu" (A/C.1/PV.1879, p. 15).

## Mexique

Voir : II et V.1.

## Mongolie

La Mongolie partage "les vues selon lesquelles il serait souhaitable que la CMD fonctionne comme un organe international permanent qui se réunirait

périodiquement, par exemple tous les deux ou trois ans" (A/PV.1987, p. 32; A/8817, annexe I, p. 51).

#### Maroc

Le Maroc a exprimé "un doute quant à l'utilité de voir la CMD se constituer, une fois réunie, en un organe permanent" (A/C.1/PV.1875, p. 3 à 10).

#### Népal

Le Népal "soutient l'idée tendant à ce que cette conférence devienne un organe de l'Assemblée générale traitant des questions relatives au désarmement. Le désarmement est l'un des problèmes les plus importants et les plus complexes dont l'Assemblée générale est saisie. Il serait donc réaliste de donner à ce problème l'importance qu'il mérite et de créer un organe permanent qui relèverait directement de l'Assemblée générale et lui ferait rapport" (A/C.1/PV.1883, p. 81).

#### Pakistan

"Une conférence mondiale ... ne peut être en session permanente" (A/PV.1996, p. 28).

#### Pologne

Si l'ordre du jour de la CMD l'exige, "il convient d'envisager la possibilité que deux ou trois comités de session travaillent en même temps" (CCD/PV.575).

"On ne saurait demander, pour des raisons évidentes, que la CMD procède à des négociations portant sur des accords particuliers, et qu'elle cherche à se substituer aux organes et aux modalités de négociations sur le désarmement actuellement en place. Son but devrait être, au contraire, de procéder à un examen d'ensemble de l'état actuel des négociations sur le désarmement que poursuivent les organes existants et de formuler des recommandations portant sur les aspects militaires, politiques, économiques et sociaux du désarmement et, enfin, de proposer des priorités, des principes et des directives pour l'avenir des négociations sur le désarmement" (A/C.167/L.2/Add.1, p. 4).

La CMD pourrait se réunir périodiquement tous les trois ans (A/C.1/PV.1874, p. 11).

#### Roumanie

"La tenue périodique de la conférence mondiale à des intervalles de deux-trois ans permettrait d'examiner les résultats enregistrés dans la voie du désarmement, d'établir les mesures prioritaires pour chaque étape et les actions à entreprendre en vue de la mise en oeuvre de celles-ci, tout en offrant, en même temps, le cadre nécessaire à la négociation effective de nouveaux accords dans le domaine du désarmement.

Pour mener à bien les multiples tâches qui incomberaient à la conférence mondiale, il y aurait lieu d'instituer, entre les sessions de celle-ci, un conseil du désarmement, avec la participation de tous les Etats intéressés - organisme dont l'activité pourrait se déployer dans des commissions permanentes qui mèneraient à bien les négociations par catégories de mesures, telles que : désarmement nucléaire, mesures partielles de désarmement, désarmement conventionnel et désarmement général" (A/8817, annexe I, p. 75).

#### Arabie Saoudite

En ce qui concerne les dépenses que la CMD entraînerait, /l'Arabie Saoudite/ estime "que celles-ci devraient être couvertes exclusivement par les puissances nucléaires et par des contributions volontaires des puissances non nucléaires" (A/PV.1985, p. 82).

#### République socialiste soviétique d'Ukraine

La CMD "pourrait devenir un organe permanent qui se réunirait périodiquement tous les deux ou trois ans. ... La conférence pourrait confier à des groupes de travail plus restreints le soin de mener des négociations sur les questions de désarmement" (A/8817, annexe I, p. 71).

#### Union des Républiques socialistes soviétiques

"La conférence pourrait devenir un organe permanent. On pourrait la convoquer périodiquement, par exemple une fois tous les deux ou trois ans. Dans ce cas, la conférence appellerait systématiquement l'attention de tous les Etats sur les questions du désarmement et présenterait des recommandations concernant les problèmes qui exigent un examen prioritaire" (A/8817, annexe I, p. 88; A/PV.1942, p. 56; A/PV.1978, p. 22).

#### Venezuela

Le Venezuela envisage "avec de sérieuses réserves l'idée de faire de la conférence une tribune internationale permanente qui resterait en fonction pendant longtemps" (A/PV.1992, p. 32).

#### Yougoslavie

"... la CMD devrait tenir des sessions ordinaires à intervalles déterminés, une fois tous les deux ou trois ans, compte tenu des décisions prises lors de la première conférence et des besoins de la communauté internationale, et elle pourrait se réunir en session extraordinaire à la demande d'un certain nombre d'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies.

L'organe permanent de la conférence veillerait à la mise en application de ses décisions et en rendrait compte à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies dans des rapports qu'il présenterait entre les sessions" (A/8817, annexe I, p. 93-94).

Voir également : II.

3. Rapports avec l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes s'occupant du désarmement

Afghanistan

Voir : I.

Argentine

Voir : I.

Australie

"Il conviendrait que la conférence se tienne sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies" (A/8817, annexe I, p. 3).

"Rien ne pouvait remplacer les négociations conduites au sein d'un organe restreint qui, dans le meilleur des cas, devrait compter parmi ses membres les Etats importants sur le plan militaire et politique et des nations de diverses régions du monde et qui devrait en outre disposer des compétences spécialisées qu'exigent ces travaux'. Les auteurs de la proposition tendant à convoquer une CMD acceptent que les négociations se poursuivent au sein de la CCD ou d'un organe analogue. La CMD pourrait fournir des conseils dont l'organe restreint tiendrait compte en élaborant des traités" (A/C.1/PV.1886, p. 26-30).

Autriche

Une CMD "devrait avoir lieu sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Le comité préparatoire, la conférence et finalement les autres organismes de désarmement créés par la conférence devraient faire rapport à l'Assemblée générale afin que celle-ci soit tenue en permanence au courant de leurs travaux" (A/8817, annexe I, p. 5).

"Le rôle de l'Assemblée générale serait :

- En ce qui concerne le comité préparatoire, de formuler les décisions relatives à la date, au lieu et aux modalités de la convocation de la conférence;

- En ce qui concerne le rapport de la conférence, de porter une appréciation à ce sujet;
- Et en ce qui concerne les rapports établis par la suite au sujet des négociations ultérieures sur le désarmement, de formuler des recommandations appropriées ayant trait aux travaux des organismes intéressés.

Les relations entre d'une part le comité préparatoire, la conférence et ses futurs organes et d'autre part la CCD, ainsi qu'éventuellement avec d'autres organismes s'occupant de désarmement, et également la définition de leurs domaines de compétence respectifs, devraient faire l'objet d'un examen attentif" (A/8817, annexe I, p. 5).

### Belgique

"La conférence devrait se tenir sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies ... la mise sur pied d'une conférence mondiale intéressant l'humanité tout entière et qui se ferait en dehors de l'Organisation, pourrait porter préjudice au prestige même des Nations Unies" (A/8817, annexe I, p. 7).

L'URSS a donné l'assurance que la CMD ne réduirait pas l'importance des négociations en cours sur le désarmement, mais "il conviendra de nous assurer que cette conception est bien partagée par tous".

"Un lien de substance est établi" entre le travail de la CCD et la CMD, qui est essentiel" (A/PV.1992, p. 6).

La CMD "ne saurait ignorer les efforts de réduction des armements ou de désarmement entrepris sur le plan bilatéral ou régional" (A/8817, annexe I, p. 6).

"L'Assemblée générale dispose d'un organe subsidiaire à fonction plénière, la Commission du désarmement, ... qui pourrait peut-être être appelée à reprendre ses activités". La convocation de cette commission "serait en soi une décision très simple, ne réclamant que peu de formalités" (A/PV.1992, p. 4-5).

## Brésil

La CMD "ne pourrait se tenir que sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. On aurait ainsi l'assurance que le déroulement de la conférence et ses résultats éventuels seraient strictement conformes aux buts et principes de la Charte, garantissant par là le respect de certaines considérations politiques, chères à tous les Etats Membres, en particulier aux puissances de petite et moyenne importance" (A/C.1/PV.1878, p. 43).

La CMD "ne devrait en aucune façon nuire aux travaux de la CCD ou de la Première Commission de l'Assemblée générale. Il faut faire le maximum pour éviter toute action susceptible d'affaiblir ou d'esquiver le mécanisme existant au sein de l'ONU dans le domaine du désarmement" (A/PV.1995, p. 52).

Voir également : I.

## Bulgarie

"... la conférence serait le prolongement logique de leurs activités /celles d'autres instances où se déroulent des entretiens/; elle les compléterait et servirait à stimuler leurs efforts" (A/PV.1985, p. 52).

"Il est donc indispensable que l'ONU participe activement à la préparation de la conférence et à ses travaux, en particulier en ce qui concerne le règlement de certaines questions concernant l'organisation et le financement de la conférence" (A/8817, annexe I, p. 9).

Voir également : II.

## Burundi

"Une CMD devrait remplacer la CCD afin que les problèmes fondamentaux du désarmement ne se discutent plus en dehors des Nations Unies" (A/PV.2137, p. 88).

## République socialiste soviétique de Biélorussie

"La convocation d'une CMD ne signifie en aucune façon que celle-ci remplacera ou minimisera les discussions qui se déroulent par ailleurs, au sein de la CCD ou sur une base bilatérale" (A/C.1/PV.1876, p. 32).

## Canada

La CMD "serait organisée et réalisée dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, conformément aux pratiques et procédures établies" (A/8817, annexe I, p. 12).



"Il convient également d'étudier les rapports qui pourraient s'établir à l'avenir entre un organe préparatoire de cette conférence et" la CCD (CCD/PV.581, p. 13).

Il convient également que l'on ait l'assurance que "la convocation d'une telle conférence ne provoquerait pas de retard dans la limitation de certaines armes ou dans les négociations sur le désarmement qui se tiennent ailleurs" (A/8817, annexe I, p. 10; A/PV.1987; A/C.1/PV.1875).

### Chili

"... on veillerait tout particulièrement à éviter tout double emploi avec les travaux de tel ou tel organe de l'Organisation des Nations Unies" (A/C.1/PV.1880, p. 17).

"La CMD ne devrait pas se substituer aux activités d'autres organes tels que la CCD ou à d'autres initiatives telles que les conversations bilatérales qui se poursuivent entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, ou encore aux traités de portée mondiale ou régionale concernant tel ou tel aspect du désarmement" (A/PV.1990, p. 41).

### Chine

Rappelant que "le Gouvernement chinois a toujours été favorable à la réunion d'une conférence mondiale pour discuter la question d'une interdiction complète et d'une destruction totale des armes nucléaires", la Chine dit que "la question de savoir si cette conférence devait avoir lieu ou non dans le cadre de l'ONU devait faire l'objet de discussions et de consultations" (A/PV.1995, p. 32 à 35).

### Chypre

"... la conférence, et toute autre tribune s'occupant de désarmement actuellement en fonction ou sur le point d'être créée, doit être organiquement liée à l'Organisation des Nations Unies qui détient la responsabilité ultime du désarmement mondial et du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Toute tentative pour constituer la conférence hors du cadre de l'Organisation se solderait par le parallélisme, la contradiction et l'éparpillement des efforts" (A/PV.1996, p. 23; A/8817, annexe I).

"... en attendant, on devrait encourager la continuation des négociations bilatérales et multilatérales actuellement en cours sur le désarmement" (A/8817, annexe I, p. 13).

Voir également : V.2.

## Tchécoslovaquie

La CMD "doit avoir lieu dans le cadre de l'ONU" (A/8817, annexe I, p. 83).

"Notre conférence /CCD/ pourrait aider à préparer des documents de base ainsi qu'à réaliser d'autres mesures de cette conférence. Afin de faciliter les travaux de celle-ci, il serait bon de lui fournir des renseignements complets sur les résultats obtenus, les propositions faites et les discussions qui ont eu lieu au cours des négociations sur les différents aspects du désarmement" (CCD/PV.550, p. 6; CCD/PV.567).

"La réunion d'une CMD ... ne devrait pas nuire aux activités des organes existants en ce qui concerne la discussion des questions de désarmement, et ceci s'applique en particulier aux organes qui ont obtenu des résultats utiles. Je pense surtout à la CCD" (A/C.1/PV.1834, p. 31).

## Danemark

La CMD devrait avoir lieu "sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies" (A/8817, annexe I, p. 15; A/C.1/PV.1829).

"Une CMD ne devrait en aucune façon réduire l'importance des organes et des moyens actuellement utilisés pour les négociations sur le désarmement" (A/C.1/PV.1884, p. 62).

## Equateur

L'Equateur "... estime que la CCD doit être maintenue en tant qu'organe de négociation indépendant de tout organe préparatoire de la conférence qu'on se propose de réunir" (A/C.1/PV.1883, p. 36).

## Egypte

La CMD devrait être convoquée "sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies" (A/8817, annexe I, p. 17).

La CMD "ne cherche pas à mettre fin aux travaux effectués dans l'une quelconque de ces instances" (instances existantes sur le plan bilatéral ou multilatéral) (A/PV.1985, p. 11).

## El Salvador

"Nous appuyons l'idée d'une CMD à la condition que celle-ci soit préparée et convoquée par l'Organisation des Nations Unies, en tant qu'initiative de l'Organisation et moyen de donner une vigueur nouvelle au système de sécurité collective de la Charte des Nations Unies" (A/PV.1994, p. 21).

## Finlande

La CMD devrait avoir lieu "sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies".

"La CMD devrait ... être considérée non comme une autre façon d'aborder le problème mais comme le corollaire des importants travaux de la CCD à Genève" (A/AC.167/L.2, annexe, p. 5; A/PV.2045, p. 73 à 75).

"... une CMD ne peut être conçue de telle sorte qu'elle nuirait en fait aux négociations actuelles dont l'utilité en matière de désarmement a été prouvée par des résultats concrets. ... En réunissant une CMD on se proposerait plutôt de donner une nouvelle inspiration et une nouvelle impulsion à ces travaux en fournissant à la communauté internationale l'occasion de se dévouer une nouvelle fois aux objectifs du désarmement général et complet qui reste le but ultime de tous les efforts de désarmement" (A/C.1/PV.1882, p. 22).

## France

"La Charte reconnaissant à l'Assemblée générale des Nations Unies et au Conseil de sécurité des responsabilités en matière de désarmement, il est souhaitable qu'une liaison étroite soit maintenue entre la conférence mondiale et l'Organisation des Nations Unies, cette dernière institution pouvant d'ailleurs mettre à la disposition de la conférence certains des moyens logistiques dont elle dispose" (A/8817, annexe I, p. 27).

## Allemagne, République fédérale d'

"Il faudrait convenir que la conférence ne compromettra pas les négociations bilatérales et multilatérales qui ont actuellement lieu dans le domaine du désarmement et du contrôle des armements" (A/AC.167/L.2, annexe, p. 4).

## Ghana

"... la CMD devrait fonctionner dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies pour compléter les organes existants à l'heure actuelle et jouer le rôle d'une tribune où tous les Etats pourraient délibérer, selon le principe de l'égalité et de l'universalité, de tous les problèmes du désarmement" (A/C.1/PV.1883, p. 58).

"... nous ne pouvons souscrire aux vues selon lesquelles /la CMD/ peut coexister avec des instances et des moyens qui existent déjà /en dehors de l'ONU/ et qui sont utilisés pour les négociations sur le désarmement. ... ces instances existantes sont dominées par les deux superpuissances qui, en réalité, n'ont pas abordé sérieusement les programmes de désarmement en tant que tels, et elles ne

sont ni ouvertes à tous ni représentatives. On ne pourra donc les utiliser qu'après les avoir modifiées et atteindre le but du désarmement général et complet qu'après avoir révisé leur mandat et leurs procédures de travail" (A/PV.1985, p. 26 à 40).

Voir également : V.2.

### Grèce

Voir : I.

### Hongrie

"... la conférence devrait, d'une façon ou d'une autre, être étroitement liée à l'Organisation des Nations Unies. ... Il y a toute raison d'organiser la conférence et de formuler les principes directeurs de ses délibérations en accord avec l'Assemblée générale de l'ONU et de communiquer à celle-ci - pour lui permettre d'adopter l'attitude appropriée - un rapport détaillé sur les activités et les résultats de la conférence. La responsabilité d'organiser les préparatifs de la conférence, de payer les dépenses d'organisation et de réunir la conférence devrait incomber à l'ONU".

"... le Comité du désarmement pourrait jouer un rôle constructif dans la préparation d'une telle conférence internationale" (CCD/PV.577, p. 13).

"... une CMD donnerait une nouvelle impulsion aux entretiens sur le désarmement qui ont lieu dans diverses instances, aux niveaux bilatéral, régional ou multilatéral" (A/C.1/PV.1938, p. 3 à 5).

"... la préparation et la réunion d'une CMD ne diminuent en rien l'importance des organes s'occupant de désarmement actuellement en fonction ou susceptibles d'être créés par la suite" (A/C.1/PV.1875, p. 41).

### Inde

Une CMD "ouverte à tous les Etats devrait être organisée par l'Organisation des Nations Unies et tenue sous auspices" (A/8817, annexe I, p. 36).

L'Inde "accepte difficilement l'argument avancé par un Etat nucléaire qui prétend qu'une conférence de cette nature est inutile" étant donné qu'il existe des possibilités de discussion au sein de la Première Commission, "parce que tous les Etats ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies". L'Inde n'accepte pas non plus l'argument selon lequel "la conférence pourrait avoir des effets néfastes sur les négociations constructives qui se déroulent au sein de la CCD" (A/C.1/PV.1880, p. 13 à 15).

Il était "largement admis qu'un organe de négociation restreint devrait être créé pour appliquer les directives élaborées dans les organes délibérants et mener à bien des discussions sérieuses et approfondies sur des problèmes et des questions donnés en vue d'explorer la possibilité de négocier des instruments à force obligatoire sur le plan international qui permettraient d'avancer sur la voie de la sécurité globale fondée sur le désarmement. De même il est admis que le Comité du désarmement doit encore obtenir le concours de deux puissances nucléaires de façon à devenir un instrument plus utile et plus efficace des négociations sur le désarmement" (A/C.1/PV.1953, p. 43; A/PV.1990).

L'Inde espérait que "les idées et les principes émanant de la CMD renforceraient la CCD ... stimuleraient et intensifieraient davantage les négociations et les efforts bilatéraux et multilatéraux" et "compléteraient ces efforts en évitant les doubles emplois" (A/C.1/PV.1880, p. 13 à 15).

"Il est indispensable d'intensifier les discussions multilatérales sur le désarmement tant sur le plan des délibérations que sur celui des négociations et de maintenir une liaison entre les diverses instances délibérantes et l'organe de négociation" (A/8817, annexe I, p. 34).

Il faudrait que la CCD puisse oeuvrer à l'avenir "en se fondant sur les directives et les priorités qui seraient mises au point par une CMD" (A/8817, annexe I, p. 35).

### Indonésie

"La conférence devrait avoir lieu sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies" (A/PV.1962, p. 32).

"... un lien institutionnel permanent devrait être établi entre cette conférence sur le désarmement et l'ONU. On a généralement convenu au cours des dernières années que l'organe de contrôle chargé d'étudier les progrès et de veiller à la mise en oeuvre de tout traité relatif au désarmement devait relever du Conseil de sécurité. Par sa résolution 1722 (XVI), l'Assemblée générale a recommandé que le désarmement soit effectué "sous un contrôle international efficace". De l'avis de la délégation indonésienne, cela signifie que ce contrôle ne peut avoir lieu que dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies" (A/PV.1989, p. 47).

Voir également : III.

### Iran

"... il ne nous paraît pas souhaitable d'éparpiller les efforts en matière de désarmement. ... il serait désastreux de compromettre le travail qui s'accomplit déjà, même si les résultats en sont minimes" (A/PV.1990, p. 46 et 47).

"C'est pourquoi, ... toute conférence sur le désarmement devrait être envisagée sous les auspices des Nations Unies" (A/PV.1990, p. 48).

#### Irlande

"Nous voudrions avoir la certitude qu'une CMD résoudrait mieux les difficultés que les instances mentionnées /Première Commission, Commission du désarmement, CCD/, et qu'en fait, elle ne porterait pas préjudice aux travaux importants de la CCD" (A/PV.1987, p. 43).

"Au moment où les préparatifs d'une CMD pourraient commencer, il ne devrait y avoir aucun ralentissement des travaux de l'Organisation des Nations Unies et de la CCD dans le domaine du désarmement tandis que leur rôle en la matière et leurs rapports avec la conférence envisagée devraient être soigneusement délimités et clairement définis" (A/PV.1987, p. 46).

#### Italie

La CMD devrait avoir lieu "sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies" (A/8817, annexe I, p. 38).

"Leur présence /Chine et France/ apporterait non seulement une forte impulsion à nos travaux, mais aussi l'avantage de rendre notre conférence /CCD/ parfaitement apte à jouer un rôle préparatoire dans l'organisation d'une CMD" (CCD/PV.547, p. 16).

#### Côte d'Ivoire

"... l'Organisation des Nations Unies, qui approche de son universalité, constitue le cadre le plus approprié pour une telle conférence. C'est donc sous son égide que devrait se tenir cette conférence, ... les résultats /de la CMD/ devant être soumis à l'examen de l'Assemblée générale et entérinés par elle" (A/C.1/PV.1899, p. 8).

#### Japon

"... la conférence devrait se réunir sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, sous réserve que cela n'empêche aucun Etat de participer à la conférence.

"... La réunion d'une CMD et la création d'un comité préparatoire à une telle conférence ne devraient en rien différer la négociation de mesures concrètes de désarmement au sein des organes existants ni porter atteinte aux fonctions de ces organes" (A/8817, annexe I, p. 39).

La conférence "devrait être organisée d'une manière qui ne porte pas préjudice aux activités du présent Comité /CCD/ ... et ... devrait faire progresser l'ensemble des négociations relatives au désarmement en maintenant une liaison systématique avec le Comité. ... Nous considérons que la CCD pourrait contribuer dans une mesure importante aux travaux préparatoires d'une telle conférence" (CCD/PV.562, p. 8).

#### Kenya

"La conférence ... devrait être organisée sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies; le secrétariat du Comité d'experts devrait coordonner ses travaux avec le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, et le rapport final de la CMD devrait être soumis à l'Organisation des Nations Unies" (A/AC.167/L.2, annexe, p. 10; A/8817/Add.1, p. 3).

#### Koweït

"... la conférence devrait se dérouler dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et non pas en dehors d'elle. L'Organisation devrait lui donner son soutien et son appui. De cette façon, la conférence n'entraverait pas les efforts de l'Organisation dans le domaine du désarmement, ou ne ferait pas double emploi avec les activités de l'Organisation, qu'elle aiderait au contraire dans sa croisade pour un désarmement total" (A/PV.1875, p. 48).

Selon le Gouvernement koweïtien, "la CMD ne devrait faire obstacle à aucun arrangement régional ou accord bilatéral destiné à ralentir la course aux armements. En fait, de tels accords bilatéraux, comme ceux récemment conclus à Moscou, jouent dans le domaine du désarmement un rôle fondamental parfois plus important que celui des débats publics qui se déroulent au sein du Comité même" (A/C.1/PV.1875, p. 48).

Voir également : III.

#### Liban

"La conférence devrait se tenir dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies ... les consultations et préparatifs nécessaires doivent être faits dans ce cadre et ... l'Assemblée générale et la CCD doivent continuer de jouer un rôle essentiel dans sa conduite" (A/C.1/PV.1840, p. 6-7).

Voir également : III.

#### Libéria

"... il conviendrait d'instituer une CMD, qui constituerait un organe important de l'Organisation des Nations Unies" (A/PV.2051, p. 53).

## Malaisie

Le Gouvernement malaisien réitère son appui à la convocation d'une CMD sous les auspices de l'ONU" (A/PV.2145).

"Nous ne pouvons concevoir que la CMD soit organisée en dehors du cadre approprié que représente l'Organisation des Nations Unies" (A/C.1/PV.1889, p. 7).

## Mexique

"... il serait bon ... que la conférence recommande à l'Assemblée générale que trois organes principaux soient chargés de travailler au désarmement à l'avenir : a) L'Assemblée générale ... l'organe suprême, qui recevrait et examinerait les rapports des deux autres organes, auxquels elle pourrait confier certaines tâches déterminées; b) la CMD - qui remplacerait la Commission du désarmement, laquelle, pour éviter les doubles emplois et pour d'autres raisons évidentes, devrait être dissoute - qui serait ouverte à la participation de 'tous les Etats'; ... c) un organe chargé des négociations, composé d'une trentaine de membres, et qui serait de préférence la CCD... Il est évident que pour cela il lui faudrait subir diverses modifications qui, tout en augmentant son efficacité, /de la CCD/ permettront à la République populaire de Chine et à la France de participer à ses travaux" (A/8817, annexe I, p. 43-44).

"... la CMD n'est pas destinée à remplacer mais au contraire à renforcer l'organe chargé des négociations, composé d'un nombre limité de membres, qu'il garde ou non l'appellation de CCD ou reçoive une autre appellation. De même, l'organisation de la conférence ne nuira en aucun cas à la poursuite de négociations bilatérales" (A/C.1/PV.1872, p. 12).

"... la conférence pourrait servir d'instrument à la réorganisation de la CCD, et procéder à tous les changements de procédure ou de structure nécessaires pour faire /de la CCD/ un organe efficace" (A/C.1/PV.1872, p. 8-10).

Voir également : III.

## Mongolie

Le Gouvernement mongol "partage l'opinion selon laquelle l'idée de convoquer une CMD ne doit pas avoir pour but de mettre en question ou de minimiser l'importance des négociations qui se déroulent actuellement à différents niveaux, ni celle des accords qui ont été conclus sur les questions du désarmement, notamment des négociations qui ont lieu dans le cadre du Comité du désarmement à Genève" (A/PV.1987, p. 7; A/8817, annexe I, p. 52).



## Maroc

"La CMD doit être tenue sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, mais avec la participation de tous les pays du monde" (A/8817, annexe I, p. 42).

Voir également : III.

## Népal

Voir : V.2.

## Pays-Bas

"Une CMD doit se dérouler dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, de façon à faire ressortir la responsabilité essentielle de l'ONU dans le domaine du désarmement" (A/PV.1995, p. 62).

"La préparation d'une CMD ne doit pas entraver les travaux de la CCD, encore qu'il soit possible de modifier la structure, la composition et les procédures de ladite conférence du Comité du désarmement" (A/PV.1995, p. 62).

"Il est possible que la création d'un nouvel organe approprié destiné à succéder à la CCD et chargé des négociations en matière de désarmement soit l'un des principaux résultats d'une CMD" (A/C.1/PV.1873, p. 16).

## Nouvelle-Zélande

"... la CMD devrait avoir lieu sous les auspices de l'ONU" (A/8817, annexe I, p. 57).

"... l'examen de la proposition concernant une CMD devrait ... se faire sans préjudice des travaux en cours de la CCD sur le désarmement" (A/8817, annexe I, p. 56).

## Nigéria

Une CMD "doit se dérouler dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies" (A/C.1/PV.1875, p. 62).

"... une CMD ne doit pas constituer un forum destiné à remplacer la CCD" (A/C.1/PV.1875, p. 62).

## Norvège

"... une éventuelle CMD /doit avoir/ lieu sous les auspices de l'ONU" (A/8817, annexe I, p. 55).

"... la préparation et l'organisation d'une telle conférence ne /doivent/ retarder ni entraver les divers pourparlers en cours en ce qui concerne le contrôle des armes et le désarmement" (A/8817, annexe I, p. 55).

## Pakistan

"Si l'on envisage d'organiser la conférence hors du cadre de l'ONU, des questions complexes se poseront concernant les travaux préparatoires, l'organisation, le lieu de réunion et le financement de la conférence et il ne sera pas facile de les résoudre" (A/PV.1953, p. 41).

## Pérou

La CMD devrait voir lieu "sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et dans le cadre le plus universel possible" (A/PV.1996, p. 14-15).

## Philippines

La CMD "devrait avoir lieu sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies ou devenir un organe de l'ONU.

En vue de la conférence, il serait bon d'envisager de réanimer les activités de la Commission du désarmement" (A/PV.1959, p. 36).

Bien que la CMD "offre plusieurs avantages, y compris celui de permettre, à un moment opportun, l'examen des progrès réalisés jusqu'ici dans le domaine du désarmement, elle ne pourrait en aucun cas prendre la place de la CCD et effectuer les travaux de cette dernière consistant par exemple à traiter sous tous leurs angles des problèmes précis" (A/PV.1959, p. 35-36).

## Pologne

Les travaux de la CCD "elle-même bénéficieraient des travaux préparatoires à la CMD, accéléreraient l'examen des problèmes inscrits à notre ordre du jour et permettraient de leur trouver une solution plus appropriée" (CCD/PV.591, p. 19).

La CCD était qualifiée non seulement pour aider à préparer l'organisation d'une CMD "mais aussi pour suivre ses recommandations et les traduire en termes pratiques dans certains projets d'accord" (A/C.1/PV.1935, p. 8).

De l'avis du Gouvernement polonais, "les organismes existants et futurs chargés d'examiner les questions de désarmement et la conférence mondiale du désarmement constitueraient des organes complémentaires qui collaboreraient entre eux" (A/8817, annexe I, p. 64).

La CMD "ne remplacerait pas les mécanismes de négociation du désarmement qui seraient déjà en place".

La CCD pourrait servir "d'organe permanent" à la CMD et procéder "aux négociations relatives au désarmement que celle-ci lui confierait" (A/C.1/PV.1874, p. 12).

Voir également : III.

#### Roumanie

"... la préparation et le déroulement de la conférence devraient avoir lieu sous l'égide des Nations Unies. Ultérieurement, des liens stables s'établirient entre l'ONU et la conférence mondiale" (A/8817, annexe I, p. 76).

Voir également : II.

#### Sierra Leone

A souscrit à la proposition tendant à ce qu'une CMD soit réunie "au niveau de l'Organisation des Nations Unies".

Selon le Gouvernement sierra-léonien, la CMD "ne doit pas faire douter de l'utilité des dispositifs de négociations en matière de désarmement" tels que la CCD et autres organes chargés des questions du désarmement (A/C.1/PV.1889, p. 13).

#### Espagne

La CMD "devrait être indépendante de l'Organisation des Nations Unies, mais il faudrait assurer une coordination appropriée entre tout organe qu'elle déciderait éventuellement de créer et l'Organisation des Nations Unies. Cette dernière devrait fournir une assistance pour la préparation de la conférence sous la forme d'une collaboration technique et, si possible, financière" (A/8817, annexe I, p. 19).

"... il faudrait s'attacher en particulier à conserver la souplesse nécessaire afin que la conférence permette et encourage, au lieu de les entraver, des entretiens bilatéraux ou multilatéraux parallèles entre les grandes puissances sur des aspects particuliers du désarmement qui les concernent spécialement, sans préjudice d'un échange de renseignements approprié et de la coordination nécessaire entre les deux niveaux de négociations" (A/8817, annexe I, p. 18).

## Suède

Le Gouvernement suédois considère "qu'il serait tout à fait approprié et bénéfique que /la CMD/ ait lieu dans le cadre des Nations Unies" (A/PV.1989, p. 17).

Selon le Gouvernement suédois, "la question du rôle futur de la CCD, qui, malheureusement, s'est révélé sous sa forme actuelle plutôt négatif, ou de la mise en place d'un organe central qui remplacerait la CCD et serait chargé des négociations, devrait être tranchée à la lumière d'un examen général approfondi, qui aurait lieu de préférence lors de la CMD ou, éventuellement, au sein de la Commission du désarmement des Nations Unies" (A/C.1/PV.1941, p. 53).

## République arabe syrienne

La CMD devrait "être organisée sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies".

"La crainte qu'une conférence soit néfaste aux organes déjà en place qui sont spécialisés dans les questions du désarmement est ... fortement adoucie par le fait que la préparation de la conférence doit nécessairement tenir compte de tous les travaux de base réalisés par ces organes. La conférence renforcerait donc leurs efforts au lieu de leur porter atteinte" (A/C.1/PV.1887, p. 6).

## Turquie

"Partage avec de nombreuses autres délégations l'opinion selon laquelle une conférence favoriserait davantage la Décennie du désarmement si elle était organisée dans le cadre de l'ONU" (A/PV.1994, p. 7; A/8817, annexe I).

Une "question importante concernant la CMD est la relation qui existe entre la conférence et les organes chargés des questions du désarmement déjà en place. Il importe de définir, avant que la conférence envisagée ne se réunisse, le lien qui existerait entre la CCD et la conférence, et en même temps, de veiller à ce que les travaux de la CCD ne soient d'aucune façon entravés" (A/PV.1994, p. 7).

## République socialiste soviétique d'Ukraine

L'Organisation des Nations Unies "peut et doit jouer un rôle actif et constructif dans les préparatifs et la réunion de la conférence en se chargeant notamment de régler les questions d'organisation et de financement liées à la réunion d'une conférence mondiale du désarmement" (A/8817, annexe I, p. 71).

La CMD "ne diminue en rien l'importance des organes internationaux et des formes de négociations sur le désarmement auquel il a été fait appel jusqu'à présent, et cela non sans succès. Bien au contraire, la CMD viendrait en toute

logique compléter l'oeuvre accomplie en matière de désarmement; elle représenterait un nouveau départ et ouvrirait de nouvelles perspectives dans ce domaine" (A/8817, annexe I, p. 70; A/C.1/PV.1877).

Convaincu que ... il est nécessaire de maintenir la CCD" (A/C.1/PV.1877, p. 48-50).

Estime "qu'une réunion des puissances nucléaires ne pourrait que contribuer au succès de la CMD". Il ne faut pas faire dépendre l'une de l'autre "les deux réunions" (A/8817, annexe I, p. 70).

#### Union des Républiques socialistes soviétiques

L'URSS "est disposée ... à accepter la proposition tendant à ce que la CMD se déroule dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies" (A/PV.1896, p. 57).

La CMD "ne doit en aucun cas faire oublier l'importance des forums et autres organes, y compris la CCD, par l'intermédiaire desquels se font actuellement les négociations relatives au désarmement. Les recommandations et décisions de la conférence mondiale pourraient devenir un stimulant nouveau et efficace permettant de poursuivre et réanimer ces entretiens" (A/PV.1978, p. 18-20; CCD/PV.604, p. 10; CCD/PV.585, p. 22; CCD/PV.545, p. 24).

### Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Le Royaume-Uni estime que la CMD "devrait se tenir dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies" (A/8817, annexe I, p. 77; A/PV.1. 1).

"Si une CMD avait lieu, elle pourrait passer en revue les efforts et la composition de la CCD et elle pourrait être à même de faire des recommandations en vue de la poursuite et du développement des travaux de cette dernière, soit dans le cadre d'un organe élargi fondé sur cette conférence elle-même, soit à l'intérieur d'un nouvel organisme permanent qui pourrait reprendre et poursuivre l'oeuvre de la CCD" (A/C.1/PV.1877, p. 17).

### République-Unie du Cameroun

La CMD devrait être réunie "sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies" (A/C.1/PV.1884, p. 69-70).

### République-Unie de Tanzanie

Voir : I.

### Uruguay

La CMD devrait être organisée et devrait se tenir "dans le cadre de l'Organisation" (A/C.1/PV.1841, p. 13-15).

L'Uruguay "estime que la tenue d'une CMD devrait, à long terme et si l'on se tourne vers l'avenir, aboutir au remplacement de la CCD par l'organe, quel qu'il soit, dont la conférence pourrait décider la mise en place" (A/C.1/PV.1876, p. 12).

### Venezuela

La CMD "devrait se tenir sous les auspices et dans le cadre institutionnel de l'Organisation des Nations Unies" (A/PV.1992, p. 31).

"... nous avons insisté pour que l'on considère comme nécessaire de définir également une stratégie pour cette Décennie du désarmement. En application des principes et des programmes d'action qui seront élaborés par la conférence, la stratégie de la conférence devrait être confiée, de l'avis de notre délégation, à un organe permanent des Nations Unies. Nous devons songer à un organe subsidiaire de l'Assemblée, qui serait à même de poursuivre les tâches de l'actuelle CCD, avec la participation de toutes les puissances nucléaires et des grandes puissances militaires et économiques, et où seraient représentées de manière appropriée les principales régions géographiques et les diverses positions politiques. Cet organe, avec son titre actuel, 'Comité du désarmement', ou un autre titre, si on le juge nécessaire, ferait rapport chaque année à l'Assemblée générale ou à une commission du désarmement composée de tous les Etats Membres de l'Organisation

des Nations Unies, à laquelle serait imprimé un nouvel élan et qui pourrait se réunir périodiquement. Enfin, la CMD pourrait se réunir chaque fois que, de l'avis de l'Assemblée générale, les circonstances politiques seraient propices à une telle convocation" (A/PV.1992, p. 33-35).

"... il faudrait mettre en place un organe de négociation qui se verrait confier le même mandat grosso modo que celui de la CCD. Cet organe devrait être créé par l'Assemblée générale; le nombre de ses membres devrait être limité et il devrait se composer de toutes les puissances nucléaires ainsi que d'autres Etats choisis en fonction du critère de la représentation politique et géographique, composition qui devrait être partiellement renouvelée tous les trois ou quatre ans de façon à permettre à d'autres Etats de participer aux travaux du groupe sans en compromettre la continuité.

... L'organe qui pourrait remplacer l'actuelle CCD pourrait être intitulé plus simplement Comité du désarmement.

Il nous semble que la Commission du désarmement devrait être remise en fonction de façon à pouvoir périodiquement, et en disposant de davantage de temps que l'Assemblée elle-même, examiner les progrès accomplis et donner des directives concernant les travaux futurs du Comité" (A/C.1/PV.1842, p. 26).

#### Yougoslavie

"La CMD devrait travailler sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies" (A/8817, annexe I, p. 90).

"... il sera nécessaire aussi d'examiner l'action que la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies devra entreprendre en vue de permettre à de nombreux pays de participer activement aux préparatifs de ladite conférence" (CCD/PV.548, p. 8).

#### Zambie

La CMD "devrait se tenir sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies" (A/C.1/PV.1883, p. 87).

### VI. Questions diverses

#### Algérie

La résolution de l'Assemblée générale portant création du Comité ad hoc "a été adoptée alors qu'il semblait presque impossible de réunir la CMD en raison de l'opposition à laquelle se heurtait cette idée. Le groupe des pays non alignés était très préoccupé par les difficultés que posait l'application de la décision de l'Assemblée générale, qu'il considérait comme le couronnement des efforts déployés dans le domaine du désarmement, et il estimait qu'il était très important

de ne pas renoncer à cette idée. Le rôle du Comité est donc de rendre la conférence possible, en surmontant les obstacles qui s'opposent à sa convocation, et non de prendre des dispositions pratiques" (A/AC.167/SR.2, p. 9-10).

"Il ne s'agirait pas d'un comité préparatoire" de la CMD, "mais d'un organisme qui aurait pour mission de circonscrire les difficultés qui s'opposent à la réunion de la conférence, de les analyser et d'essayer de dégager les moyens de les aplanir" (A/C.1/PV.1880, p. 8-10).

#### Argentine

"... il serait peut-être possible de créer un groupe de travail chargé de rédiger un projet de texte ou du moins d'indiquer quels devraient être les points essentiels à débattre, ce qui aiderait le Comité à établir le rapport à soumettre à l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session. Ce groupe serait évidemment constitué d'après le principe de la répartition géographique équitable, et ses travaux ne dureraient qu'un mois environ" (A/AC.167/SR.2, p. 5).

"... n'a pas d'idée préconçue sur la composition du groupe. Peut-être pourrait-on l'envisager comme un groupe restreint de huit à dix membres, choisis en respectant le principe d'une répartition géographique équitable. Son mandat consisterait à établir, sur la base des documents rédigés par le Secrétariat et d'autres documents pertinents (par exemple, les déclarations des pays non alignés à la Conférence du désarmement), un projet de rapport que le Comité accepterait par consensus avant de le transmettre à l'Assemblée générale" (A/AC.167/SR.3, p. 10-11).

#### Autriche

"... le principal problème que doit résoudre le Comité consiste à étudier les conditions de réalisation de la conférence" (A/AC.167/SR.4, p. 2-3).

"Si le Comité parvient à mettre en place la base à partir de laquelle l'Assemblée générale pourra prendre une décision sur les modalités de préparation d'une conférence, ce sera un résultat considérable. Toutefois, le Comité ne doit pas perdre de vue son but essentiel, qui est le désarmement et non pas seulement la convocation d'une conférence sur cette question" (A/AC.167/SR.4, p. 3).

Voir également : I.

#### Brésil

"Le Comité devrait tenter de définir les conditions nécessaires à la convocation d'une conférence et, le cas échéant, exposer les raisons qui empêcheraient sa réunion" (A/AC.167/SR.2, p. 13).



"S'il est vrai que le Comité n'a pas pour tâche de préparer la CMD, le fait qu'il doive examiner les conditions nécessaires à la tenue de la conférence est un pas en avant vers la convocation de cette conférence. Il s'agit là d'une tâche politique plutôt que d'un travail de procédure, surtout si l'on inclut la participation de toutes les puissances nucléaires parmi les conditions essentielles..." (A/AC.167/SR.5, p. 14).

Le Brésil "n'est pas opposé en principe à la création d'un groupe de travail. Toutefois, le Comité sera mieux en mesure de prendre une telle décision après sa session de juin" (A/AC.167/SR.5, p. 15).

"... la répartition des sièges au sein du Comité ad hoc n'est pas tout à fait équilibrée" et "ne sera pas considérée par ma délégation comme constituant un précédent valable pour la composition de tout comité futur chargé d'examiner cette question" (A/C.1/PV.1985, p. 31).

#### Bulgarie

"... il est essentiel que toutes les puissances nucléaires participent aux travaux du Comité" (A/AC.167/SR.5, p. 12).

#### République socialiste soviétique de Biélorussie

"A l'heure actuelle, le développement et le renforcement du processus de détente dans les relations internationales exigent de manière pressante l'adoption de mesures tendant à convoquer au plus tôt cette instance mondiale, au sein de laquelle tous les Etats sans discrimination pourraient, sur un pied d'égalité, participer à l'examen des questions du désarmement et conjuguer leurs efforts pour chercher les moyens de progresser plus avant dans la solution de ce problème vital pour tous les peuples. La RSS de Biélorussie estime que le Comité spécial favorisera par ses activités concrètes la réalisation de ce but" (A/AC.167/L.2, annexe, p. 13).

#### Canada

Le "Comité ad hoc ne constitue pas un comité préparatoire de la CMD" (A/C.1/PV.1985, p. 17).

#### Chili

"... le Comité ad hoc devrait éviter les deux solutions extrêmes, qui consistent à réunir la conférence trop hâtivement, ce qui ne permettra pas d'obtenir de bons résultats, ou à en retarder indéfiniment la convocation parce que les conditions préalables nécessaires ne sont pas remplies" (A/AC.167/SR.5, p. 17).

## Chine

"La tâche du Comité ad hoc qui doit être créé ... consistera à examiner toutes les vues et suggestions formulées par les gouvernements au sujet de la convocation d'une CMD ... Le rapport du Comité à l'Assemblée générale sera établi par voie de consensus.

En outre, au cours des consultations touchant le projet de résolution ... les auteurs ont clairement fait savoir que le Comité ad hoc ne serait pas un organe chargé de préparer la CMD. En conséquence, toute tentative visant à transformer le Comité ad hoc en un organe préparatoire ... constituerait une violation pure et simple de la lettre et de l'esprit de la résolution et est donc inacceptable" (A/C.1/PV.1985, p. 18-20).

La Chine "est d'accord pour demeurer en contact avec le Comité ad hoc et procéder à des échanges de vues sur la question du désarmement" (A/C.1/PV.1985).

## Colombie

"Le Comité ad hoc ne doit pas porter de jugement sur les puissances nucléaires, il doit créer le climat international nécessaire pour la convocation de la conférence" (A/AC.167/SR.5, p. 16).

## Chypre

"... Il importe que le Comité ad hoc soumette de nouvelles recommandations à l'Assemblée générale en ce qui concerne les conditions essentielles à remplir pour la tenue de la conférence avant qu'il ne soit procédé à la mise en place d'un comité préparatoire" (A/C.1/PV.1882, p. 77).

## Allemagne, République fédérale d'

"Les travaux du Comité spécial devront montrer si on peut attendre des résultats concrets de cette conférence" (A/AC.167/L.2, annexe, p. 1).

## Hongrie

"Toutes les conditions sont réunies pour que soit assuré le succès des travaux du Comité ad hoc créé afin de préparer la Conférence mondiale du désarmement." (A/AC.167/L.2/Add.3, p. 2)

## Inde

"La suggestion tendant à constituer un groupe de travail est utile; en tant qu'organe restreint, ce groupe serait en mesure d'entrer en contact avec les délégations et de négocier avec elles plus rapidement et avec une plus grande souplesse, ce qui augmenterait ses chances de succès" (A/AC.167/SR.5, p. 9).

"Dans l'immédiat, le principal problème qui se pose est d'assurer la participation des deux autres Etats dotés d'armes nucléaires aux travaux du Comité et plus tard à la CMD" (A/AC.167/SR.5, p. 9).

## Liban

"Les travaux du Comité seraient ... dénués de sens sans la pleine coopération des grandes puissances nucléaires, puisque ce sont elles qui possèdent les armements. Leur concours est nécessaire parce que la paix et la sécurité sont en cause et aussi parce que ces Etats ont une certaine responsabilité en vertu de la Charte et qu'ils sont membres permanents du Conseil de sécurité" (A/AC.167/SR.3).

## Nouvelle-Zélande

La Nouvelle-Zélande formule l'espoir "que le Comité réussira à remettre en évidence l'urgence de la question de la limitation des armements dans son ensemble et à ranimer l'intérêt à l'égard de cette cause. Son mandat lui fournit très opportunément l'occasion d'obtenir la coopération des puissances nucléaires qui, par le passé, sont restées à l'écart des travaux de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine - au détriment de ceux-ci. Les préparatifs d'une CMD et la conférence elle-même permettront aux nations de moindre importance qui ne sont pas membres d'organismes existants de porter leurs efforts dans une même direction.

... la première tâche du Comité sera d'étudier la position des Etats ayant une importance militaire, compte tenu des engagements pris en ce qui concerne le contrôle des armements - dont certains ont la forme d'instruments juridiques ayant force obligatoire - en vue de dégager les points communs et de faire des suggestions quant aux moyens à utiliser pour concilier des attitudes divergentes. Cette tâche devrait être ... envisagée dans le cadre des efforts entrepris pour traduire les engagements de principe en mesures concrètes. Selon les progrès réalisés, le Comité pourrait prévoir de formuler une déclaration d'objectifs dont sera saisie la conférence mondiale.

... le Comité pourrait éventuellement recommander soit de réorganiser les organismes de négociation existants soit d'en établir le cas échéant de nouveaux.

Il faut espérer que le Comité tiendra également compte de l'intérêt que les divers arrangements ou propositions régionaux à l'étude présentent pour l'instauration de la stabilité et de la sécurité dans le monde et qu'il s'efforcera de susciter l'appui international nécessaire à ces initiatives" (A/AC.167/L.2, p. 11).

## Pérou

De l'avis du Pérou, "les obstacles qui s'opposent à la convocation d'une CMD ne sont pas des obstacles de procédure mais des difficultés d'ordre politique, qui tiennent aux attitudes différentes adoptées par les puissances pourvues d'armes nucléaires vis-à-vis de la conférence. Dès que les problèmes politiques seront résolus, les problèmes de procédure disparaîtront ... L'essentiel de la tâche du Comité se déroulera probablement hors du Comité lui-même, c'est-à-dire lors des contacts officieux qu'il aura avec les puissances pourvues d'armes nucléaires. Le mandat du Comité masque donc l'importance de ses travaux. Il convient de ne pas attacher d'importance excessive à ses méthodes de travail" (A/AC.167/SR.3, p. 5-6).

## Roumanie

"Il faut que les activités du Comité ad hoc reçoivent l'accord de tous les Etats et non pas seulement celui des membres du Comité. Le mandat du Comité, qui est exposé au paragraphe 1 de la résolution 3183 (XXVIII) de l'Assemblée générale, n'est qu'un début, mais il doit être exécuté à la lettre" (A/AC.167/SR.4, p. 6).

## Sierra Leone

Voir : III.

## Espagne

"... le Comité spécial devrait, parmi ces conditions, étudier en priorité, en s'assurant la collaboration des Etats dotés d'armes nucléaires, l'établissement d'un système de consultations et de coordination entre les trois niveaux auxquels se déroulent actuellement les négociations en vue du désarmement : le niveau bilatéral, le niveau régional - qu'il s'agisse des alliances existantes ou d'une notion plus générale - et le niveau de la communauté internationale, en particulier l'Organisation des Nations Unies. Une fois ce système établi, il sera plus facile de passer à l'étape suivante, au cours de laquelle on examinerait, devant l'instance appropriée, les mesures préparatoires en vue de la réunion de la conférence mondiale" (A/AC.167/L.2, annexe, p. 4).

## Suède

La Suède "appuie l'idée de créer un groupe de travail qui pourrait commencer à rédiger son projet de rapport ... le groupe de travail devrait définir les domaines dans lesquels un accord paraît possible et mettre en évidence les difficultés qui font obstacle à la convocation d'une CMD" (A/AC.167/SR.3, p. 4).

## Tunisie

"... la proposition de l'Argentine concernant la création d'un groupe de travail devrait être prise en considération, mais il serait peut-être bon d'attendre, pour créer ce groupe, que le document de travail soit prêt...

Il est essentiel que le Comité soit informé, verbalement ou par écrit, des vues actuelles de toutes les puissances nucléaires sur la convocation d'une CMD" (A/AC.167/SR.2, p. 8-9).

## Turquie

"Le but des travaux du Comité ad hoc doit être avant tout d'assurer l'établissement d'une base solide pour la réussite de la conférence envisagée; l'insuccès d'une telle conférence ne ferait que nuire aux progrès déjà réalisés sur ce plan.

Le Comité doit d'abord établir les points communs et s'efforcer de concilier les vues divergentes sur le désarmement et le contrôle des armements.

Le Comité doit chercher une solution précise au problème de la participation effective des cinq puissances nucléaires à la conférence envisagée; sans la participation de l'une d'elles, les résultats de la conférence seraient insuffisants. Le Comité pourrait alors contribuer à la préparation d'une CMD en déterminant les objectifs et en fixant l'ordre du jour de cette conférence" (A/AC.167/SR.2, p. 9).

#### République socialiste soviétique d'Ukraine

La tâche du Comité spécial "consiste à analyser de façon approfondie, rapide et efficace les vues et suggestions exprimées par tous les Etats au sujet de la convocation d'une CMD, à déterminer les conditions nécessaires à la convocation de cette conférence dans les plus brefs délais et à présenter un rapport en temps voulu pour la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale de l'ONU" (A/9636, annexe, p. 3).

#### Union des Républiques socialistes soviétiques

Le Comité ad hoc a "pour objet essentiel d'entamer les travaux préparatoires à la convocation d'une CMD. Tel est le voeu de l'immense majorité des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. Telle est la décision prise par l'Assemblée générale au cours de trois sessions successives" (A/PV.2205, p. 9-10).

"Le Comité devrait pouvoir parvenir à de bons résultats puisqu'il réunit un tiers des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. Tous les groupes régionaux de l'Organisation et tous les continents y sont représentés, ainsi que deux des cinq puissances nucléaires" (A/AC.167/SR.4, p. 7-8).

#### Yougoslavie

"... le Comité ad hoc doit s'acquitter de son mandat; il doit également s'efforcer de créer les conditions nécessaires à la convocation de la CMD et de surmonter toutes les difficultés ou obstacles qui pourraient exister ... il est logique qu'à son tour le Comité - ou son bureau - coopère et reste en contact avec les puissances nucléaires. Le Comité devrait mandater à cet effet le Président, le Bureau, ses membres ou un groupe de ses membres, et il serait alors possible d'explorer les solutions avancées en vue de l'établissement des conditions nécessaires à tout nouveau progrès et finalement à la convocation de la conférence ... Les travaux du Comité devraient donner à chacun la certitude qu'une CMD servirait les véritables intérêts de l'ensemble de la communauté internationale. Le Comité doit donc faire en sorte qu'il soit tenu compte des vues de tous. Toutes les conditions nécessaires à la convocation d'une CMD doivent être réunies, mais on ne doit pas permettre que soient imposées des conditions préalables qui empêcheraient le Comité d'atteindre ce but" (A/AC.167/SR.2, p. 6-7).

## Zaire

De l'avis du Zaïre, "il est encourageant de noter que trois des cinq puissances nucléaires assistent aux réunions du Comité ad hoc. Il faut espérer que les deux autres se joindront à ses travaux dans un avenir pas trop éloigné" (A/AC.167/SR.5, p. 14).

# Annexes I

## INDEX DES DECLARATIONS RELATIVES A LA CONFERENCE MONDIALE DU DESARLOPMENT

ETATS MEMBRES	1971		1972		1973		1974	
	ASSEMBLEE GENERALE 20ème session		ASSEMBLEE GENERALE 27ème session		ASSEMBLEE GENERALE 28ème session		A/AC.167	
	OCD PV.	SEANCES PREMIERE COMMISSION A/PV... A/C.1/PV...	OCD PV. Annexe I	SEANCES PREMIERE COMMISSION A/PV... A/C.1/PV...	OCD PV.	SEANCES PREMIERE COMMISSION A/PV... A/C.1/PV...	SEANCES PREMIERE COMMISSION A/C.1/PV...	DIVERS
Afghanistan	1961				1883	2138	1950	
Albanie	2022			2048	1881		1952	
Algérie					1880			2
Argentine					1873	600	1938	2
Australie			*	2042	1888		1940	
Autriche	1946		*		1888		1949	4
Belgique	1990		*	2054	1859			
	1992				1878			
Bhoutan				2053	1899			
Bresil	1995	1831			1878	2146	1942	2,5
					1882	2124	1985	
Bulgarie	1963	1834	*	2047	1898			
	1985		*		1874	2130	1938	5
	1985				594			
Burundi	1985			2061		2137		
Republique socialiste sovietique de Biélorussie	1960	1840	*	2059	1876	2148	1951	+
Canada	1987		*		1888			
					1875		1935	3
Chili	1990			2050	1899		1985	
Chine	1995			2051	1880		1949	5
	1996				1873	2137	1949	A/8624
	2022				1899		1985	8/10503
Colombie								
Costa Rica	1994			2049	1885	2131	1950	3,5
Cuba	2022			2063	1887	2148	1950	
Cypr	1996		*	2057	1883			
Tchécoslovaquie	1947	1834	*	2046	1882		1949	+
	1987				1873	2142	1935	3
					1882			

ÉTATS MEMBRES	1971			1972			1973			1974		
	ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 26ème session			ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 27ème session			ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 28ème session			A/AC.167		
	CCD PV.			CCD PV.			CCD PV.			L.2. SR.		
	SEANCES PLENIERES A/PV..	PREMIERE COMMISSION A/C.1/PV..	A/8817 Annexe I	SEANCES PLENIERES A/PV...	PREMIERE COMMISSION A/C.1/PV..		SEANCES PLENIERES A/PV..	PREMIERE COMMISSION A/C.1/PV.		SEANCES PLENIERES A/PV..	PREMIERE COMMISSION A/C.1/PV.	Divers
Dahomey												
Yémen démocratique												
Danemark		1829	*	2040	1882						1950	
Equateur.				2038	1883							
Egypte	1985		*		1879	603						
El Salvador	1994				1883							
Ethiopie	1941		*	2063	1882		2127	1953				
Finlande	1989			2045			2149	1943				
France	1989	1838	*		1882			1943				
					1999			1985				
			(II)				2134	1941				
République démocratique allemande								1944				
Allemagne, République fédérale d'								1946				
Ghana	1958	1829		2040	1883		2148					
Grèce	1985				1878							
Guinée	1990			2049				1945				
Guyane		1832										
Hongrie	1964	1832			1875		2144	1938				
	1985	1856			1884	619		1944			5	
Inde	1990		*	2051	1880	600	2136	1953			5	
Indonésie	1962	1835		2049	1884		2135	1985				
	1989							1952			5	
Iran	1940				1881			1934				
1990								1985				
Irak	1956			2055								
Irlande	1987				1885			1952				
Italie	1954		*	2044	1882		2147	1944			2	
	1955				1899	621		1985				
Côte d'Ivoire				2053	1899							
Jamaïque					1883			1953				
Japon	1990		*		1877			1938				
					1899							
Kenya			Add		1881							



ETATS MEMBRES	1971			1972			1973			1974		
	ASSEMBLEE GENERALE 26ème session			ASSEMBLEE GENERALE 27ème session			ASSEMBLEE GENERALE 28ème session			A/AC.167		
	CCD PV.	SEANCES PREMIERE FLENIERS COMMISSION A/PV... A/C.1/PV.		CCD PV. Annexe I	SEANCES PREMIERE FLENIERS COMMISSION A/PV... A/C.1/PV.		CCD PV.	SEANCES PREMIERE FLENIERS COMMISSION A/PV... A/C.1/PV..		L.2 SR.	Divers	
Koweït				2057 2082	1875				1943			
Laos												
Liban												
Libéria		1995		1840	1889				1945		3	
Madagascar		1987	*		1879				1946			
Malaisie				2055								
Mali					1884		2145					
Malte				2045 2061	1890							
Mauritanie		1965			1889				1949			
Maurice												
Mexique				2040			2146					
		1992	A/8693	2050	1872		2139		1935		2 A/C.1/10	
		1978		2116	1899		2205		1985			
		2022										
Mongolie	538	1958	*	1839	1873		2129		1940		4	
Moroc		1987										
				1834	1875		592		1948			
					1886							
Népal		1955	*		1883		2136		1950			
		1985		2043								
Pays-Bas		1995	*	2050	1873		2128		1948		3	
							624					
Nouvelle-Zélan			*		1887		1949		+			
					1899							
Nigéria					1875		594		1953		3	
Norvège		1992	*		1886							
Oman					1879				+			
Pakistan		1953		1842					1943			
		1996			2059							
Pérou		1996										
Philippines		1959		1837	1888		2124		1943		3	
		1994			1889				1953			
Pologne		1953	*	1828	1874		591		1935	Add.1	5	
		1985			1888		2130					
Roumanie		1954	*		1876							
	499	1992					592		1948			
	526						613					
Rwanda		1994										
Arabie Saoudite		1985		1833	1872							
					1877							

Page 3



## Appendice 11

### DECLARATIONS RELATIVES A LA CONFERENCE MONDIALE DU DESARMEMENT ADOPTÉES PAR LES CONFÉRENCES DES PAYS NON ALIGNÉS

#### I. DECLARATION DES CHEFS D'ÉTAT OU DE GOUVERNEMENT DES PAYS NON ALIGNÉS

Belgrade, 1961

"Les participants à la conférence recommandent qu'à sa prochaine session, l'Assemblée générale des Nations Unies décide de convoquer soit une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la question du désarmement, soit une conférence mondiale du désarmement, organisée sous les auspices des Nations Unies, afin de déclencher le processus du désarmement général."

#### II. PROGRAMME POUR LA PAIX ET LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Le Caire, 1964

"La Conférence a la conviction que l'organisation d'une conférence mondiale du désarmement sous les auspices des Nations Unies, à laquelle tous les pays seraient invités, appuierait puissamment les efforts en cours, en vue de déclencher le processus de désarmement et de faire en sorte qu'il continue à un rythme régulier."

La Conférence recommande donc aux pays participants de prendre, lors de la prochaine session de l'Assemblée générale des Nations Unies, toutes les initiatives nécessaires à l'organisation d'une telle conférence et de toute autre conférence spéciale ayant pour objet la conclusion d'accords particuliers sur certaines mesures de désarmement."

#### III. TROISIÈME CONFÉRENCE DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DES PAYS NON ALIGNÉS

Lusaka, 1970

Résolution concernant le désarmement :

"... Les États participants sont d'avis qu'il peut être utile de convoquer, en temps opportun, une conférence mondiale du désarmement ouverte à tous les États."

#### IV. CONFERENCE DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES DES PAYS NON ALIGNES

Georgetown, 1972

##### La Déclaration :

"Les pays non alignés ont réaffirmé leur attachement inébranlable à la paix. Ils se sont à nouveau déclarés en faveur du désarmement général et complet, sous un contrôle international strict, ainsi que de l'anéantissement des stocks de toutes les armes de destruction massive, surtout des armes nucléaires, ainsi que de l'interdiction de leur fabrication et de la mise au point d'autres types d'armes de ce genre. Les membres de la Conférence se sont réjouis de l'initiative prise en vue de la convocation d'une conférence mondiale sur le désarmement chargée de rechercher des solutions efficaces à ce problème et ont manifesté leur intention de travailler à son succès."

##### Déclaration sur la sécurité internationale et le désarmement :

"Les participants ont convenu que les pays non alignés, en particulier, avaient un rôle important à jouer dans la promotion du désarmement. Ils ont estimé que la convocation d'une conférence mondiale du désarmement dûment préparée, qui rassemblerait tous les Etats, y compris ceux qui possèdent des armements nucléaires, serait un bon moyen d'y parvenir. Le but fondamental de cette conférence serait d'entreprendre des efforts positifs pour progresser dans la voie du désarmement général et complet et avant tout vers la mise au ban et l'élimination des armements nucléaires et des autres armements de destruction massive. Les pays non alignés devraient coordonner leur action dans ce sens et prendre une part active à l'étude de cette question au cours de la vingt-septième session de l'Assemblée générale."

#### V. DECLARATION POLITIQUE DE LA QUATRIEME CONFERENCE DES PAYS NON ALIGNES

Alger, 1973

"La Conférence demande la convocation dans les meilleurs délais d'une conférence mondiale sur le désarmement avec la participation de tous les Etats."

---

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة  
يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها  
أو اكتب إلى الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف.

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

#### HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

#### COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

#### КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

#### COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.

---